

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
INFORMATION REPORT

REPORT NO. [REDACTED]

CD NO.

COUNTRY France

DATE DISTR. 27 March 1951

SUBJECT Transmittal of Perspectives

NO. OF PAGES 1

25X1A

PLACE ACQUIRED [REDACTED]

NO. OF ENCLS. 2 (61 pages)
(LISTED BELOW)

DATE OF INFO [REDACTED]

SUPPLEMENT TO REPORT NO. 25X1X



* Documentary
THIS IS UNEVALUATED INFORMATION

THIS DOCUMENT CONTAINS INFORMATION AFFECTING THE NATIONAL DEFENSE OF THE UNITED STATES WITHIN THE MEANING OF THE ESPIONAGE ACT 50 U. S. C. 31 AND 32 AS AMENDED. ITS TRANSMISSION OR THE REVELATION OF ITS CONTENTS IN ANY MANNER TO AN UNAUTHORIZED PERSON IS PROHIBITED BY LAW. REPRODUCTION OF THIS FORM IS PROHIBITED.

SOURCE

Attached for your information are two supplements, No.s 4 and 8, of Perspectives, dated 27 January and 24 February, respectively. It is requested that these publications be returned by 28 April to this office.

(Handwritten initials)

(Handwritten "50" in a circle)

CLASSIFICATION RESTRICTED

STATE	NAVY	NSRB	DISTRIBUTION										
ARMY	AIR		ORR	<input checked="" type="checkbox"/>									

INTELLOFAX 24

PERSPECTIVES

Approved For Release 2002/07/18 : CIA-RDP83-0045R000700220003-9

25X1A

BULLETIN HEBDOMADAIRE DU SERVICE D'ÉTUDES INTERNATIONALES POLITIQUES - ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Directeur : Jacques GASCUEL

37, BOULEVARD HAUSSMANN - PARIS-IX^e - TÉL : OPE. 46-39

SEPTIÈME ANNÉE.-

SUPPLÉMENT AU N° 4 - Samedi 27 Janvier 1951

LE BUDGET ÉCONOMIQUE DE LA NATION

I.- LA CONJONCTURE ACTUELLE LAISSE-T-ELLE SUBSISTER UNE MARGE D'ÉLASTICITÉ DE LA PRODUCTION?

II.- LIMITES D'EXPANSION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.-

III.- LA LOI DE FINANCES, LES POSSIBILITÉS D'ÉQUILIBRE ET LES RISQUES DE DÉSÉQUILIBRE.-

- A.- Éléments caractéristiques de l'équilibre escompté pour 1951 et comparaison avec les comptes antérieurs.
- B.- Fragilité de l'équilibre.
- C.- Les baromètres de la tension.
- D.- Recours à des mesures plus sévères pour favoriser l'équilibre.

25X1A

TABLEAUX EN ANNEXES.-

THIS DOCUMENT IS UNCLASSIFIED
DATE 08/21/2001 BY 60322 UCBAW

- Les ressources nationales et leur emploi.
- Le Revenu National.
- Le Revenu disponible des particuliers: consommation et épargne - Compte d'emploi de l'épargne - Sécurité sociale.
- Les comptes du secteur public.
- La balance des paiements avec l'étranger.
- La balance des paiements avec les territoires d'outre-mer.

---:---:---:---:---:---

Reproduction partielle ou totale interdite sauf accord avec la Direction - Pour s'abonner, téléphoner C.C.P. Paris 467-90 au nom de la Sté d'Études et d'Informations économiques - Pour tout changement d'adresse: francs 15 en timbres-poste

Approved For Release 2002/07/18 : CIA-RDP83-00415R007700220003-9

RESTRICTED

LE BUDGET ECONOMIQUE DE LA NATION

Un pays forme un tout économique qui peut être assimilé à une grande entreprise, laquelle achète, vend, entretient et modernise son outillage, perfectionne ses installations, exploite de plus en plus à fond et de plus en plus rationnellement ses propriétés. A côté, ou plus exactement au-dessus des bilans annuels de telle ou telle industrie, de tel ou tel compartiment de l'activité économique, de l'ensemble du secteur privé et de l'ensemble du secteur public, on doit pouvoir dresser le bilan de l'activité nationale, c'est-à-dire le tableau des comptes de la nation.

Un tel propos se heurte, bien entendu, à de grandes difficultés. Tout n'est pas encore chiffré dans l'activité nationale et les chiffrages existants sont souvent loin d'être satisfaisants. Il est indispensable, pour chiffrer, de formuler des hypothèses, lesquelles sont bien entendu discutables, et peuvent se révéler fausses. Il faut effectuer des transferts de compte à compte. Il faut éviter les doubles emplois, souvent difficiles à dépister. Finalement, l'approximation obtenue risque de ne pas être suffisante, eu égard à l'importance relative des erreurs qu'elle peut entraîner (1).

Mais d'année en année, les méthodes se précisent, les chiffrages serrent la réalité de plus en plus près, et l'on peut raisonnablement nourrir l'espoir d'avoir à sa disposition d'ici quelques années, une série de bilans économiques reflétant fidèlement la situation du pays et son évolution.

L'intérêt de ce genre de bilans est évident. Outre la satisfaction qu'il donne à l'esprit, les réflexions qu'il suggère sont particulièrement fructueuses. A partir de ces tableaux de chiffres, il devient possible de calculer équitablement la charge fiscale, de diriger les investissements vers tel ou tel compartiment de l'activité resté en arrière, de mesurer l'importance du secteur public, d'en éviter les empiètements. Bref, d'assurer le développement harmonieux de la nation.

L'étude que l'on trouvera ci-après, qui fait suite aux travaux du Comité du Bilan National, est l'oeuvre d'un comité d'experts créé et animé par M. Maurice Petsche, ministre des Finances et des Affaires économiques, M. Edgard Faure, ministre du Budget, M. Buron, secrétaire d'Etat aux Affaires économiques. Elle a pour objet de commenter les comptes de l'exercice pour 1950 et de définir l'équilibre économique en 1951. Ces comptes et les calculs afférents aux conditions d'équilibre, ont été établis à titre provisoire et comportent bien des réserves. Tels qu'ils se présentent néanmoins, ils permettent de très intéressantes déductions.

Le rapport général du Comité des experts ne sera publié qu'ultérieurement après avis de la Commission de comptabilité nationale.

(1) - Voir à ce sujet Perspectives, N° 34 du 7 Octobre 1950.

- 2 -

Méthode de calcul.-

La méthode de calculs utilisée par les experts pour dresser le tableau des comptes de la Nation fait l'objet d'une note de 28 pages, qui expose en détail les hypothèses formulées et leurs raisons d'être. Nous en reprendrons l'étude dans Perspectives.

Le point essentiel à retenir est que les comptes provisoires de l'année 1950 ont été établis à partir des comptes de 1949, et les prévisions 1951 à partir des comptes de l'année 1950 en appliquant dans les deux cas le même procédé d'extrapolation. L'exactitude du compte 1950 - exactitude qui peut être mesurée par confrontation avec les observations concrètes - permet donc d'apprécier la vraisemblance des prévisions 1951. Plus précisément, le mécanisme d'extrapolation qui a été employé, et qui suppose l'existence d'un certain déterminisme dans l'évolution économique, est explicatif pour l'année 1950, et provisionnel pour l'année 1951. Sa valeur en tant que mécanisme explicatif garanti sa valeur en tant qu'instrument de prévision, dans la mesure - qui doit être toujours discutée, mais qui n'est jamais nulle - où l'on peut admettre l'existence de certaines régularités pour sonder l'avenir.

Les questions étudiées.-

Les travaux du Comité des Experts se sont traduits d'abord par une vingtaine de tableaux chiffrés, dont nos lecteurs trouveront les plus intéressants en annexe, (revenu national - revenu des particuliers - bilan du secteur public - bilan de la sécurité sociale - emploi de l'épargne - balance des paiements avec l'étranger et les territoires d'outre-mer). Nous n'avons pas fait figurer le tableau récapitulatif des comptes généraux de la nation, les chapitres transports et doubles emplois exigeant des développements compliqués qui ne semblent pas de mise dans cette brochure. Nos lecteurs les trouveront, avec les commentaires appropriés, dans un de nos prochains bulletins.

Le rapport ci-après étudie l'équilibre économique de la Nation en 1950 et 1951. Le problème est dominé par le réarmement français. Devant les risques que fait peser sur la balance des échanges extérieurs la hausse des prix internationaux, devant les dangers d'inflation qu'entraîne l'accélération des fabrications d'armement dans un pays dont la reconstruction n'est pas achevée, trois questions essentielles se posent auxquelles répond le rapport:

1°) L'état actuel de l'équipement et de l'emploi laisse-t-il subsister une marge d'élasticité de la production qui permette non seulement de faire face aux demandes qui résultent directement de l'armement, mais encore d'exporter davantage pour équilibrer des importations plus lourdes et de produire plus de biens de consommation pour satisfaire les besoins d'une économie en expansion?

2°) De quel ordre de grandeur sont ces marges d'élasticité et quelles sont donc les limites d'expansion de l'économie française?

3°) La politique définie par la loi de finances est-elle de nature à entraîner une expansion économique qui reste dans les limites ainsi tracées.

I

LA CONJONCTURE ACTUELLE LAISSE-T-ELLE SUBSISTER
UNE MARGE D'ELASTICITE DE LA PRODUCTION ?

La conjoncture a été caractérisée, en 1949 et 1950, par la stabilisation - au niveau le plus élevé qui ait jamais été atteint - des indices d'activité. A la fin de 1949, cette stabilisation, qui s'était produite assez brusquement, avait fait craindre que la France ne soit à la veille d'un retournement marqué de la tendance. Il apparaît maintenant qu'aucun risque de dépression n'était à redouter et que le phénomène s'expliquerait par trois causes:

- les équipements réalisés dans tous les domaines depuis la Libération avaient porté la production de denrées consommables à un niveau voisin des besoins les plus urgents; de sorte que la pression de la disette avait cessé de s'exercer sur les producteurs, et que les créations spontanées d'investissements avaient subi un net ralentissement;
- les stocks des entreprises et des particuliers ayant été reconstitués à leur volume normal, le processus de reconstitution des stocks, qui avait pesé sur l'économie depuis la Libération, avait pris fin;
- enfin, les crédits affectés à la reconstruction et aux investissements publics avaient été fixés avec prudence.

Tous ces phénomènes jouant dans le sens d'un freinage des investissements, il n'est pas étonnant que le mouvement ascendant de l'activité économique en ait été arrêté. Mais ce freinage ne pouvait entraîner de graves conséquences. Les besoins généraux du pays demeuraient trop manifestement importants et, depuis quelques mois, le climat psychologique entourant la politique militaire était trop sensible aux chefs d'entreprises pour que ceux-ci puissent être portés, dans l'ensemble, à envisager une dépression et à réduire leur activité. La production s'est donc maintenue. Dans les secteurs où elle n'a pas rencontré de débouchés immédiats, les producteurs se sont résolus, quand ils l'ont pu, à travailler pour le stock. Enfin, le renversement de la conjoncture dans certains pays étrangers a ouvert à l'extérieur des débouchés plus vastes.

C'est ce que montre clairement le compte provisoire de l'année 1950. L'activité économique s'est maintenue à peu près stable. La légère hausse des prix (hausse très amortie par rapport aux années précédentes) s'est traduite dans la répartition des revenus bruts par un léger remaniement en faveur des revenus d'exploitation. Cette hausse, cependant, ne semble pas résulter d'un déséquilibre fondamental, mais plutôt d'un ajustement de l'échelle des prix et du renchérissement des matières premières importées. Le chiffre des ventes en France, en effet, ne s'est pas développé en proportion de la hausse des prix (cette indication est d'ailleurs confirmée par l'évolution des recouvrements en matière de taxes sur le chiffre d'affaires), et des stocks assez considérables (150 milliards, d'après les calculs) se sont constitués, qui résultent vraisemblablement, pour la plus

- 4 -

grande partie, de la névente. Corrélativement, l'épargne des particuliers et des entreprises semble s'être développée, de façon assez marquée, sous des formes diverses.

Telles sont les constatations fondamentales qui traduisent les résultats du compte provisoire de l'année 1950. Elles sont valables pour l'année entière, les événements de Corée n'ayant encore entraîné de répercussions durables que sur des points relativement secondaires. Nous les complétons par quelques indications sommaires sur les divers secteurs de l'économie.

1.- Secteur des denrées alimentaires.-

En volume, nous avons admis que la production du premier semestre est comparable à celle de l'année 1949, et que dans le cours du second semestre, elle s'est élevée d'environ un dixième. Cette estimation semble assez large. Dans l'ensemble, les prix ont monté d'environ 5 %.

Cette hausse des prix n'exclut pas que des stocks importants ne soient constitués. Ils paraissent représenter près de la moitié de l'augmentation globale des stocks. On peut conjecturer, notamment, que les stocks de vin ne sont assez notablement gonflés dans le courant de l'année.

2.- Secteur industriel - Biens consommables.-

La production a cru légèrement en volume. Une partie a été vraisemblablement stockée. On peut penser, en effet, que les stocks constitués en 1950, dans la mesure où ils ne sont pas apparus dans le secteur des denrées alimentaires, comprennent une part importante de produits finis. Les stocks de matières premières textiles ne sont pas de l'ordre de grandeur des stocks calculés pour l'établissement des comptes généraux.

3.- Secteur industriel - Outillage.-

Le volume de la production s'établit en recul. L'Institut National de la Statistique indique que le mouvement est particulièrement net dans l'industrie de la fonderie; la production des pièces mécaniques y est en régression, alors que celle des biens de consommation augmente.

Le chiffre d'affaires s'est néanmoins développé en valeur nominale par suite de la hausse des prix.

4.- Bâtiments et Travaux publics.-

Légère augmentation d'activité. Des crédits de reconstruction votés en 1949 n'ont été utilisés qu'en 1950. On peut penser également que les constructions (et notamment les réparations d'immeubles) financés par l'épargne privée ont pris un essor assez net.

5.- Commerce international.-

Hausse en valeur des matières premières importées; mouvement dû en grande partie à la hausse des prix dans ce secteur. Cette hausse, qui nous

était jusqu'à présent seulement préjudiciable, peut comporter dans l'avenir des éléments favorables à l'équilibre de la balance du fait de la hausse des prix à l'exportation de certains produits.

On note un accroissement sensible (30 %) des exportations de matières premières, non exclusivement dû à la hausse des prix. C'est dans ce domaine que les répercussions des événements de Corée se sont manifestés. L'exportation des produits finis est également en hausse (20 %).

Des résultats analysés ci-dessus, on peut déduire que l'équilibre qui s'est établi en 1950 aurait pu être maintenu avec une activité plus marquée des industries d'investissements. Une marge d'activité supplémentaire reste donc vraisemblablement disponible.

o o o

II

LIMITES D'EXPANSION DE L'ECONOMIE FRANCAISE

De quel ordre de grandeur sont les marges d'élasticité ainsi décelées? Il est très difficile de répondre à cette question. Sans doute, est-il relativement aisé de prendre une à une les diverses branches de la production et de mesurer les productions supplémentaires dont, vu l'état de leurs équipements, elles sont séparément capables, en supposant qu'elles disposent de ressources indéfiniment extensibles de main d'oeuvre qualifiée et de matières premières. Mais ces marges d'élasticité élémentaires ne sont pas additionnables, car rien ne prouve qu'une branche en expansion puisse trouver toute la main d'oeuvre et toutes les matières premières dont elle a besoin sans interdire du même coup à une autre branche de se développer. Il faudrait être capable d'analyser complètement l'enchevêtrement des demandes de matières premières et de produits semi-ouvrés, telles qu'elles s'établissent à un niveau donné de la demande de produits finis; il faudrait pouvoir analyser aussi la demande correspondante de main d'oeuvre, pour avoir la certitude que, l'emploi atteignant le niveau maximum, des phénomènes de disette n'apparaîtront pas en certains secteurs de l'économie, compromettant toutes les activités productrices qui dépendent de ces secteurs. Or, ces goulots d'étranglement, immédiatement visibles lorsqu'ils se manifestent - parce qu'ils ne se manifestent que par des conséquences graves - sont, dans l'état actuel des moyens d'investigation, difficilement prévisibles.

De plus, la solution des goulots d'étranglement peut présenter, dans l'économie française actuelle, de sérieuses difficultés, non seulement parce qu'elle comporte toujours la création rapide d'investissements nouveaux, alors que la production française de biens d'équipement n'est pas en général capable d'accélération fortes; mais aussi parce que la stagnation démographique, les obstacles de toute nature, qui freinent l'immigration de la main d'oeuvre sont les facteurs de rigidité du marché du travail, et interdisent de regarder comme réalisables les concentrations de main-d'oeuvre qu'exigerait pareille situation. Alors que, dans les pays à puissance natalité ou à forte immigration, les tâches nouvelles et les tâches accidentelles peuvent être assurées par l'orientation d'une main d'oeuvre neuve, c'est à la réorientation professionnelle - avec tous les problèmes qu'elle pose dans un pays où les déplacements sont entravés par l'insuffisance du logement - qu'il faut recourir en France pour maintenir à tout moment, compte tenu des pressions inattendues de la demande, un équilibre harmonieux entre les divers secteurs de l'économie.

Compte tenu de ces difficultés, et à supposer même que puisse être réalisée immédiatement l'immigration de main d'oeuvre qualifiée qui porterait la production dans le bâtiment à un niveau de 20 % supérieur à celui atteint en 1949 (1) une augmentation maxima de 12 % de la production totale au cours

(1) - Sans cette immigration, il n'est possible d'escompter dans ce secteur qu'un accroissement de production de 5 % grâce à l'accroissement de la productivité et à l'allongement de la durée du travail (certains équipements restant sous-employés).

- 7 -

de l'année 1951 par rapport à la production de 1949 (2) apparaît comme une limite théorique. Non seulement l'hypothèse sur la main d'oeuvre que comporte implicitement cette évaluation est-elle optimiste, mais aussi les goulots d'étranglement apparaîtraient qui maintiendraient la production globale à un niveau inférieur. Dans l'état actuel des moyens de prévision, il est prudent de rester, dans l'ensemble, nettement en deça, faute de quoi les risques de déséquilibre locaux signalés plus haut paraîtraient vraiment trop graves. Une augmentation de 6 à 7 1/4 du produit national brut, hypothèse retenue, est déjà, sur une période d'un an, un accroissement considérable.

Au delà de cette marge d'expansion, et faute d'être capable d'élargir les goulots d'étranglement, c'est à des importations imprévisibles dans leur volume, à la hausse inflationniste de certains prix, ou au retour aux systèmes de répartition autoritaire que le gouvernement devrait se résoudre, avant même que les limites théoriques de l'emploi étant atteintes, la pression de la demande n'entraîne une inflation générale.

o o o

(2) - Augmentation de l'emploi de l'ordre de 10 %, de la productivité générale de l'ordre de 2 à 3 % (compte tenu des investissements réalisés dans l'intervalle).

III

LA LOI DE FINANCES, LES POSSIBILITES D'EQUILIBRE
ET LES RISQUES DE DESEQUILIBRE

La politique d'armement entraînant ainsi des risques de déséquilibre de la balance des comptes et de hausse des prix, le travail de prévision a été orienté jusqu'à présent dans le sens d'une étude de la comptabilité du programme défini par la loi de finances avec la réduction du déficit de la balance des comptes au niveau de l'aide extérieure attendue et avec le maintien des prix à leur niveau actuel.

Les premiers travaux conduisent à penser que la politique financière sévère définie par le gouvernement permettra de maintenir l'équilibre économique, mais seulement sous certaines conditions dont il importera de suivre la réalisation.

A.- Eléments caractéristiques de l'équilibre escompté pour 1951 et comparaison avec les comptes antérieurs.-

L'accroissement nominal du revenu national brut au prix de marché entre 1949 et 1950, soit: (9.195 milliards - 8.130 milliards) 1.065 milliards, est presque exclusivement dû à la hausse des prix. Cette relative stagnation du produit réel a été commentée plus haut et s'explique notamment par le freinage des créations d'investissements. Elle comportait certaines marges de sous-emploi.

Au contraire, l'équilibre escompté pour l'année 1951 serait caractérisé, sur la base du niveau actuel des prix, par un revenu national brut au prix de marché de 10.000 milliards, soit une augmentation de l'ordre de 10 % par rapport à 1950. Cette augmentation de 10 % résultant à concurrence de 5 % d'une hausse des prix par rapport au niveau moyen de 1950, c'est en fin de compte une expansion du volume de la production de l'ordre de 5 % qui commande l'équilibre, expansion qui paraît globalement réalisable.

La répartition de l'augmentation du produit national s'établit entre les diverses catégories de la façon suivante:

.....

- Evolution de la production brute -
(en milliards de francs)

	1950	1951	Taux d'augmentation nominale	Taux d'augmentation réelle
<u>Volume total de la production:</u>	9.135	10.000	10 %	5 %
dont: (1)				
Production de biens de consommation et de services	7.000	7.600	9 %	4 %
<u>Production de biens d'investissement</u>	1.720	1.930	12,5 %	7 %
dont:				
Equipements productifs	1.500	1.580	5,5 %	0,5%
Equipements militaires	70	250	260 %	240 %
Stocks	150	100	- 33 %	- 36 %

(1) Comportant les exportations de matières premières.

Il ressort de la colonne de droite que l'augmentation réelle de la production bénéficierait à l'investissement plus qu'à la consommation (7 % contre 4 %). Mais l'investissement productif ne s'accroîtrait pratiquement pas, alors que les immobilisations militaires improductives augmenteraient de 240 %. Il faut également souligner le fait que les hypothèses de calcul relatives aux stocks conduisent à évaluer à 100 milliards les stocks à constituer en 1951 - contre 150 milliards pour 1950.

Pour passer de ce produit national brut aux ressources nationales disponibles, il convient de tenir compte de l'évolution du commerce extérieur.

- Détermination des disponibilités nationales -
(en pourcentages)

	1949	1950	1951
Production nationale brute	100	101	101
Importations	12	13	13,5
dont:			
- Etranger	9	10	10,5
- T.O.M.	3	3	3
Exportations	- 12	- 14	- 14,5
dont:			
- Etranger	- 7	- 9	- 9
- T.O.M.	- 5	- 5	- 5,5
Disponibilités nationales	100	100	100

Il est à remarquer que, selon les hypothèses retenues, la balance du commerce resterait légèrement favorable (exportations atteignant 14,5 % des disponibilités contre 13,5 % pour les importations), mais que les éléments de cette balance se modifieraient par une augmentation de la position créditricce de la Métropole à l'égard des T.O.M., et par une aggravation de la position débitricce de la Nation par rapport à l'étranger.

Par le jeu des hypothèses, d'équilibre de la balance, ces résultats sont liés à l'augmentation des dépenses publiques dans les T.O.M. (50 milliards dont la plus grande partie est justifiée par des considérations militaires) et à l'accroissement de l'aide extérieure dont bénéficie la France (80 milliards).

Le tableau ci-dessous permet de décrire l'emploi des disponibilités nationales ainsi dégagées:

- Emploi des disponibilités nationales -
(en pourcentages)

	1949	1950	1951
<u>Disponibilités nationales</u>	100	100	100
Consommation privée	76	76	76
Consommation du secteur public (matériel)	3,5	4	4
Investissements bruts	20,5	20	20
dont:			
Publics	3	2,8	4,7
dont:			
Civils	-	2	2
Militaires	-	0,8	2,7
Privés	17,5	17,2	15,3
dont:			
Equipements	16,5	15,3	14,5
Stocks	1	1,9	0,8

La proportion resterait constante entre consommation et investissements. Mais l'investissement public, qui avait légèrement fléchi en 1950 par rapport à 1949, devrait croître très nettement en 1951, du fait du triplement des équipements militaires.

Les calculs tendent à faire apparaître un recul probable de la part des investissements privés. Malgré un stockage plus faible, l'importance de l'équipement productif ne se maintiendrait pas au niveau de 1950.

Il peut paraître intéressant de déterminer comment se répartissent ces disponibilités nationales entre les principales parties prenantes: salariés

- 11 -

et retraités d'une part, bénéficiaires de revenus d'exploitation et de profits, de l'autre.

Cette ventilation présente certaines difficultés et certains aléas, concernant surtout la part des transferts qui peut être considérée comme des salaires indirects, et l'imputation des impôts venant en déduction des revenus.

Le tableau suivant donne, en pourcentage par rapport au revenu disponible total, la part de chacune de ces catégories de bénéficiaires.

Revenu disponible pour chaque catégorie de bénéficiaires
après transferts sociaux et prélèvement des impôts directs (1)

	1949		1950		1951	
	milliards de frs	%	milliards de frs	%	milliards de frs	%
Salaires du secteur entreprises	2.185	31,8	2.300	30	2.475	29,8
Traitements du secteur public	540	7,9	670	8,7	720	8,6
Impôts directs sur les salaires et traitements	- 85	- 1,2	- 100	- 1,3	- 100	- 1,2
Prestations sociales nettes bénéficiant aux salariés et retraités	485	7,1	560	7,3	640	7,7
Transferts sociaux du secteur public	200	2,9	200	2,6	260	3,1
	3.325	48,5	3.630	47,3	3.995	48
Revenus bruts d'exploitations et profits distribués	3.010	43,8	3.570	46,7	3.880	46,5
Intérêts de la dette publique et revenus de l'étranger allant aux particuliers	60	0,9	70	0,9	75	0,9
Impôts directs sur les revenus d'exploitation privée et les revenus provenant de l'étranger	- 175	- 2,6	- 290	- 3,8	- 295	- 3,5
Prestations sociales nettes bénéficiant aux chefs d'entreprises	25	0,4	30	0,4	35	0,4
	2.920	42,5	3.380	44,2	3.695	44,3
Profits bruts des sociétés de capitaux non distribués av. impôt	690	10,1	840	11	905	10,8
Impôts directs sur ces profits	- 80	- 1,1	- 190	- 2,5	- 255	- 3,1
	2.840	41,4	3.190	42,7	3.440	42,7

Il apparaît que la part des salaires dans le revenu national disponible après transferts et impôts est à peine supérieure aux autres revenus distribués. Cela tient en large partie à ce que la structure sociale de la France comporte une forte proportion de non salariés (agriculteurs, artisans, petits commerçants).

La masse salariale a légèrement décliné en 1950 par rapport à 1949 proportionnellement au total des revenus disponibles. Son redressement relatif en 1951 est suspendu à la réalisation de l'ensemble des hypothèses explicitées dans cette note. Les revenus d'exploitation et les profits distribués, resteraient en 1951 au niveau de 1950, niveau légèrement supérieur à celui de 1949.

La part de l'épargne des particuliers par rapport au revenu disponible s'établit comme suit:

- 1949	7,2 %
- 1950	8,5 %
- 1951	8,9 %

Il est permis de noter la corrélation étroite qui lie son mouvement à celui des revenus d'exploitation et des profits non distribués.

Une analyse du mode de financement des investissements donne sur la nature et le rôle de cette épargne certains éclaircissements.

.....

(Note 1 de la page 11)

Pour juger de ces résultats, il convient de préciser:

- a) la totalité des retraites a été imputée à la masse salariale;
- b) il faut entendre par profits distribués non seulement les dividendes, qui n'y figurent que pour un montant de l'ordre de 100 à 150 milliards mais aussi les revenus d'exploitation des entreprises individuelles y compris les revenus en nature (agriculteurs) et les loyers.

Pour toutes ces catégories, la notion de revenu d'entreprises est en effet inséparable de celle des revenus personnels.

- c) il conviendrait, pour obtenir les profits nets, de déduire l'annuité d'amortissement, laquelle est assez mal connue et devrait en outre être répartie entre les entreprises individuelles et les sociétés.

- Mode de financement des investissements -
(en pourcentages par rapport à la masse globale)

	1949	1950	1951
- Total des investissements	100	100	100
- Financement sur fonds publics ...	51,5	44,5	41,5
- Autofinancement des sociétés	46	45,5	46,5
- Appel à l'épargne	2,5	10	12

Pour l'année 1949, la part des investissements financés par l'épargne des particuliers est très faible (2,5). Elle s'accroît sensiblement en 1950 et, selon des prévisions, devrait rester importante en 1951. Mais il faut remarquer que les investissements privés comprennent vraisemblablement en 1950 une part importante de stocks involontaires (de l'ordre de 100 milliards) dont on peut supposer qu'ils ont été portés en grande partie par des crédits bancaires. Selon toute vraisemblance, l'épargne restant entre les mains des particuliers après paiement des dépenses de consommation a donc permis (dans la mesure où elle s'est immobilisée dans des encaisses de billets ou de monnaie scripturale, et où par conséquent elle a grossi le passif des banques) le financement de ces stocks. Si, en 1951, une épargne constituée par le même processus doit financer, non plus des stocks involontaires (puisque les prévisions ne permettent pas de conclure à un phénomène de mévente) mais des investissements productifs, on peut douter que le système bancaire joue dans les mêmes conditions le rôle d'intermédiaire pour le placement prévu de cet épargne. Les règles de bonne gestion des banques incitent, en effet, celles-ci à réserver leurs avances aux entreprises qui peuvent présenter en contre-partie de leurs dettes des actifs aisément mobilisables: stocks de matières premières ou de produits en cours de transformation, voire même stocks de produits finis. Mais elles répugnent à financer l'équipement.

En admettant que les investissements privés puissent être financés, à concurrence de 10 à 12 %, par l'épargne des particuliers, nous admettons donc implicitement que l'économie productive exercera avec succès, sur le marché des capitaux, une pression plus forte que celle qu'elle a exercée cette année et drainera ainsi directement l'épargne qui n'a été, jusqu'à présent, placée que par l'intermédiaire des banques.

Si cette hypothèse implicite était démentie par les faits, les équipements privés seraient freinés et la rigidité de l'économie serait encore accrue.

B.- Fragilité de l'équilibre.-

Le maintien de l'équilibre en 1951 dépend largement de la réalisation de certaines hypothèses - probables, mais non indiscutables - et de la validité des extrapolations auxquelles il a fallu se résoudre pour définir les relations quantitatives qui lient les divers éléments du circuit économique.

a) L'équilibre suppose que les dépenses de fonctionnement des services publics, les dépenses militaires, les investissements publics ou financés sur fonds publics, les prélèvements fiscaux, s'établiront selon les indications

données par la loi de finances (1).

b) Par ailleurs, il est à craindre que la conjoncture politique - nationale et internationale - donne lieu à des mouvements de psychologie collective qui favorisent les comportements spéculatifs au détriment des constantes d'une économie normale. Notamment:

- Il a été admis que l'augmentation des stocks ne dépasserait pas celle qui correspond techniquement à l'accroissement du volume de la production et qu'elle était atténuée par une diminution des stocks actuels de produits finis. Toute rétention ou constitution de stocks spéculatifs en 1951 contribuerait à rendre l'équilibre sensiblement plus difficile.

- Il en serait de même si le fort mouvement de rapatriement de capitaux des T.O.M. vers la Métropole constaté en 1950 (160 milliards) et escompté pour 1951 (130 milliards) ne se produisait pas, ou même se renversait pour des motifs de psychologie collective.

c) L'équilibre escompté suppose que l'investissement spontané dans l'économie privée se maintiendra, par rapport au niveau des investissements publics, et à celui des profits, dans la proportion constatée ces dernières années.

Or, la rigueur apparente d'un compte chiffré ne doit pas faire oublier une certaine précarité dans les informations qui l'ont alimenté et une marge certaine d'erreurs dans les prévisions auxquelles il conduirait.

Si les relations qui lient l'investissement spontané aux investissements publics et au niveau des prix dans une économie stable ou en croissance régulière se trouvaient modifiées par le brusque changement dans la nature des débouchés que risque de provoquer le passage à une économie de réarmement, les prévisions actuelles pourraient s'en trouver gravement affectées.

En effet, l'équilibre escompté ne laisse subsister que les marges de sous emploi absolument indisponibles dans le régime actuel. Le jeu du phénomène de multiplicateur rend donc l'économie dangereusement vulnérable à tout surcroît d'investissement spontané.

Un exemple chiffré en fournit la preuve: un investissement spontané supplémentaire de l'ordre de 100 milliards par rapport à celui qui a été prévu dans le compte 1951 (c'est-à-dire 1.040 milliards au lieu de 940) est dans le domaine des risques à prendre en considération.

Cette augmentation impliquerait:

(1) - Or, l'expérience de ces dernières années montre qu'il est rare que la réalisation du Budget ne provoque pas quelques mécomptes par rapport à ces prévisions.

- Augmentation des profits et des revenus bruts d'exploitation	150 milliards
- Augmentation des salaires et des prestations sociales	120 --
- Recettes fiscales résultant des impôts indirects liés à la production	35 --
- Augmentation des importations et des exportations ..	25 --
La réalisation de l'équilibre à ce niveau suppose donc une augmentation globale brute de	<u>330 milliards</u>

Cette expansion serait nécessaire parce qu'elle permettrait seule de dégager, sur l'accroissement corrélatif du revenu national, l'épargne nécessaire au financement des investissements supplémentaires. En effet, sur la base des hypothèses admises pour la distribution des profits et pour les propensions à consommer:

-- sur les profits supplémentaires réalisés (150 milliards) 30 milliards resteraient à la disposition des sociétés de capitaux.

-- l'épargne des particuliers serait de 35 milliards.

-- par ailleurs, le déficit public serait réduit à concurrence du supplément des recettes fiscales (35 milliards) et pèserait d'autant moins sur le marché des capitaux. L'ensemble de ces trois éléments permettrait de dégager les 100 milliards nécessaires au financement des investissements supplémentaires.

Mais l'augmentation des salaires proviendrait d'une augmentation de l'emploi supérieure à 5 % (par rapport au compte prévisionnel) dans les secteurs industriels.

La réalisation de ce supplément d'investissements spontanés porterait donc l'offre d'emploi à un niveau qui serait proche des limites d'élasticité au-delà desquelles l'inflation devient inévitable (ou même qui les dépasserait légèrement).

Il va de soi que ces chiffres valent moins par leur exactitude absolue que par l'ordre de grandeur des phénomènes qu'ils évoquent. C'est un fait bien connu des économistes, en effet, que les conséquences d'un investissement supplémentaire sont, dans l'état actuel des statistiques, difficilement calculables; parce que les propensions marginales à consommer sont très diverses suivant les secteurs de l'économie qui bénéficient des revenus supplémentaires et restent par conséquent peu saisissables par des mesures précises et des hypothèses sûres.

Les derniers calculs montrent simplement que l'équilibre prévisionnel, établi au plus juste pour couvrir des charges incompressibles par des ressources limitées, côtoie de près des frontières dangereuses.

Il serait donc raisonnable de mettre en place dès maintenant des mécanismes précis d'observation aux points les plus sensibles de l'économie, et de préparer des mesures de stabilisation plus énergiques qui pourraient être mises

en oeuvre dès que les symptômes inflationnistes paraîtraient immédiatement inquiétants.

C.- Les baromètres de la tension.-

a) Il est nécessaire de suivre par une centralisation statistique toutes les commandes de l'Etat et des collectivités et établissements publics. Cette précaution permettrait d'éviter que leur concentration dans le temps ou dans l'espace les fasse porter sur des secteurs restreints de l'activité productive, où les entreprises seraient ainsi amenées à développer leurs équipements dans des proportions imprévues;

b) D'une façon générale, il conviendra de suivre attentivement le développement des investissements privés en vue de prendre conscience des secteurs dans lesquels les entreprises seraient entraînées à développer leurs équipements et leurs stocks au delà des limites de la prudence par une fausse appréciation des débouchés que leur ouvrirait les conséquences secondes d'une politique d'armement;

c) L'emploi et le stockage des matières premières premières et des produits qui risquent de devenir rares et dont le prix peut être sujet à des mouvements spéculatifs devra être suivi au moins par des sondages (sinon réglementés comme aux Etats-Unis);

d) L'emploi de la main d'oeuvre qui, par sa rigidité, peut freiner l'adaptation de certains secteurs de la production et déterminer des hausses locales des prix avant même que le plein emploi soit atteint, doit faire l'objet d'une observation très stricte afin que soient rapidement décelés et portés à la connaissance du gouvernement les points du territoire sur lesquels le chômage partiel, dans certaines branches, voisine avec des offres d'emploi insatisfaites dans d'autres.

D.- Recours à des mesures plus sévères pour favoriser l'équilibre.-

Au cas où un déséquilibre grave paraîtrait immédiatement menaçant, la politique d'armement cesserait d'être compatible avec un statut libéral de l'activité économique.

Il conviendrait alors, quels que soient les mauvais souvenirs qui s'attachent à l'expérience en la matière de revenir à une politique comportant:

- un contrôle des prix et des salaires,
- un rationnement de certains produits,
- une orientation des matières premières-clés et un contrôle de la production.

L'Angleterre, proche comme la France du plein emploi, n'a pas à restaurer des contrôles qu'elle n'a jamais complètement abandonnés.

- 17 -

L'Amérique, bien que son économie recèle encore des marges de sous-emploi (1), et que la souplesse de ses reconversions ait fait ses preuves, vient d'accorder au Président un ensemble de pouvoirs spéciaux dont l'application constituera le rétablissement de la plupart des contrôles relâchés au lendemain des hostilités (2).

Il n'est donc pas exclu que, pour une France appauvrie et à l'économie rigide, il n'existe pas de possibilités de réaliser une économie de simple incitation à l'armement; et que la décision de mener à bien un programme militaire cohérent ne puisse prendre de réalité que dans le cadre d'une économie de guerre.

Toutefois, les prévisions faites sur les tensions qui doivent apparaître en 1951 ne rendent pas nécessaires actuellement le retour à un régime de cet ordre.

•
•

Cette étude peut sembler conduire à des conclusions pessimistes. Il serait absurde de s'en étonner. Il est vain d'escompter comme en 1926 un redressement économique spectaculaire fondé sur de simples habiletés financières. La substance humaine et économique de la nation est affaiblie par les souffrances et les destructions provoquées par les dernières guerres. Sa restauration commande tout effort nouveau. Le réarmement actuel peut, à cet égard, être considéré comme pesant trop tôt sur une nation encore insuffisamment rétablie.

Le délai qui avait été primitivement assigné au redressement de l'économie devait prendre fin en 1952, non en 1950. Les exigences de la sécurité sont pourtant prioritaires. Mais l'état de convalescence de l'économie impose pour les satisfaire beaucoup de précautions.

(1) - Ch ô m a g e - (en milliers de chômeurs)

- Juin	3.384
- Juillet	3.213
- Août	2.500
- Septembre	2.341
- Octobre	1.040

(2) - Executive order du 9 septembre en application du Defense production Act de 1950.

- LES RESSOURCES NATIONALES ET LEUR EMPLOI -

	1949	1950	1951
<u>RESSOURCES</u>			
1.- Production nationale brute	7.590	8.525	9.280
2.- Ventes du domaine aux particuliers...	20	40	40
3.- Importations de:			
- Etranger	690	820	955
- T.O.M.	220	250	260
Total	8.520	9.635	10.535
<u>EMPLOI</u>			
1.- Consommation:			
- Consommation privée	5.795	6.430	7.005
- Fonctionnement des services publics	255	340	370
2.- Investissements intérieur reconstruction et équipement des services publics	250	240	430
Economie productive	1.320	1.430	1.400
dont			
{ B.T.P.	(500)	(550)	(580)
{ Outillage	(735)	(730)	(750)
{ Stocks	(80)	(150)	(70)
3.- Exportations:			
- Etranger	540	765	830
- T.O.M.	390	430	500
TOTAL	8.520	9.635	10.535

Les chiffres indiqués dans les tableaux mis en Annexe s'entendent en milliards de francs.

- REVENU NATIONAL -

	1949	1950	1951
Revenus en provenance du secteur productif	5.195	5.870	6.350
+ Revenus non distribués bruts avant impôts	690	840	905
+ Revenus en provenance du secteur public (1) ...	540	670	720
+ Solde des transferts de revenus entre l'économie productive et l'extérieur	35	35	45
+ Revenus du domaine public en provenance du secteur productif	250	195	210
- Intérêts de la Dette publique au secteur productif	- 50	- 90	- 125
Revenu nationale brut au coût des facteurs:	<u>6.660</u>	<u>7.520</u>	<u>8.105</u>
- Subventions	- 200	- 175	- 180
+ Impôts indirects	+ 1.170	+ 1.310	+ 1.475
+ Cotisations patronales à la Sécurité Sociale ..	+ 500	+ 540	+ 600
Revenu national brut au prix de marché	<u>8.130</u>	<u>9.195</u>	<u>10.000</u>

(1) - Traitements des fonctionnaires du secteur public administratif et de la Sécurité sociale.

- REVENU DISPONIBLE DES PARTICULIERS, CONSOMMATION & EPARGNE -

	1 9 4 9	1 9 5 0	1 9 5 1
Revenus en provenance du secteur productif	5.195	5.870	6.350
+ Revenus non distribués bruts avant impôts	690	840	905
+ Revenus en provenance du secteur public (1) ...	540	670	720
+ Intérêts de la dette publique versés aux particuliers	20	30	35
+ Revenus des particuliers en provenance de l'extérieur	40	40	40
- Cotisations sociales personnelles	- 110	- 120	- 135
Revenus imposables	6.375	7.330	7.915
+ Transferts sociaux	820	920	1.070
- Impôts directs (- payés par les particuliers	- 260	- 390	- 395
(- payés par les sociétés	- 80	- 190	- 255
Revenus imposables	6.855	7.670	8.335
- Profits nets non distribués	- 610	- 650	- 650
Revenus disponible des particuliers avec impôts	6.245	7.020	7.685
Consommation	5.795	6.430	7.005
Epargne des particuliers	450	590	680
	6.245	7.020	7.685

(1) - Traitements des fonctionnaires du secteur public administratif et de la Sécurité sociale.

- COMPTE D'EMPLOI DE L'EPARGNE -

	1950	1951		1950	1951
Besoins de financement des investissements	795	820	Profits bruts non distribués	650	650
Déficit du secteur public.	500	510	Epargne des particuliers..	590	680
Déficit de la Sécurité Sociale	25	30	Transferts des T.O.M.	150	110
			Transferts vers l'étranger..	70	80
	<u>1.320</u>	<u>1.360</u>		<u>1.320</u>	<u>1.360</u>

- SECURITE SOCIALE -

	1950	1951		1950	1951
Prestations	720	810	Cotisations patronales ...	540	600
Frais de gestion	40	40	Cotisations personnelles..	120	135
			Cotisations du secteur public	15	15
			Subventions	60	70
			Déficit	25	30
	<u>760</u>	<u>850</u>		<u>760</u>	<u>850</u>

.....

LES COMPTES DU SECTEUR PUBLIC

	1950	1951		1950	1951
<u>1°- Fonctionnement des Services:</u>			<u>1°- Revenus du domaine ..</u>	235	250
- Personnel dans la Métro.	680	680	<u>2°- Impôts directs:</u>		
- Cotisations à la Sécurité Sociale	15	15	- sur les revenus des particuliers	390	395
- Matériel dans la Métro..	340	370	- sur les profits des sociétés	190	255
- Dépenses dans les T.O.M.	160	200	<u>3°- Impôts indirects:....</u>		
- Dépenses à l'étranger..	10	10	- sur le chiffre d'affaires	810	940
<u>2°- Investissements:</u>			- sur les salaires	110	125
a) Investissements du secteur public	240	430	- autres	390	410
b) Financement des investissements du secteur productif:			<u>4°- Contre-partie des crédits extérieurs</u>	175	255
- dans la Métropole ...	635	580	<u>5°- Déficit du secteur public</u>	500	510
- dans les T.O.M.	105	115	dont:		
<u>3°- Subventions:</u>			Concours de la Banque de France	(75)	
- à l'économie productive	175	180	Comptes au Trésor et correspondants	(155)	
- à la Sécurité Sociale	60	70	Emprunts à court terme	(45)	
<u>4°- Intérêts et amortissement de la dette publ.</u>	160	190	Emprunts à moyen terme et long terme ...	(145)	
<u>5°- Assistance</u>	200	260	Autres ressources ...	(80)	
<u>6°- Versements à l'étranger</u>					
- T.O.M.	60	30			
- Etranger	10	10			
TOTAUX	2.800	3.140		2.800	3.140

.....

- BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ETRANGER -

	1950	1951		1950	1951
<u>1° - Exportations:</u>			<u>1° - Importations:</u>		
- Matières premières ...	320	400	- Matières premières..	485	590
- Outillage	70	70	- Outillage	90	95
- Produits alimentaires..	100	70	- Produits alimentaires	90	100
- Produits ind. de consommation	150	175	- Biens ind. de consommation	50	60
- Frêts	15	15	- Frêts	55	60
- Autres services	110	100	- Autres services	50	50
<u>2° - Transferts de revenus:</u>			<u>2° - Transferts de revenus:</u>		
- Revenus du capital versés:			- Salaires	20	30
- au secteur productif..	30	30	- Revenus du capital..	40	40
- aux particuliers	40	40	- Traitements publics..	10	10
<u>3° - Aide extérieure</u>	175	255	- Intérêts et amortis- sem. de la dette pub.	40	30
			- Autres dépenses pub.	10	10
			- Solde	(1) 70	80
	1.010	1.155		1.010	1.155

(1) Le solde se décompose ainsi pour 1950 :

- Avances des Banques étrangères et accroissement des comptes étrangers	30	- Accroissement des avoirs en devises du secteur bancaire ..	120
- Investissements étrangers en France	15	- Avances de la Banque de France aux banques étrangères ...	50
- Autres transferts	35	- Désinvestissement extérieur	20
	80		
- Solde	70		
	150		150

- BALANCE DES PAIEMENTS AVEC LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER -

	1950	1951		1950	1951
<u>1.- Exportations vers les T.O.M.:</u>			<u>1.- Importations en provenance des T.O.M.:</u>		
- Matières premières ...	85	80	- Matières premières.	80	90
- Outillage	70	100	- Produits aliment...	170	170
- Produits alimentaires.	60	60	<u>2.- Transferts de salaires vers les T.O.M.</u>	5	5
- Biens industriels de consommation	170	210	<u>3.- Dépenses publiques:</u>		
- Frêts	40	45	- Fonctionnement courant :		
- Autres services	5	5	- Personnel	120	140
<u>2.- Transferts</u>	150	110	- Matériel	30	30
			<u>Investissements civils</u>	105	115
			<u>Investissements militaires</u>	10	30
			<u>Règlement du déficit de la balance</u>	60	30
	580	610		580	610
	===	===		===	===

INTELLOFAX 24

PERSPECTIVES

BULLETIN HEBDOMADAIRE DU SERVICE D'ÉTUDES INTERNATIONALES
POLITIQUES - ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Directeur : Jacques GASCUEL

37, BOULEVARD HAUSSMANN - PARIS-IX^e - TÉL : OPE. 46-39

Septième année.

Supplément au N° 8 -- Samedi 24 Février 1951

~~THIS DOCUMENT HAS AN ENCLOSURE ATTACHED.
DO NOT DETACH~~

THIS IS AN ENCLOSURE T
DO NOT DETACH

25X1A

PLAN DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 1950

ET

PERSPECTIVES AU DÉBUT DE 1951

Reproduction partielle ou totale interdite sauf
C.C.P. Paris 467-90 au nom de la Sté d'Études et d'Infor

tion - Pour s'abonner, téléphoner ou écrire à l'adresse ci-dessus
- Pour tout changement d'adresse, prière de joindre la somme de
poste

S O M M A I R E

I.- VUE D'ENSEMBLE ET PERSPECTIVES AU DEBUT DE 1951.-

Bonne situation à la fin de l'après-guerre - Les difficultés de la nouvelle avant-guerre.

II.- BILAN DE LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE.-

Diminution des mariages et de la mortalité - Persistance d'une forte natalité et d'un excédent des naissances sur les décès - Insignifiance de l'immigration - Déséquilibre de la population française.

III.- BILAN DE LA SITUATION AGRICOLE.-

L'abondance de la production - Le problème des excédents - Le développement des exportations.

IV.- BILAN DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.-

Stagnation puis reprise de la production - La situation des différentes branches de l'industrie: charbon, électricité, carburants, sidérurgie, automobile, mécanique, matériaux de construction, bâtiment, chimie, textile, cuir.

V.- BILAN DE L'EMPLOI, DES PRIX ET DES ECHANGES.-

Le plein-emploi réalisé - La reprise de la hausse des prix - Les salaires libérés ont suivi les prix - Le ralentissement des échanges intérieurs - L'essor du commerce extérieur - L'apport du tourisme en devises - L'amélioration de la balance des comptes.

VI.- BILAN DE LA BOURSE.-

Recul constant des valeurs: les cours de décembre 1950 sont inférieurs à ceux de 1946.

VII.- BILAN DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE.-

Les facteurs de la conjoncture ont continué à évoluer en économie de paix: progression lente et parallèle des prix et de la masse monétaire, stabilité de la production - Premiers signes d'une modification de tendance en fin d'année - Doublement des réserves or et dollars.

I

VUE D'ENSEMBLE ET PERSPECTIVES AU DEBUT DE 1951

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur ce Supplément consacré à une vue d'ensemble de l'économie française et à ses perspectives au début de l'année 1951. Il fait suite à celui traitant du même sujet paru le 18 du mois de février de l'an dernier et à la série des Etudes mensuelles "Bilan économique et financier de la France" commencée il y a plus de quatre ans déjà, publiée sous forme de fascicules séparés depuis et dont le N° 1 de l'année en cours est daté du samedi 13 Janvier dernier.

Nos lecteurs trouveront ci-après une vue panoramique aussi complète et aussi fouillée qu'il nous a été possible de la tracer, étant donné la place dont nous disposons, de la vie économique du pays en 1950 et les perspectives au début de 1951.

Nous étudions successivement la situation démographique du pays - trop souvent passée sous silence -, le bilan de la situation agricole, le bilan de la production industrielle, le bilan de l'emploi, la position des prix et des salaires, la situation des échanges intérieurs et extérieurs, enfin l'évolution de la Bourse et celle des facteurs essentiels de la conjoncture (prix de gros, masse monétaire, vitesse de circulation des moyens de règlement, Napoléon, marché des valeurs, production).

Pour faciliter les comparaisons rétroactives, nous avons reproduit in fine nos deux tableaux habituels relatifs l'un à l'évolution de l'encaisse-or en tonnes, de la Banque de France depuis la fin juillet 1914, l'autre, à double entrée, consacré au franc, qui donne les valeurs réciproques du franc à diverses époques.

Tel qu'il est ce supplément correspond à un besoin certain de tous ceux qu'intéresse l'étude de la situation économique française, qu'il s'agisse d'économistes, d'hommes d'affaires ou de journalistes. Il n'existe à notre connaissance rien d'analogue. Un autre fascicule traitant des questions financières paraîtra ultérieurement.

Nous souhaitons que nos lecteurs réservent un bon accueil à ces travaux, qu'ils veuillent bien les communiquer à ceux qui peuvent y prendre intérêt et nous faire part de leurs observations, s'il y a lieu.

Dans l'histoire économique, l'année 1950 marquera sans doute à la fois la fin de l'après-guerre et le commencement d'une nouvelle avant-guerre. Les dix premiers mois se sont, en effet, déroulés sous le signe d'une économie de stabilisation et de paix, - d'aucuns ont pu dire de stagnation. Au cours des deux derniers mois, en revanche, ont apparu les premières conséquences de la tension internationale et du réarmement occidental.

Vue d'ensemble et perspectives
au début de 1951

--:--

Un fait est acquis: le pays aborde dans de bonnes conditions les difficultés économiques et financières qui s'annoncent et risquent d'aller s'amplifiant. Mais les problèmes à résoudre sont plus politiques que techniques. Paradoxalement, les événements imposent des mesures d'autorité et d'austérité, conséquences de la raréfaction des marchandises et des suppléments de dépenses destinés à l'armée. Politiquement, la tendance est au contraire vers ce qu'on appelle, improprement d'ailleurs, "le libéralisme".

La question est de savoir si le déroulement des événements mondiaux ne viendra pas interférer fâcheusement avec le développement de la situation politique française. S'il ne sera pas trop tard pour éviter de sérieux bouleversements économiques et financiers, lorsque nous serons, sur le plan politique, prêts à prendre des mesures adéquates.

Il est réconfortant de passer en revue les facteurs principaux de notre situation économique et financière à la fin de 1950.

Démographiquement, jamais notre position n'a été aussi bonne: 42,5 millions d'habitants - malgré l'arrêt quasi total de l'immigration - 860.000 naissances vivantes, en excédent de 340.000 sur les décès.

Du point de vue agricole, l'année 1950 apparaît comme très satisfaisante. Pour la première fois depuis dix ans, l'ensemble de la production a dépassé la moyenne d'avant-guerre. A titre d'exemple, la production de blé, d'après les dernières données officielles, aurait atteint 80 millions de quintaux (première dévaluation officielle: 73 millions), avec un rendement à l'hectare de 17,16 quintaux, qui, bien qu'inférieur à celui de l'an dernier, reste très au-dessus de la moyenne 1934/38.

L'indice de la production s'est établi à 137 en novembre, sur la base de 100 en 1938; le "décollement" par rapport à la moyenne mensuelle de 1949, 122, est évident. Nous avons extrait l'an dernier autant de charbon qu'en 1949 (53 millions de t.), produit plus de KWH (33,3 milliards au lieu de 30,3). Nous avons traité 14,5 millions de tonnes d'huile brute, au lieu de 11,8 en 1949. Nous avons produit un peu moins d'acier (8,6 millions de tonnes au lieu de 9,1 millions) beaucoup plus de voitures (257.289 voitures de tourisme au lieu de 187.677), 7,2 millions de tonnes de ciment au lieu de 6,4, enfin 1,2 million de tonnes d'acide sulfurique au lieu de 1,12.

Mais surtout la cadence actuelle de production est très supérieure à ce qu'elle était à la fin de 1949 et les moyennes annuelles ne rendent évidemment pas compte de cet état de chose.

A titre d'exemple, les indices pour l'électricité respectivement à fin décembre 1950 à fin décembre 1949, était de 185 à 165. Pour le pétrole et les carburants de 230 à 264. Pour la production de métaux de 153 et 144, pour l'industrie chimique de 141 et 135.

En gros, l'indice de la production d'énergie, toujours sur la base de 100 en 1938, est à fin d'année à 140, l'indice de la production des biens d'équipement à 136, l'indice de la production des biens de consommation à 106.

Sur le plan du travail, la France a continué d'être le pays du plein-emploi avec onze à douze millions de travailleurs salariés effectivement occupés et seulement quelque 150.000 demandes d'emploi non satisfaites (moyenne de la semaine de travail en octobre 1950, 45 heures et demie).

L'évolution des prix a été caractérisée par une hausse de 13 % des prix de gros du commencement à la fin de l'année et de 7 % pour le détail à Paris. La comparaison de ces chiffres témoigne d'une certaine réduction des marges bénéficiaires des producteurs et des distributeurs. A noter que les produits industriels ont monté plus que les denrées alimentaires et que celles-ci restent à un niveau moyen très abordable.

Quant aux salaires, ils ont suivi, en moyenne, la montée des prix.

Les échanges extérieurs ont évolué favorablement. Les importations n'ont augmenté que faiblement en valeur et les exportations se sont beaucoup développées. L'équilibre de la balance commerciale a été atteint pour la première fois depuis 1927, si l'on calcule en francs la valeur globale des entrées et des sorties. Par zone monétaire, l'excédent dû aux opérations avec les pays européens s'est fortement accru, le déficit avec la zone sterling est en léger accroissement, tandis que le déficit avec la zone dollar a beaucoup diminué.

Finalement, la balance des paiements de la zone franc établis en dollars pour le premier semestre 1950 accuse un solde négatif de 167,7 millions de dollars seulement, au lieu de 706,4 millions de dollars l'an dernier. Avec la zone-dollar seule un solde négatif de 258 millions de dollars au lieu de 857.

La situation dollar s'est encore améliorée au cours du second semestre. Cette amélioration se traduit par un accroissement des réserves or et devises de la Banque de France. L'encaisse-or de l'Institut d'émission de la fin de la guerre à 1949 avait fléchi de 1.777 tonnes à 465 tonnes. Encore, sur ces 465 tonnes, 69 se trouvaient-elles à New-York à titre de garantie de l'emprunt en dollars.

L'amélioration de la balance des paiements a permis non seulement la libération en août 1950 de l'or en garantie, et sa réintégration à l'encaisse, mais également l'accumulation de devises étrangères à l'actif de la Banque sous la rubrique "disponibilités à l'étranger et avoirs à l'U.E.P." (Union européenne des paiements). Ce poste atteignait à fin janvier un chiffre presque égal à celui de l'encaisse-or.

Les réserves-or et devises fortes de la Banque ont ainsi pratiquement doublé en moins de 18 mois et atteignent l'équivalent de 903 tonnes d'or fin, soit quelques 355,4 milliards de francs en fin d'année.

On voit donc qu'il n'est pas exagéré d'écrire que la France aborde dans de bonnes conditions la nouvelle avant-guerre.

- 4 -

Vue d'ensemble et perspectives
au début de 1951

-: -

Les difficultés de la nouvelle avant-guerre.-

Quelles sont maintenant les difficultés qui se présentent dont nous disions que leur solution est essentiellement d'ordre politique?

Nous en avons parlé à diverses reprises dans Perspectives. Il y a la question des prix intérieurs, c'est-à-dire d'abord des répercussions de la hausse des prix internationaux, il y a la question des salaires, et il y a celle de l'équilibre des dépenses publiques.

La hausse des matières premières s'est surtout manifestée jusqu'à présent sous l'angle du charbon dont les prix devraient être accrus de 15 à 20 % en moyenne si l'on ne veut pas avoir recours à des subventions. Pour les salaires, si le pouvoir d'achat des salariés est, dans l'ensemble, supérieur à celui de l'an dernier, il a diminué pour les gros bataillons que constituent les ouvriers spécialisés dits O.S.1. et O.S.2 dont la situation a empiré par rapport à il y a un an.

D'autre part, la stagnation de la production enregistrée pendant les huit premiers mois de l'année entraînait une légère tendance au chômage. Cette tendance a fait place, surtout depuis décembre, à une pénurie relative de main d'oeuvre. Le climat social se trouve ainsi modifié. Les revendications des travailleurs changent de ton. Nul doute que satisfaction doive leur être donnée. Il y a là un nouveau facteur d'augmentation des prix.

Enfin, l'équilibre des dépenses publiques est d'ores et déjà compromis, l'ordre de grandeur du supplément de déficit par rapport aux prévisions initiales étant de 150 milliards si l'on veut empêcher la montée des prix.

Une augmentation de la production de biens consommables permettrait de résoudre toutes ces difficultés. Mais cette augmentation semble difficile à réaliser du fait de la pénurie de matières premières dans le monde, du fait aussi de l'insuffisance des effectifs de main d'oeuvre disponible.

Il est possible que la solution vienne du déroulement même des événements: un arrêt du stockage des matières premières aux Etats-Unis, stockage dont la responsabilité dans l'allure des marchés internationaux dépasse de beaucoup celle du réarmement proprement dit - l'impossibilité pratiquée d'effectuer, cette année, en France, les dépenses prévues au titre réarmement, par suite du temps nécessaire au lancement de ces fabrications.

Quoi qu'il en soit, les perspectives actuelles laissent entrevoir une certaine augmentation de la production, dont l'indice atteindrait peut-être 140 sur la base 100 en 1938 et une tendance inflationniste assez nette. C'est ce que traduisent les cours des valeurs de la Bourse et ceux de l'or.

J.G.

On remarque:

- 1°) le petit nombre des hommes âgés de 50 à 70 ans (morts de la grande guerre);
- 2°) le petit nombre des hommes et des femmes âgés de 30 à 35 ans (déficit des naissances de 1915 à 1919);
- 3°) le nombre décroissant des jeunes gens de 20 à 10 ans (enfants des "classes creuses" nées de 1915 à 1919);
- 4°) le nombre croissant d'enfants de 10 à 5 ans (nés pendant l'occupation) et surtout de moins de 5 ans (nés depuis la Libération).

Le déséquilibre entre la population active (20 à 59 ans) et la population non productive (plus de 60 ans et moins de 20 ans) constitue le trait le plus grave du point de vue économique. Il tend à s'accroître avec l'allongement de la vie humaine et l'abaissement de la mortalité (augmentation du nombre des vieillards) d'une part et le relèvement de la natalité (augmentation du nombre des enfants) d'autre part.

- Répartition de la population par groupes d'âge -

	1er Janvier 1949	1er Janvier 1950	1er Janvier 1951
- de 0 à 19 ans	12.178.000	12.464.000	12.598.000
- de 20 à 59 ans	22.652.000	22.547.000	22.689.000
- de 60 ans et plus	6.750.000	6.767.000	6.843.000

Du 1er janvier 1946 au 1er janvier 1951, la proportion de "vieux" est passée de 160 à 162 ‰ et celle de jeunes de 295 à 299 ‰, tandis que celle d'adultes tombait de 545 à 539 ‰. En 1960, et dans l'hypothèse d'un maintien du niveau de natalité, le déséquilibre sera encore accentué avec 322 ‰ de jeunes, 510 ‰ d'adultes et 168 ‰ de "vieux".

Ainsi, la pyramide tend à se gonfler à son sommet et à sa base tandis que le centre s'amincit. C'est là une situation particulièrement grave. La charge supportée par la population adulte (allocations familiales et retraites) augmente sans cesse et risque d'entraîner une baisse du niveau de vie. (Voir l'étude sur "l'accroissement des charges de la Sécurité sociale et l'évolution démographique" dans Perspectives N° 41 du 25/11/50).

Les remèdes qui s'imposent, en attendant l'arrivée à l'âge d'homme des nombreux enfants nés depuis 1945 (c'est-à-dire jusqu'en 1965) sont: le développement de l'immigration de travailleurs étrangers, le recul de l'âge de la retraite et surtout l'accroissement de la productivité individuelle dans toutes les branches de la production.

II

BILAN DE LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE EN 1950La population française continue ses progrès

La situation démographique de la France a évolué en 1950 dans le même sens que les années précédentes.

Les naissances se sont maintenues à un niveau élevé et la population totale s'est accrue, atteignant 42.500.000 habitants, malgré l'arrêt quasi-total de l'immigration.

Le déséquilibre persiste entre la population adulte trop peu nombreuse et la masse croissante de la population non active (vieillards et enfants).

- Les principales données numériques de la démographie française -

en unités	1934- 1938 moyenne	1946	1947	1948	1949 (1)	1950 (2)
Mariages	292.000	517.000	427.000	371.000	339.000	330.000
Naissances vivan- tes	636.000	840.000	867.000	867.000	865.000	860.000
Décès	642.000	542.000	534.000	510.000	568.000	520.000
Excédent des nais- sances sur les décès	- 6.000	+ 298.000	+ 333.000	+ 357.000	+ 297.000	+ 340.000

(1) - Chiffres provisoires.
(2) - Evaluations.

Légère diminution du nombre des mariages.-

Le nombre des mariages a légèrement fléchi en 1950 (330.000) par rapport à 1949 (339.000). La récupération des mariages retardés par la guerre qui s'était poursuivie depuis la fin de 1945 est arrivée à son terme en 1949. Aussi, la nuptialité de 1950 a été celle d'une année normale, sauf sans doute un léger freinage dû à la crise du logement, et se trouve légèrement supérieure à celle des années 1930-32. La comparaison avec la période 1934-38 serait fallacieuse, la nuptialité ayant été alors réduite en raison de l'arrivée à l'âge du mariage des classes creuses nées de 1915 à 1919. La nuptialité risque de diminuer bientôt avec l'arrivée à l'âge adulte des classes creuses nées entre 1930 et 1945.

Persistance d'une forte natalité.-

Le nombre des naissances en 1950 (860.000) s'est maintenu au niveau de 1949 (865.000). Cette stabilité est d'autant plus remarquable que, dans

Bilan de la situation
démographique en 1950

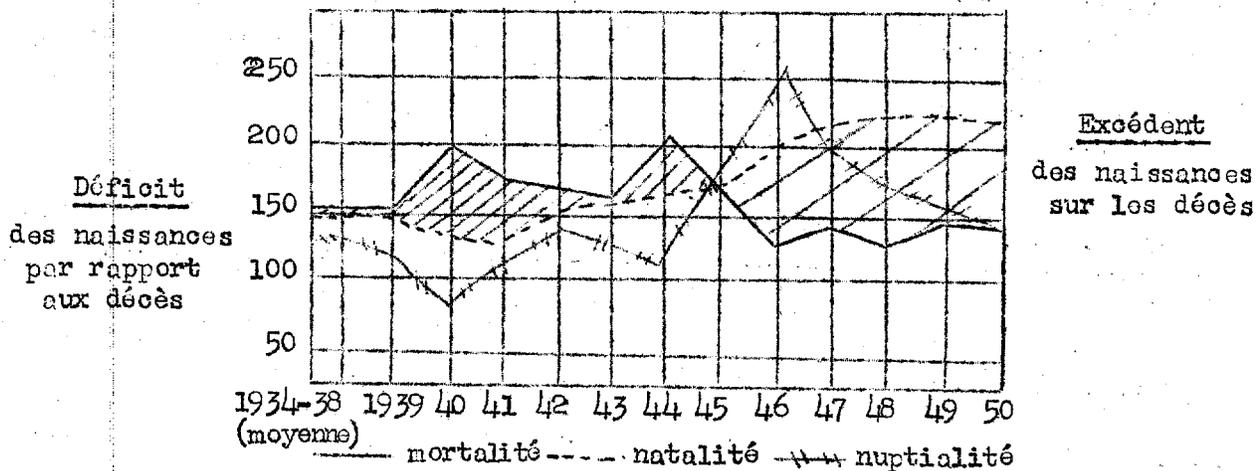
-:-

tous les pays, un fléchissement s'observe après le maximum atteint en 1946 et 1947. On pouvait penser qu'après une brusque montée, qui se produit au lendemain de chaque guerre, analogue à celle de 1920, surviendrait une baisse assez rapide. Cette baisse ne s'est pas produite. Il y a donc eu un changement important dans la fécondité, c'est-à-dire dans le comportement des ménages en ce qui concerne la constitution de leur descendance. Parmi les causes très complexes qui sont à l'origine de ce phénomène, il faut faire une place aux allocations familiales.

La natalité française tend à retrouver son niveau du 19ème siècle. La moyenne des cinq dernières années s'établit à 860.000 environ. Elle est en augmentation de 35 % sur la période 1934-38 (dépression économique), de 15 % sur la période 1926-30 (prospérité), de 10 % sur la période 1920-24 (après-guerre), de 3% sur la période 1906-1910. Elle reste inférieure aux chiffres de la période antérieure à 1905.

L'évolution de la nuptialité, de la natalité
et de la mortalité depuis la guerre

Taux pour 10.000 habitants



La natalité risque de baisser dans les quinze années à venir, même avec le maintien du comportement actuel, en raison de la modification de la structure de la population (diminution numérique de la population en âge de procréer). Le nombre des naissances de 1951 doit s'établir aux environs de 855.000. Un chiffre plus faible traduirait un changement de comportement ou une réaction collective à un événement accidentel (risque de guerre, crise économique).

Diminution de la mortalité.-

Le nombre de décès survenus en 1950 (520.000) est inférieure à celui de 1949 (568.000), dont le premier trimestre avait été marqué par une épidémie de grippe, Approved For Release 2002/01/18 : CIA-RDP83-00415R007700220003-9

III

BILAN DE LA SITUATION AGRICOLE EN 1950

L'année 1950 apparaît comme très satisfaisante dans le domaine agricole. Pour la première fois depuis 10 ans l'ensemble de la production agricole a dépassé la moyenne d'avant-guerre. L'indice général de la production agricole (base 100 pour la période 1930-39) est passé de 96 en 1948 à 94 en 1949 et à 103 en 1950. De 1949 à 1950, les progrès ont été de 9 %.

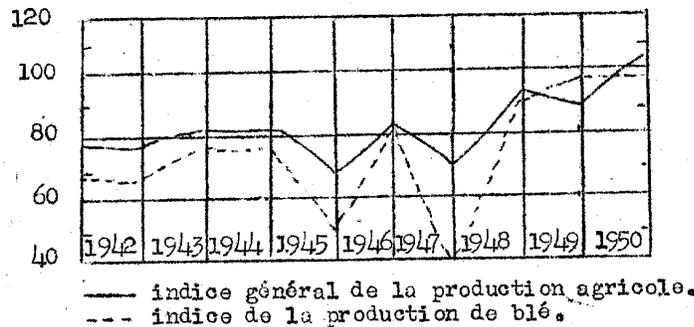
Les besoins alimentaires du pays ont été couverts (la surproduction est même apparue pour le vin, les betteraves). Les exportations de produits agricoles ont augmenté de 80 % de 1949 à 1950 et ont couvert, au cours de cette dernière année, 90 % des importations de produits alimentaires.

Les objectifs du Plan Monnet ont été atteints à 100 % pour le vin, le lait et les pommes de terre, à 97 % pour le foin, à 94 % pour le blé, à 91 % pour les oléagineux, à 85 % pour l'orge. La betterave est à 120 %.

Si la production agricole a atteint les objectifs du Plan de façon plus satisfaisante que l'industrie, elle n'en est pas moins en retard par rapport à cette dernière avec 103 % du niveau d'avant-guerre tandis que l'industrie est à 128 %.

Les objectifs sont de 106 % du niveau de 1934-38 pour 1951 et 116 % pour 1952.

- Evolution de la production agricole -
(base 100 pour la période 1930-39)

Les conditions météorologiques.

Alors que la campagne 1948-49 avait été marquée par la sécheresse, la campagne 1949-50 a bénéficié de conditions météorologiques plus nuancées. Le temps a été caractérisé par des orages et des averses multiples qui ont

Du point de vue des surfaces, on note une augmentation des surfaces consacrées au blé, à l'orge et au maïs et une diminution de celles occupées par le seigle et l'avoine.

La production de blé a été satisfaisante. Le rendement moyen (17,16 quintaux à l'hectare) est inférieur à celui de l'an dernier (19,14), mais dépasse celui d'avant-guerre. D'autre part, la superficie cultivée en blé a augmenté de 50.000 hectares (soit 1 %) et s'est élevée à un niveau inconnu depuis 1942. Aussi la récolte a-t-elle été abondante. Chiffrée officiellement à 73 millions de quintaux, la récolte atteindrait en réalité, d'après une déclaration du ministre de l'Agriculture à l'Assemblée nationale, 80 millions de qx, soit un chiffre égal à celui de 1949 et à celui d'avant-guerre.

Bilan de la situation
agricole en 1950

-:-

favorisé pommes de terre, betteraves, fourrages et herbages, pommes et poires à cidre. Les dégâts causés à la vigne par les orages sont restés étroitement localisés et les pluies ont permis à la vendange d'être exceptionnellement abondante.

Les effets de l'humidité ont été moins heureux sur les céréales. Le blé, en particulier, a souffert de la verse et des mauvaises herbes. Les grains se formèrent dans de mauvaises conditions, donnant un rendement inférieur à

Bilan de la situation
agricole en 1950

- 4 -

-:-

- LA PRODUCTION AGRICOLE -

	P r o d u c t i o n					
	1934-1938	1946	1947	1948	1949	1950
BLE.-						
Surface (en milliers d'ha)	5.224	4.131	3.393	4.231	4.180	4.272
Rendement (en qx) ..	15,6	16,36	9,62	18,04	18,9	17,16
Production (en milliers de qx)	81.432	67.590	32.660	76.336	78.945	73.316
ORGE.-						
Surface	742	731	958	820	880	955
Rendement	14,1	14,53	11,71	15,52	16,1	16,45
Production	10.741	10.626	11.227	12.731	14.120	15.715
OLEAGINEUX.-						
Surface	15	182	140	168	185	145
Rendement	12	7,5	5,4	9,7	10	10,7
Production	180	1.359	768	1.640	1.857	1.557
BETTERAVES INDUS.-						
TRIÈLES.-						
Surface	318	250	292	308	400	389
Rendement	286	265,45	201,78	305,46	240	337,8
Production	91.170	66.293	58.923	94.250	96.110	131.484
PRAIRIES ARTIFICIELLES.-						
Surface	3.027	2.980	3.004	3.934	3.075	3.103
Rendement	35,5	34,7	32,5	42,1	29	42,9
Production	107.552	103.248	97.747	127.910	89.404	133.054
PRAIRIES TEMPORAIRES.-						
Surface	577	921	980	985	978	1.006
Rendement	30,1	24,31	19,51	30,02	21	32,6
Production	17.376	22.398	19.099	29.584	20.562	32.805
FOURRAGES ANNUELS.-						
Surface	709	670	673	721	767	824
Rendement	32,8	34,81	26,02	37,69	25	40,12
Production (évaluée en fourrage sec)...	23.912	23.319	17.514	27.167	19.577	33.079

La diminution est sensible par rapport à l'avant-guerre (642.000 par an pour la période 1934-38). Elle est due aux progrès de la médecine (utilisation de la pénicilline surtout). La durée moyenne de la vie humaine s'est accrue de 6 années par rapport à l'avant-guerre et de 17 à 20 ans par rapport au début du 20ème siècle.

L'espérance de vie à la naissance (c'est-à-dire le nombre d'années qu'un nouveau-né doit vivre en moyenne) est passé de 45 ans et demi pour les hommes et de 48 ans et demi pour les femmes pour la période 1878-1903 à 56 ans pour les hommes et 61 ans et demi pour les femmes pour la période 1933-1938 à 62 ans et demi pour les hommes et 68 ans pour les femmes pour la période 1946-1948.

Cet allongement de la vie humaine, qui recule la mortalité, se traduit par l'augmentation du pourcentage de vieillards dans la population.

L'excédent des naissances sur les décès se maintient.-

L'excédent des naissances sur les décès en 1950 (340.000) a retrouvé le niveau de 1947 et 1948. Le chiffre de 1949 avait été exceptionnellement bas (297.000) en raison de la recrudescence de mortalité cette année-là.

Avant la guerre, il n'y avait pas accroissement, mais léger déficit chaque année. Depuis 1946, la population française s'accroît au rythme de 1 million d'individus tous les trois ans. On peut escompter que, toute modification brusque mise à part, cet accroissement de la population se poursuivra dans le proche avenir. Il risque cependant d'être légèrement ralenti par le fléchissement de la nuptialité.

Insignifiance de l'immigration.-

L'émigration, déjà très faible, est tombée en 1950 à un chiffre insignifiant. 65.000 travailleurs étrangers non-saisonniers étaient entrés en France en 1949. Il semble que pour 1950 ce chiffre doive se situer aux environs de 10.000. Pour les Algériens, l'excédent des entrées sur les départs a dû se situer en 1950 aux environs de 20.000, comme en 1949.

Cet arrêt quasi total de l'immigration étrangère est dû en partie à l'accroissement du chômage, pourtant peu important, qui s'est produit en France au cours du premier semestre 1950. L'arrivée de travailleurs étrangers en France, où le plein emploi est pratiquement réalisé, reste cependant nécessaire pour combler le déficit de la population active. Pour empêcher simplement le fléchissement de la proportion d'adultes dans la population, une immigration de 100.000 personnes par an de 1950 à 1955 et de 200.000 par an de 1955 à 1960, demeure indispensable. Il faut rappeler d'ailleurs qu'en 1946, le plan Monnet estimait nécessaire l'immigration de contingents beaucoup plus nombreux. (Voir l'étude sur "La faillite de la politique d'immigration en France", dans Perspectives N° 20 du 27/5/50).

Rappelons que de 1946 à 1949, 214.000 travailleurs étrangers seulement sont entrés en France (dont 56.000 pour l'agriculture, 50.000 pour les mines,

Bilan de la situation
démographique en 1950

-1-

25.000 pour la sidérurgie, 23.000 pour le bâtiment et 60.000 pour les autres branches d'activité). Cette immigration a compris: 67 % d'Italiens, 14 % d'Allemands, 13 % de personnes déplacées et 6 % d'autres nationalités.

Du 1er janvier 1945 au 1er janvier 1950, 400.000 étrangers ont acquis la nationalité française (40 % d'Italiens, 20 % de Polonais, 10 % d'Espagnols, 5 % de Belges).

42 millions et demi de Français.

On peut évaluer à 42.500.000 habitants la population totale de la France au 1er janvier 1951. Elle était de 41.500.000 en 1936. Ainsi, la population française a réparé les pertes de la guerre (1 million de morts) et a dépassé d'un million d'âmes son niveau d'avant-guerre. Cet accroissement de 2 millions en 5 ans (1945-50) est dû surtout à l'excédent des naissances sur les décès (1.600.000) et en second lieu à l'immigration (400.000).

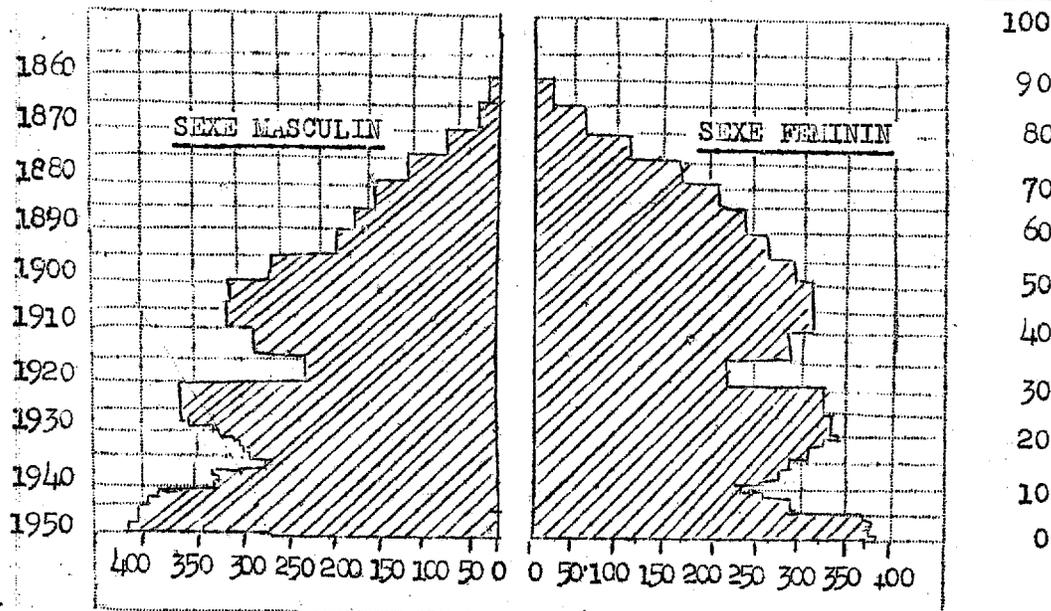
Ce développement de la population française se fait cependant de façon inégale selon les groupes d'âge. C'est ce que montre l'examen de la pyramide des âges.

- Population de la France -

(Evaluation au 1er Janvier 1951)

- Années de naissance -

- Age -



Effectif des classes d'âges (en milliers) Effectif des classes d'âges (en milliers)

	P r o d u c t i o n					
	1934-1938	1946	1947	1948	1949	1950
<u>LAIT</u> .- Production (en mil- lions d'hect.).....	146	95	100	115	130	150
<u>VIANDE</u> .- Production (en mil- liers de t.)	1.800	1.250	1.445	1.675	1.920	2.000
<u>SUCRE</u> .- En milliers de ton..	769	415	598	864	900	1.200

La production d'orge continue à se développer: elle a atteint 13.700.000 quintaux en 1950, contre 14.313.000 en 1949 et 11.041.000 avant-guerre. Ce progrès est dû à l'extension des cultures (surtout dans la région parisienne et le Nord) et à l'amélioration des rendements (16,45 quintaux à l'hectare en 1950 contre 16 en 1949 et 15 avant-guerre).

La diminution de la production d'avoine se poursuit (32.159.000 quintaux en 1950 contre 32.245.000 en 1949 et 47.493.000 avant-guerre) du fait de la diminution constante des surfaces cultivées (2.300.000 hectares en 1950 contre 2.400.000 en 1949 et 3.300.000 avant-guerre) bien que les rendements demeurent comparables à ceux d'avant-guerre (14 quintaux à l'hectare). Cette réduction des cultures d'avoine s'explique par la diminution du nombre des chevaux en raison de la mécanisation de l'agriculture. L'avoine laisse la place à l'orge, en particulier dans le Nord.

La production de seigle diminue également: 5.900.000 quintaux en 1950 contre 6.500.000 en 1949 et 7.880.000 avant-guerre. Le rendement reste à peu près celui d'avant-guerre (11 quintaux à l'hectare), mais les surfaces sont en réduction constante (498.000 hectares en 1950 contre 522.000 en 1949 et 680.000 avant-guerre).

La récolte de maïs a atteint 3.888.000 quintaux contre 1.940.000 en 1949 (sécheresse désastreuse) et 5.349.000 avant-guerre. Les surfaces n'ont guère varié. On peut s'attendre à leur extension, en raison des excellents résultats donnés par les hybrides américains.

La production de riz a été très bonne avec 400.000 quintaux en 1950, soit un rendement moyen de 40 quintaux à l'hectare.

- 6 -

Bilan de la situation
agricole en 1950

-:-

Les plantes sarclées.-

La récolte de pommes de terre (de plein champ et de jardins) est très supérieure (144 millions de quintaux) à celle de 1949 (110 millions de quintaux) mais reste inférieure à celle d'avant-guerre (170 millions de quintaux). Les rendements, désastreux en 1949 en raison de la sécheresse avec 98 quintaux à l'hectare sont passé à 134 contre 110 avant-guerre.

Les surfaces cultivées en betteraves industrielles, qui s'étaient énormément étendues de 1948 à 1949, ont légèrement diminué de 1949 à 1950, tombant de 399.000 hectares à 389.000. Elles restent très supérieures à celles d'avant-guerre (318.000). Avec 338 quintaux à l'hectare le rendement atteint un chiffre record (240 en 1949 et 287 avant-guerre). Aussi la récolte, avec 130 millions de quintaux, est-elle la plus forte jamais connue (96 millions en 1949 et 91 millions avant-guerre). La densité s'établit en moyenne autour de 8°5.

Les légumes secs.-

Les difficultés de vente et les mauvais rendements obtenus au cours de ces dernières années ont provoqué la réduction des surfaces cultivées en légumes secs (233.000 hectares en 1950 contre 254.000 avant-guerre). Le rendement s'établit en moyenne à 8,65 quintaux à l'hectare contre 5,86 en 1949 (sécheresse exceptionnelle) et 9,86 en moyenne avant-guerre. Aussi, la production totale de 1950 (1.936.000 quintaux) quoique très supérieure à celle de 1949 (1.316.000) n'est-elle que des 4/5 de celle d'avant-guerre (2.507.000).

Les cultures industrielles.-

La récolte de houblon a été exceptionnelle: 18.000 quintaux, contre 12.800 en 1949 (21.470 avant-guerre).

La récolte de chicorée, avec 1.920.000 quintaux, est inférieure à celle de 1949 (2.363.000), mais supérieure à celle d'avant-guerre (1.780.000).

Les productions de chanvre et de lin continuent à progresser, dépassant celle de 1949 et le niveau d'avant-guerre.

Les oléagineux.-

Les surfaces cultivées en oléagineux sont tombées de 183.000 hectares en 1949 à 145.6000 hectares en 1950 (13.800 en 1939). La production totale a atteint en 1950 1.557.000 quintaux contre 1.854.000 en 1949 et 160.000 avant-guerre.

Les cultures fourragères.-

La récolte des betteraves fourragères a atteint le chiffre record de 387 millions de quintaux en 1950 (245 en 1949 et 326 avant-guerre). Les surfaces cultivées ont peu varié, mais le rendement de la dernière campagne a atteint un chiffre record (400 quintaux à l'hectare contre 309 en 1949 et 365 avant-guerre).

Bilan de la situation
agricole en 1950

--:--

La production de fourrages, qui avait beaucoup souffert de la sécheresse en 1949, a été très élevée en 1950 et a permis d'assurer, dans la plupart des régions, des réserves importantes pour l'hiver.

La vigne.--

La vendange de 1950 a été abondante et a dépassé, pour la première fois depuis dix ans, le niveau d'avant-guerre. Elle atteint 60 millions d'hectolitres contre 43 millions en 1949 et 58 millions pour la moyenne 1930-38. Elle reste cependant inférieure à certaines récoltes qui dépassaient 75 millions d'hectolitres (1922, 1934 et 1938).

La qualité est variable selon les régions. Les vins sont généralement moins riches en alcool que ceux de 1949, mais grâce à une acidité suffisamment élevée la vérification s'est faite presque toujours dans des conditions favorables et une bonne conservation semble assurée.

- La production de vin en 1950 -
(en hectolitres)

Régions	Moyenne 1930-1939	Année 1949	1er Novem- bre 1950
Midi méditerranéen	29.977.673	20.261.184	28.057.000
Bassin de la Garonne	10.579.895	8.235.560	11.595.000
Val de Loire	5.008.467	4.085.602	5.670.000
Bourgogne et vallée du Rhône	4.014.714	2.693.481	4.272.640
Charentes	2.512.305	2.551.500	3.650.000
Alsace	907.496	632.600	854.000
Champagne	359.122	256.515	320.000
Autres départements	5.525.598	4.218.307	5.369.760
Totaux généraux	58.885.270	42.934.749	59.788.400

Les cultures fruitières.--

La récolte a été exceptionnelle pour les pommes et les poires (humidité abondante), bonne pour les fruits à noyaux (amélioration de la production et de la qualité grâce aux progrès accomplis dans l'entretien des arbres fruitiers), bonne pour les châtaignes, moyenne pour les noix.

Le cheptel.--

Le cheptel français n'a pas encore retrouvé le niveau d'avant-guerre, mais il continue à se reconstituer.

On constate un fléchissement des effectifs des chevaux et des boeufs de travail (motorisation de l'agriculture), des taureaux (multiplication des

- 8 -

Bilan de la situation
agricole en 1950

-:-

stations d'insémination artificielle), tandis que le nombre des vaches laitières et des caprins continue à s'accroître et que celui des ovins et des porcins se stabilise.

La production de lait a retrouvé le niveau d'avant-guerre ainsi que celle de viande.

- Effectifs des animaux de fer au 1er octobre 1950 -
(en milliers de têtes)

Catégories d'animaux	1 9 3 8	1 9 4 7	1 9 4 8	1 9 4 9	1 9 5 0
<u>Espèce chevaline.-</u>					
Chevaux: de moins de 3 ans	472	547	552	550	530
- de 3 ans et plus	2.220	1.860	1.866	1.862	1.863
Total de l'espèce	2.692	2.407	2.418	2.414	2.393
<u>Espèce bovine.-</u>					
Taureaux	280	278	278	265	262
Bœufs: de travail	-	1.026	990	941	898
- : d'engrais, d'embouche	-	136	161	150	186
Total des bœufs	1.236	1.162	1.151	1.090	1.084
Vaches: d'engrais ou d'embouche ...	-	190	181	176	164
- laitières	-	4.884	5.090	5.258	5.530
- de travail	-	1.838	1.828	1.793	1.768
- autres	-	524	600	579	628
Total des vaches	8.732	7.436	7.699	7.807	8.091
Elèves: de plus d'un an	3.313	3.476	3.526	3.486	3.532
- de moins d'un an	2.260	2.773	2.780	2.739	2.750
Total de l'espèce	15.621	15.125	15.434	15.404	15.721
<u>Espèce ovine.-</u>					
Total de l'espèce	9.872	7.406	7.510	7.479	7.469
<u>Espèce caprine.-</u>					
Total de l'espèce	1.416	1.145	1.235	1.283	1.322
<u>Espèce porcine.-</u>					
Total de l'espèce	7.127	5.678	6.424	6.746	6.734

Le problème des excédents.-

La pénurie sous le signe de laquelle l'agriculture française évoluait depuis la guerre a cessé de se faire sentir en 1948 et en 1949 les dernières restrictions avaient disparu. L'abondance de certaines récoltes en 1950 peut faire craindre que le problème des excédents ne se pose à nouveau.

De sérieuses difficultés d'écoulement s'était déjà présentées dans l'été 1950 pour l'alcool de betterave. On avait alors eu recours à l'expédient habituel, la mise en vente d'un carburant binaire pour les automobiles. D'importants achats américains d'alcool pour la fabrication de caoutchouc et d'explosifs avaient permis d'y renoncer. Mais le problème risque de se poser à nouveau avec le niveau record de la récolte de betteraves et la récolte pléthorique de pommes.

D'autre part, la récolte de vin accuse une augmentation de 40 % par rapport à celle de 1949 et atteint le niveau d'avant-guerre alors que la consommation a diminué de 20 % depuis dix ans. Ce déséquilibre se trouve encore accentué par l'existence de stocks importants.

C'est par le développement des exportations que ces problèmes pourront recevoir une solution satisfaisante.

Le développement des exportations.-

Un remarquable progrès a été réalisé par la France dans le domaine des exportations de produits agricoles.

Vers l'étranger, nos exportations ont presque quadruplé en valeur depuis deux ans et elles couvrent les 9/10ème de nos importations en 1950 au lieu du 1/3 en 1948.

- De commerce extérieur des produits agricoles avec l'étranger -

	Importations	Exportations	% des export. par rapport a. importations
	(Valeurs en milliards de francs)		
- 1948	93,8	31,8	33,9
- 1949	115,7	63,1	56,2
- 1950	126,1	114,1	90,4

Avant guerre, les exportations agricoles atteignaient 3 milliards de francs. Si l'on multiplie ce dernier chiffre par 1.850, indice des prix agricoles, on s'aperçoit qu'en 1950, nous avons exporté deux fois plus qu'avant guerre. En même temps, les importations ont elles aussi augmenté en valeur absolue, mais dans une bien moindre mesure.

Avec les territoires d'outre-mer, des progrès considérables ont également été réalisés. Nos ventes sont passées de 50.900 millions en 1949 à

Bilan de la situation
agricole en 1950

- - -

80.500 millions en 1950. Le pourcentage de nos converture de nos importations par nos exportations est passé de 16,1 % en 1938 à 25,3 % en 1949 et 34,2 % en 1950.

Par catégories de produits, les résultats sont assez variables.

Succès remarquable pour le blé. La France s'était engagé en 1948 à exporter 900.000 quintaux. Elle a exporté en 1950 9 millions de quintaux vers l'Allemagne Occidentale, l'Espagne, l'Italie, le Brésil.. Sur ce seul continent européen, il serait possible de vendre au moins 13 millions de quintaux par an. Il est malheureusement à craindre que les quantités de blé disponibles pour l'exportation ne soient légèrement plus faibles cette année qu'en 1950.

Succès également pour la viande (sur pied ou abattue) qui vient au 2ème rang de nos exportations avec 1.119.000 quintaux (contre 66.000 en 1948 et 352.000 en 1949), soit dix fois le chiffre de 1938. Un développement important reste possible. Les exportations de 1950 (dirigées surtout vers la Grande-Bretagne et l'Allemagne) ne représentent que 6 % de la production française. Les 200.000 quintaux vendus à la Grande-Bretagne ne représentent que 10 % des besoins britanniques. L'Allemagne occidentale serait susceptible d'absorber 400.000 quintaux.

Les viens et spiritueux viennent ensuite avec 991.000 hectolitres en 1950 contre 749.000 en 1949. Les exportations se sont dirigées vers la France d'outre-mer, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ... Elles ont doublé en valeur de 1947 à 1950.

Des résultats intéressants ont été obtenus pour les oeufs, dont les exportations sont passées de 64 tonnes en 1948 à 13.642 tonnes en 1950 tandis que les importations étaient ramenées de 4.490 à 2.492 tonnes pendant la même période, et pour le sucre dont les exportations ont atteint 56.000 tonnes en 1950 et vont encore se développer en 1951 (contingents de 125.000 tonnes vers l'Allemagne occidentale et de 85.000 tonnes vers le Maroc).

Par contre, la situation des produits laitiers est beaucoup moins favorable. La France n'a presque pas exporté de beurre et elle en a importé 25.000 tonnes, elle a vendu 5.000 de lait concentré et en a acheté 23.250 t. Cette situation est due au développement de la consommation nationale. Aussi est-il indispensable d'améliorer le cheptel laitier et les procédés de fabrication des produits laitiers.

Les perspectives des exportations françaises de produits agricoles sont très favorables. La France dispose à ses portes de clients dont les besoins sont considérables (l'Allemagne et la Grande-Bretagne en particulier). Elle doit être désormais le fournisseur en produits agricoles d'une Europe occidentale surindustrialisée et privée des produits alimentaires de l'Europe orientale. C'est ce rôle que sa vocation agricole doit lui permettre de jouer dans une organisation rationnelle du marché européen (Voir l'étude sur "l'agriculture et les projets d'intégration européenne" dans Perspectives Nos 43 et 44 des 9/12/50 et 16/12/50.

IV

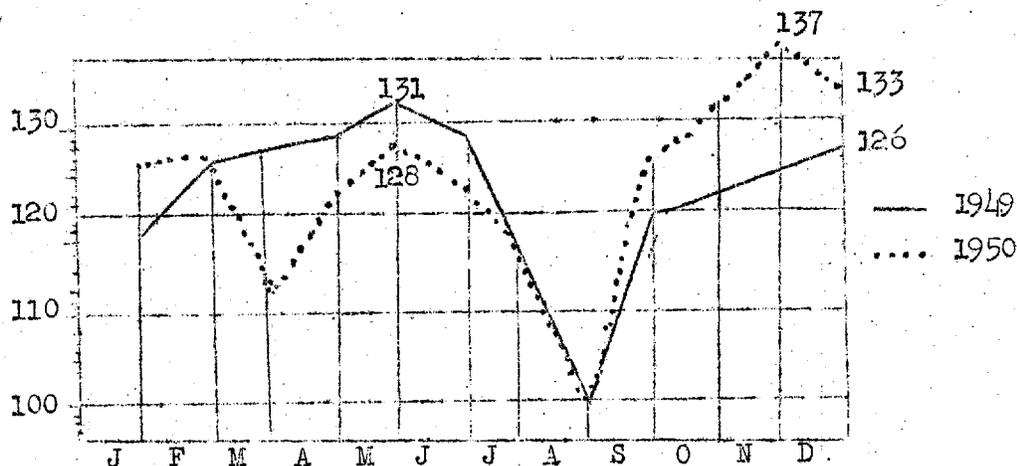
BILAN DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1950

- La production n'a pas progressé en 1950 et reste à un niveau insuffisant.

La production industrielle française est restée en 1950 au niveau qu'elle avait atteint en 1949. L'indice général de la production industrielle sans bâtiment (base 100 en 1938) s'établit à 123 en 1950 comme en 1949. En 1949, le progrès avait été de 10 % par rapport à 1948.

Bien que le niveau moyen soit identique, l'évolution de la production industrielle a été très différente en 1949 et en 1950.

- L'évolution de la production industrielle en 1949 et 1950 -



En 1949, l'augmentation avait été continue pendant le premier semestre jusqu'à la baisse saisonnière de l'été. En automne, la reprise n'avait été que partielle par suite de la saturation du marché et des difficultés de trésorerie et d'adaptation des entreprises. Le niveau élevé du second trimestre n'avait pas été retrouvé en fin d'année.

En 1950, un recul très net s'est dessiné au cours du premier semestre en raison du ralentissement des affaires et des grèves de février-mars. Une reprise a eu lieu dès le mois de mai. Interrompue par les congés payés, elle s'est développée très fortement dès septembre sous l'influence des événements extérieurs. La production a atteint en novembre avec 137 un niveau encore jamais égalé. Cet accroissement a été provoqué beaucoup plus par le développement des exportations (sidérurgie, mécanique, chimie, textile) que par la demande d'un marché intérieur toujours stagnant. Dès décembre, un certain ralentissement se dessinait, dû aux difficultés d'approvisionnement en combustibles et en matières premières.

Les progrès réalisés de 1949 à 1950 ont été très inégaux selon les branches. Si le pétrole, l'électricité, le verre, la céramique, la chimie, le

Bilan de la production
industrielle en 1950

:-:-

le caoutchouc, le tabac et allumettes, les corps gras, le textile, les cuirs, le papier, ont progressé en 1950 par rapport à 1949, le recul a été sensible pour la production et la transformation des métaux, le bâtiment, la presse et l'édition.

Les objectifs du Plan Monnet n'ont pas, dans l'ensemble, été atteints en 1950. Si les carburants ont dépassé l'objectif de 81 %, le retard est sensible dans toutes les autres branches. Les résultats prévus n'ont été atteints qu'à 90 % pour les filés de laine, 89 % pour les filés de coton et l'électricité, 80 % pour le charbon, 79 % pour l'acier, 73 % pour l'automobile, 53 % pour le ciment.

Le niveau de 1938, médiocre il est vrai, se trouve dépassé, mais celui de 1925 (125 sans bâtiment et 133 avec bâtiment), la meilleure année de l'entre-deux guerres, ne l'est pas. Si l'on veut prendre une période de référence convenable, il faut choisir la période 1929-38 où les années de prospérité et de crise se font équilibre.

Par rapport à cette base (moyenne des années 1929 à 1938 égale 100), l'ensemble de la production industrielle se place à 118 sans le bâtiment et à 111 avec le bâtiment. L'énergie atteint 148, mais les biens d'équipement ne sont qu'à 109 et les biens de consommation à 115.

Les progrès ont été très différents selon les branches:

1°) sont très en avance: le pétrole (381), l'électricité (190), le caoutchouc (176);

2°) ont normalement progressé: le gaz (156), le papier (144), les tabacs et allumettes (141), la chimie (140);

3°) n'ont que faiblement progressé: le verre (126), la production des métaux (124);

4°) sont restés stationnaires: la transformation des métaux (114), le textile (107), le charbon (104);

5°) sont en retard: la fabrication de matériaux de construction (96), l'extraction des minerais (89), le bâtiment (85), les corps gras (80), les cuirs (73).

Cette stagnation de la production industrielle française apparaît d'autant plus choquante que les progrès d'autres pays ont été considérables: les Pays-Bas sont à 150 % du niveau de 1937, la Grande-Bretagne à 135 %, la Suède à 160 %, les Etats-Unis à 180 %.

En 1950, la France n'a encore consommé que 210 kilogs d'acier par habitant (530 aux Etats-Unis, 320 en Grande-Bretagne, 420 en Belgique), 1.220 kilogs de charbon (4.310 en Grande-Bretagne, 3.170 en Belgique), 690 KWH d'électricité (2.030 aux Etats-Unis, 940 en Belgique).

Les perspectives d'expansion pour 1951 sont encore incertaines bien qu'on ait estimé que l'accroissement de la production atteindrait 7 %. L'effort d'armement constituera un facteur favorable au développement de la production, mais son action sera assez limitée. Dans le domaine de l'acier, les besoins militaires absorberaient 160 à 180.000 tonnes, soit à peine 2 % de la production. Cette part serait plus importante pour les métaux non-ferreux (12,8 % pour le cuivre, 8,7 % pour le zinc, 11,1 % pour l'étain, 20 % pour le nickel). Comme il est possible que les importations de minerais et métaux non-ferreux soient réduites, les besoins militaires seraient satisfaits en priorité des besoins civils. Mais, de toutes façons, la production recevrait une certaine impulsion, surtout pour les industries mécaniques et électriques.

D'autres facteurs risquent, par contre, de réduire la production. La pénurie de coke, de métaux non ferreux, de matières premières textiles, se fait déjà sentir.

D'autre part, le ralentissement du rythme des investissements risque de compromettre pour l'avenir la capacité de production de l'industrie française. Les crédits affectés au Fonds de modernisation et d'équipement vont tomber de 366.500 millions en 1950 à 248.500 en 1951 (plus 80 milliards fournis éventuellement par des emprunts garantis par l'Etat).

.....

Bilan de la production
industrielle en 1950

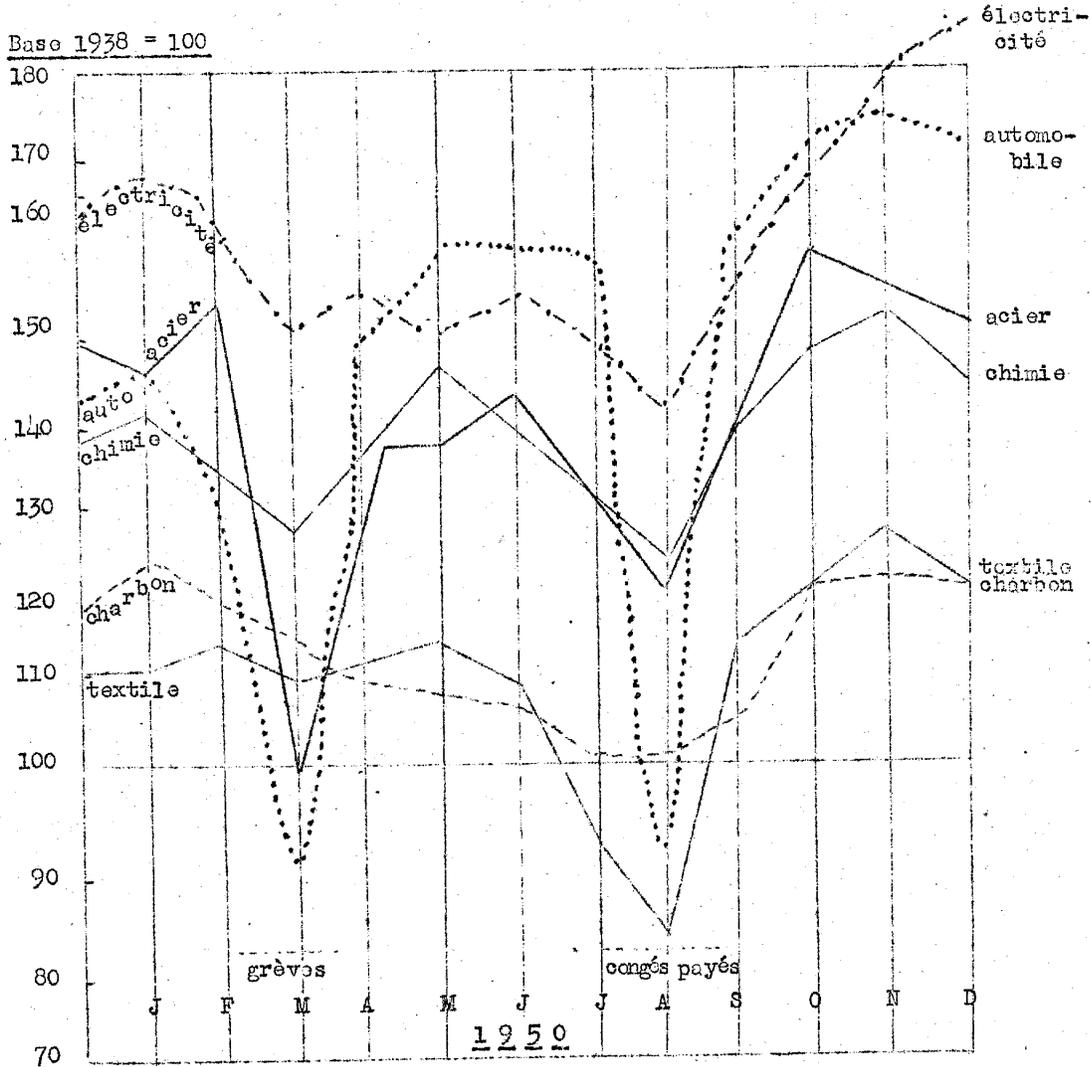
-1-

- Les indices de la production industrielle -

(Base 100 en 1938, corrigés de l'inégalité du nombre de jours ouvrables).
Chiffres définitifs, d'après l'Institut National de Statistiques, jusqu'en novembre 1950, estimations provisoires pour décembre 1950 et la moyenne 1950.

Groupes d'activités	Moy. mens.				49	1950											
	29	48	49	50		D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N
Electricité..	76	139	143	160	165	165	163	147	154	154	158	145	136	137	170	180	185
Gaz (naturel et d'usine).	109	155	172	174	190	185	163	176	175	156	154	141	163	163	169	180	209
Pétrole et carburants .	110	115	159	206	164	169	178	189	185	185	184	217	223	248	241	233	230
Comb. minéraux solides	110	91	105	105	112	112	110	102	102	104	99	98	99	102	108	115	111
Extrac. de mi- nerais méta.	147	73	97	95	99	97	99	99	95	96	89	92	85	92	103	112	104
Extract. de mat. de cons.	134	100	108	117	103	97	106	105	119	120	119	124	121	125	130	121	110
Extr. & prép. de mat. div..	96	122	125	136	131	139	142	140	134	144	141	118	108	144	148	146	132
Prod. d. métaux	151	119	143	139	144	142	144	98	136	140	137	132	120	144	157	158	153
Transf. de mé- taux	150	120	141	139	139	140	139	114	131	137	134	130	100	129	135	144	136
Ind. du verre..	161	157	141	150	149	159	151	145	149	150	145	140	132	142	155	176	160
Céramique ...	170	113	119	126	122	116	117	115	127	132	135	126	121	133	136	135	121
Bâtiment	190	123	125	124	127	116	117	121	121	121	123	126	112	131	133	128	125
Ind. chimique.	113	123	126	135	135	136	133	125	139	144	130	123	123	136	144	150	141
Caoutchouc ..	90	147	155	173	168	153	179	113	128	174	188	187	109	198	208	209	195
Tabacs, allum	107	117	128	146	168	153	179	113	128	174	150	155	27	150	166	173	150
Corps gras ..	92	56	64	77	61	60	62	61	68	67	65	71	80	119	115	82	80
Textiles	120	102	101	109	109	108	111	108	113	115	112	86	86	111	117	123	117
Cuir	117	78	67	75	75	72	70	64	72	76	71	77	56	85	94	79	86
Épicer	63	100	100	114	110	111	111	112	115	120	117	97	87	114	124	131	125
Presse-Édition	63	94	100	96	96	96	92	95	94	101	100	93	84	87	104	113	115
Ind. général (avec bâtim.)	133	113	123	123	126	125	125	112	122	128	125	117	101	125	132	136	133
Indice gén. (ss bâtim.)	125	111	122	123	126	126	126	111	122	128	124	116	100	125	132	137	133
Energie	95	112	125	131	136	138	136	125	128	129	127	121	119	130	137	146	140
Équipement ..	157	120	136	130	136	134	134	114	128	137	135	129	105	132	138	142	138
Consommation.	105	102	101	109	108	108	108	105	111	114	110	96	90	113	121	123	119

L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



du puits Simon III, ainsi que du deuxième skip de Merlebach;

- En Aquitaine, l'achèvement de Carneaux et des mines à ciel ouvert de De-cazeville;

- La mise en service de deux puits en Auvergne et en Provence (puits Gé-rard).

2,500 mètres de puits ont été forés.

L'évolution de la répartition des dépenses d'investissements indique la part croissante réservée aux centrales et aux cokeries. Des installations cor-respondant à une production de 1 milliard de kilowatts-heure ont été mises en

Bilan de la production
industrielle en 1950

- 7 -

-3-

service dans les Bassins du Nord et du Pas-de-Calais (centrales de Dourges et de Thiers), de la Loire (centrale du Bec), des Cévennes (centrale du Fosco). Dans le domaine de la cokéfaction, 75 fours à coke ont été mis à feu; cokeries de Vendin (Nord), Carling (Lorraine) et Carmaux (Aquitaine).

Parallèlement, les Houillères avaient procédé à une compression des effectifs. Du 1er janvier au 31 décembre 1950, les effectifs de jour sont passés de 90.300 à 82.800 unités et ceux du fond de 190.150 à 170.200.

L'absentéisme (non compris les congés payés) s'établit à 13,95 % contre 14,25 % en 1949. Cette amélioration est d'autant plus notable que dans le chiffre de 1950 sont incluses des journées de chômage qui interviennent pour 1,5 %. De ce fait, les chiffres comparables sont 12,45 et 12,25 %.

Le rendement par poste-fond a continué le mouvement d'augmentation qu'il connaît depuis la fin de 1948:

- 1948	971 kgs
- 1949	1.095 -
- 1950	1.200 -

soit une hausse de près de 10 % de 1949 à 1950.

La progression a été continue tout au long de l'année:

- Premier trimestre	1.145 kgs
- Deuxième trimestre	1.191 -
- Troisième trimestre	1.221 -
- Quatrième trimestre	1.255 -

Au milieu de décembre, il atteignait 1.280 kilogs, soit 104 % du niveau de 1938.

Les progrès les plus sensibles ont été réalisés par le Bassin de Lorraine (19 %) et par le Bassin de Provence (24 %).

Les importations de charbon sont tombées de 17.559.000 tonnes en 1949 à 8.872.000 tonnes en 1950.

L'Allemagne Occidentale a été le premier fournisseur avec 63 % (contre 46 % en 1949 et 26 % en 1948), puis la Grande-Bretagne avec 14 % (9 % en 1949), la Belgique et le Luxembourg avec 14 % (5 % en 1949), la Pologne avec 8 % (11 % en 1949).

Les Etats-Unis n'ont fourni que 48.000 tonnes en 1950 au lieu de 4.640.000 en 1949 (27 %) 8.944.000 en 1948 (52 %) et 12 millions en 1947 (85 %).

.....

- Les importations de charbon (en tonnes) -

Provenance	1938	1949	1950
Etats-Unis	-	4.640.585	48.058
Grande-Bretagne	6.481.000	1.654.937	1.247.523
Ruhr	7.174.000	7.861.122	5.571.070
Hollande	2.128.000	240.870	334.555
Belgique	4.880.000	921.633	949.563
Pologne	1.577.000	1.985.952	669.919
Tchécoslovaquie	71.000	84.155	2.120
Maroc	53.000	81.192	20.173
Italie	-	22.036	-
U.R.S.S.	93.000	34.200	28.770
Suisse	-	3.299	-
Turquie	128.000	-	-
Indochine	204.000	-	-
Autres pays	19.000	-	-
Total	22.803.000	17.549.981	8.871.753

Les livraisons de la Sarre sont passées de 3.700.000 tonnes en 1949 à 4.900.000 tonnes en 1950.

Les exportations ont été systématiquement développées, passant de 970.000 tonnes en 1949 à 2.200.000 tonnes en 1950 (surtout vers la Suisse et l'Afrique du Nord).

Les ressources totales de la France en charbon sont tombées de 73 millions de tonnes en 1949 à 64 millions en 1950 (68.400.000 tonnes en 1938).

Cette chute s'explique par l'évolution du marché charbonnier. D'une part, le charbon est de plus en plus remplacé par d'autres sources d'énergie (l'excellente hydraulité a permis d'économiser 1.500.000 tonnes de charbon; l'accroissement de 3 millions de tonnes de pétrole brut raffiné en 1950 a représenté en énergie l'équivalent de 3.500.000 tonnes de charbon). De telle sorte que l'activité industrielle a pu se maintenir en utilisant moins de charbon. D'autre part, la demande a été réduite parce que les utilisateurs, qui ne craignaient plus la pénurie et voulaient aménager leur trésorerie, ont négligé de renouveler leurs stocks. D'où la politique suivie au cours du premier semestre: limitation de la production et accroissement du rendement individuel, freinage des importations, développement des exportations.

La conjoncture a été brutalement renversée à la fin de l'été avec la tension internationale et la hausse des prix mondiaux. Craignant une pénurie possible et un renchérissement, les utilisateurs ont cherché à reconstituer leurs stocks à tous les échelons. Les Houillères ont répondu à la demande en

- 9 -

Bilan de la production
industrielle en 1950

-:-

puisant dans leurs stocks (qui sont tombés de 2.520.000 tonnes à fin août à 932.000 tonnes au 30 décembre) et en poussant la production, ce qui leur a permis de livrer aux utilisateurs pendant le 4^{ème} trimestre 1950 11.162.000 tonnes au lieu de 9.677.000 tonnes pendant le 4^{ème} trimestre 1949.

Les perspectives pour 1951 ne sont guère encourageantes. En tenant compte des suppléments d'activité qui peuvent intervenir dans l'année et du niveau de production que l'on voudrait voir atteindre à notre sidérurgie, on a estimé que la consommation serait de l'ordre de 65 millions de tonnes de houille et de 11 millions de tonnes de coke. Nos ressources laisseraient un déficit d'environ 9.700.000 tonnes de houille et de 4 millions 500.000 tonnes de coke, qu'en l'état actuel de la conjoncture ne combleraient pas entièrement les importations européennes. L'Allemagne vient, en effet d'obtenir une réduction de 550.000 tonnes de son contingent d'exportation pour le 1^{er} trimestre 1951.

Pour le coke, il subsisterait finalement une insuffisance de 1.200.000 tonnes et pour la houille, les marchés anglais, belge, polonais ne pourraient procurer que 8 millions de tonnes.

Il faudra donc recourir à des importations de charbon des U.S.A. pour environ 1.700.000 tonnes, dont des fines à coke, des fines pour agglomérés et des anthracites.

Mais il y a encore nos stocks à reconstituer, et dans ces estimations, il n'est pas tenu compte du fait qu'ils ont été largement entamés. Pour ce faire, l'achat supplémentaire d'un million de tonnes de houille est à envisager.

Il sera indispensable, à un moment où le charbon devient rare en Europe, de développer à nouveau la production. Il serait fâcheux que, dans ces conditions, les crédits d'investissements soient réduits. Le projet de budget prévoit en effet 38.700 millions pour 1951 au lieu de 61.640 millions en 1950, ce qui obligerait à abandonner d'importants travaux de centrales thermiques et de cokeries.

Enfin, une hausse des prix semble inévitable.

Les prix des charbons importés ont augmenté en moyenne de 30 % depuis que l'Europe entière connaît la pénurie de houille. Dernièrement, une hausse de 870 francs par tonne était décidée sur les charbons allemands exportés. La Pologne a augmenté les siens de 5 dollars. La Hollande, après avoir émis des prétentions encore plus grandes, a fortement majoré ses cokes. Après la décision des Anglais de réduire leurs exportations, il n'y a plus de houille bon marché en Europe. On se tourne vers les Etats-Unis, mais depuis novembre 1950, les frets maritimes sur l'Atlantique sont passés de 4,65 dollars à 12 dollars la tonne, soit une augmentation qui représente la moitié de la valeur du charbon transporté.

Pour réaliser maintenant la péréquation entre les prix des charbons nationaux et les prix des charbons importés, il faudrait accorder à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides une subvention d'une vingtaine de milliards.

l'an dernier, elle n'est que de 4 milliards. Doit-on l'augmenter ou renoncer à la compensation? C'est la première question.

La deuxième question est celle de l'équilibre financier des Charbonnages de France. Les tarifs actuels leur paraissent suffisants pour assurer une gestion normale. Bien que leurs prix n'aient pas été relevés depuis 1948, ils ont pu absorber en 1950 une dizaine de milliards de charges nouvelles, et notamment deux hausses de salaires (5 % en février et 8 % en octobre). Mais il ne leur serait pas possible d'en absorber une troisième que les mineurs revendiquent actuellement sans augmenter les prix. On estime d'ailleurs que même s'il n'y avait pas de nouvelles hausses de salaires, il serait souhaitable pour la bonne exploitation des houillères que leurs tarifs fussent relevés d'environ 5 %. En effet, la réduction des crédits d'investissement les oblige à procéder à un auto-financement plus important.

En outre, l'amortissement des installations et des mines devrait représenter, selon les experts, en moyenne, 12 % des prix de revient bruts, et jusqu'à présent il s'élève à peine à 8,5 %.

En se plaçant donc dans une perspective d'accroissement des rendements, il faudrait aux Charbonnages de France une dizaine de milliards supplémentaires pour réaliser un véritable équilibre financier, compte non tenu des éventuelles majorations de salaires.

Si, dans ces conditions, on veut réaliser la péréquation entre les prix des charbons nationaux et importés sans subvention budgétaire, les experts estiment que les combustibles minéraux devraient être augmentés de 12 % en moyenne. Cette décision aurait pour effet d'accroître d'environ 6 % le prix de revient de l'acier. Sur les autres gros utilisateurs, l'incidence serait plus faible.

L'augmentation coûterait peut-être 1 milliard à la S.N.C.F., au Gaz et à l'Electricité réunis.

Une autre solution consisterait à verser à la fois une subvention de 20 milliards pour les charbons importés et une autre d'environ 10 milliards pour les charbons français.

Reste enfin la gamme des procédés consistant à majorer les crédits et à accepter une hausse limitée des prix. On s'oriente, semble-t-il, vers une solution de ce genre.

L'ELECTRICITE.

La production d'électricité est passée de 30.106 millions de KWH en 1949 à 33.130 millions en 1950, soit une augmentation de 10 % (l'augmentation n'avait été que de 2,5 % de 1948-1949, en raison de la sécheresse de 1949). Elle a atteint 169 % du niveau de 1938. La pluviosité de 1950 a permis aux usines hydrauliques d'assurer 50 % de la production totale, au lieu de 38 % en 1949 (et 53 % en 1948). Il a été ainsi possible de réduire la production des usines thermiques, qui avaient fourni un effort excessif en 1949, de 2 milliards

plan de la production
industrielle en 1950

- 11 -

de KWH et d'économiser 1.500.000 tonnes de charbon. A fin décembre 1950, les réservoirs des barrages étaient remplis à 66 % de la capacité au lieu de 54 % à la fin décembre 1949.

- La production d'électricité (1) -

En millions de K.W.H.	1938	1947	1948	1949	1950
Production.-					
.. Hydraulique	10.400	12.967	14.801	11.156	16.230
- Thermique	10.400	12.974	14.182	18.950	16.900
Total	20.800	25.941	28.983	30.106	33.130
Balance des échanges	+ 300	+ 1.086	+ 1.075	+ 694	+ 170
Consommation	21.100	27.027	30.058	30.800	33.300

(1) - Statistique totale englobant toutes les centrales hydrauliques et thermiques, quelle que soit leur importance.

L'effort d'équipement a été poursuivi en 1950 (Voir l'étude sur "La situation actuelle de l'énergie électrique en France", dans Perspectives N° 35 du 14/10/50). Pour la production contrôlée par Electricité de France, la capacité du réseau a été accrue de 583 millions de kwh par les aménagements réalisés dans les Alpes (Pontcharra, Pralognan, Péage de Vizille), le Massif Central (Castelnau, Marcillac), les Pyrénées (Nouaux, Rouze, Pont de la Reine) et le Jura (Vaulfrey). A quoi, il faut ajouter les 470 millions de kwh que représente la mise en service de deux nouveaux groupes à Génissiat, par les soins de la Compagnie Nationale du Rhône.

Du côté du thermique, un gros effort a été également accompli, d'autant plus nécessaire qu'une grande partie des usines thermiques, vieilles, insuffisamment entretenues, terriblement surmenées, étaient littéralement à bout de souffle.

Le programme d'équipement, portant sur une puissance installée de 700.000 kw, qui avait été mis en chantier en 1946, a ainsi été accéléré et un programme complémentaire de 300.000 kw mis en oeuvre. La réalisation complète du premier est prévue pour 1952, celle du second en principe pour l'année suivante. Pratiquement, les mises en service effectives ont porté sur 190.000 kw en 1949 et sur une puissance égale en 1950. Résultats d'autant plus précieux qu'il s'agit, dans une large mesure, de centrales minières ou sidérurgiques ne pesant pas sur le marché charbonnier, et d'installations modernes, possédant un très haut rendement.

Dans ces conditions, il a été possible de réduire les coupures et aux coupures. La consommation d'électricité est passée de 30.800 millions de KWH en 1949 à 33.300 millions en 1950. Elle a même atteint 3.000 millions pour

le mois de décembre 1950, soit le double de la moyenne mensuelle de 1938. Les perspectives ne sont cependant pas très satisfaisantes. La production garantie pour 1951 ne dépassera pas 34.000 millions de KWH tandis que la consommation, accrue en raison de la reprise d'activité industrielle et de la pénurie de charbon, pourrait être d'environ 35.500 millions de KWH.

Dans ces conditions, il n'est pas exclu que des difficultés se présentent à nouveau.

Il ne faut pas oublier que la capacité globale des réservoirs, supposés remplis à 100 %, ne représente qu'une quinzaine de jours de consommation, les centrales "au fil de l'eau" assurant quelque 60 % de la production hydraulique. D'autre part, surtout, la situation, du point de vue de la capacité de puissance instantanée du réseau, reste trop tendue pour garantir la sécurité complète qui exige, normalement, une marge de quelque 25 %.

Si donc, il est peu probable qu'il faille mettre en action le plan dit "d'alerte à la fréquence" qui, l'an dernier, permit d'éviter une manière de catastrophe, si les consommateurs domestiques (qui n'absorbent que 4 à 6 % de la production totale) semblent à l'abri de mauvaises surprises, nous n'éviterons peut-être pas "l'écrasement des pointes", système de discipline volontaire permettant de réduire aux heures critiques la demande des gros consommateurs. La situation serait meilleure en 1952-53 par suite de la mise en service de nouvelles installations.

Ce n'est pas cependant pour l'immédiat que les inquiétudes les plus sérieuses se font jour. Le point noir réside ailleurs; dans la réduction des crédits d'investissements qui menace d'entraîner à la fois un nouveau freinage des travaux d'équipement en cours, et des retards plus graves encore dans la mise en chantier des installations nécessaires pour faire face, au-delà de 1952-54, au nouvel accroissement prévisible de la demande.

Aux termes des projets actuels, Electricité de France recevrait 63,5 milliards du Fonds de Modernisation et serait habilitée à émettre pour 30 milliards d'emprunts garantis par l'Etat. Pour disposer seulement des mêmes ressources que cette année, il lui faudrait se procurer encore une vingtaine de milliards pour l'autofinancement, fût-ce au prix de certains rajustements de tarifs. Mais, même alors, l'exécution des programmes ne pourrait être intégralement poursuivie, notamment, en ce qui concerne les travaux de distribution sur lesquels un effort particulier est devenu indispensable. Et, si tous les fonds ci-dessus énumérés ne peuvent être réunis, il est à craindre qu'il ne faille en venir à la solution désastreuse (et financièrement ruineuse) qui consiste à mettre en sommeil des travaux en cours.

Espérons que l'on échappera à cette extrémité. En tout état de cause cependant, un certain ralentissement des travaux à Donzère-Mondragon, un coup de frein dans les équipements thermiques, des retards dans le renforcement du réseau de distribution paraissent inévitables. Et surtout, il va falloir renoncer encore à l'ouverture de nouveaux grands chantiers hydro-électriques, ce qui revient à dire que nous risquons de nous retrouver, vers 1954, dans une situation aussi délicate qu'en 1947.

Bilan de la production
industrielle en 1950

- 13 -

-:-

LES CARBURANTS.-

La production française de pétrole brut est restée très faible. Néanmoins, les nouveaux forages de Soultz-sous-Forêt (près de Pechelbronn) et de Lacq (près d'Orthez) l'ont fait passer de 58.000 tonnes en 1949 à 124.000 tonnes en 1950 (72.000 tonnes en 1938). La production des territoires d'outre-mer se situe à un chiffre sensiblement inférieur. Les gisements de gaz naturel de Saint-Marcet ont donné 240 millions de mètres cubes aux industries du bassin de la Garonne.

L'industrie du raffinage a poursuivi ses remarquables progrès (voir à ce sujet l'étude sur "l'industrie pétrolière française" dans Perspectives N°43 du 9/12/50). 14.500.000 tonnes de pétrole brut ont été raffinées, soit 26 % de plus qu'en 1949 et 208 % du niveau de 1938.

Les importations de pétrole brut ont atteint 14.100.000 tonnes en 1950, contre 11.800.000 tonnes en 1949. Les 4/5 de ce pétrole viennent du Moyen-Orient. La France paie 50 % de son pétrole brut en dollars, 40 % en livres sterling et le reste en francs (sa part dans l'Iraq Petroleum). 50 % des importations sont transportées par des pétroliers français.

- La production de carburants -

En 1.000 tonnes	1938	1948	1949	1950
<u>Pétrole traité</u>	6.980	8.268	11.800	14.500
<u>Production:</u>				
- d'essence	2.411	1.781	2.500	3.144
- de gas-oil	589	1.152	1.570	2.400
- de fuel-oil	2.189	3.909	6.350	6.732

Parmi les produits raffinés, la production d'essence représente 120 % du niveau de 1938, celle de gas-oil est 4 fois et celle de fuel-oil 3 fois plus forte.

La consommation intérieure a augmenté en 1950 de 22 % pour l'essence, 14 % pour le gas-oil et 9 % pour le fuel-oil.

Les exportations de produits raffinés se sont développées, passant de 2.200.000 tonnes en 1949 à 3.200.000 tonnes en 1950, soit une augmentation de 45 %.

L'équipement de l'industrie pétrolière se poursuit. Des travaux sont en cours pour faire de Lavéra, à l'entrée de l'étang de Berre, le premier port pétrolier d'Europe.

LES PRODUCTIONS

LA METALLURGIE.-

La sidérurgie française a légèrement fléchi de 1949 à 1950. Sa production globale est tombée de 149 % à 144 % du niveau de 1938. La production de fonte a baissé de 7 %, s'établissant à 129 % du niveau de 1938 avec 7.770.000 tonnes. Celle d'acier a représenté 8.654.000 tonnes, soit 139 % du niveau de 1938, en recul de 6 % sur 1949. Celle de produits finis laminés n'a fléchi que de 3 % par rapport à 1949, atteignant 5.957.000 tonnes, soit 145 % du niveau de 1938.

- La production métallurgique française -

En 1.000 tonnes	1938	1948	1949	1950
Minerai de fer	33.060	23.028	31.425	30.000
Fonte brute	6.012	6.559	8.545	7.770
Acier	6.221	7.236	9.152	8.654
Produits laminés	4.115	5.132	6.176	5.957
Aluminium (1ère fusion)	45	64	54	61
<u>Exportations</u> de produits sidérurgiques	1.600	(1)670	(1)1.800	(1)3.300

(1) - Y compris la Sarre.

La production de la Sarre s'est au contraire développée, atteignant en 1950 1.800.000 tonnes de fonte (70 % du niveau de 1938), 1.900.000 tonnes d'acier (74 % de 1938) et 1.300.000 tonnes de produits laminés (70 % de 1938), tout en restant en retard par rapport à l'avant-guerre.

La production franco-sarroise a donc représenté en 1950 9.460.000 tonnes de fonte (9.927.000 tonnes en 1949), 10.650.000 tonnes d'acier (10.909.000 tonnes en 1949) et 7.310.000 tonnes de produits finis laminés (7.396.000 tonnes en 1949). Le fléchissement de la production française a donc été en partie compensé par le développement de la production sarroise.

Les exportations franco-sarroises de produits sidérurgiques sont passées de 1.800.000 tonnes en 1949 à 3.300.000 tonnes en 1950, soit un progrès de 85 %.

Le fléchissement de la production en 1950 est imputable à l'évolution du marché sidérurgique. Le premier semestre a été marqué par un ralentissement des commandes, aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'exportation et par une perte de production due aux grèves de mars. La moyenne mensuelle de la production d'acier brut tombait de 763.000 tonnes en 1949 à 693.000 tonnes

-: -

au cours du premier semestre 1950. La demande augmenta à nouveau sous l'influence des événements de Corée, d'abord sur le marché international, puis, sur le marché intérieur dès la fin des congés-payés. La production se releva dès septembre et atteignit en octobre avec 853.000 tonnes le niveau le plus haut jamais atteint par la sidérurgie française (moyenne mensuelle de 309.000 tonnes en 1929). Les exportations se développèrent, passant de 200.000 tonnes par mois pendant le premier semestre à près de 500.000 tonnes à la fin de l'année.

Mais des "goulots d'étranglement" apparurent bientôt, qui freinèrent la production en novembre et décembre (la production d'acier tomba à 804.000 et 797.000 tonnes) et risquent d'avoir le même effet en 1951. Il s'agit de:

1°) Le manque de coke: les cokeries françaises travaillant à plein et la cokéfaction des flambants lorrains n'étant pas encore réalisée sur le plan industriel, l'activité de la sidérurgie française dépend des livraisons de coke de la Ruhr. Or, la France et la Sarre n'ont reçu, au cours du 4ème trimestre 1950, que 680.000 tonnes au lieu des 700.000 prévues. Pour maintenir la production franco-sarroise au niveau de 1.100.000 tonnes d'acier par mois, il faudrait pouvoir compter sur 1 million de tonnes de coke pour le premier trimestre 1951. Le gouvernement de Bonn a obtenu une réduction de ses livraisons de charbon. La France ne recevra que 750.000 tonnes de la Ruhr et 50.000 tonnes de Hollande. Aussi, des commandes ont-elles été passées aux Etats-Unis.

2°) Le manque de ferrailles: Au début de 1950, par suite du ralentissement de la production française d'acier, on avait développé l'exportation de ferrailles. Depuis la reprise d'activité des usines, celle-ci a été interdite. D'autre part, le manque de coke a provoqué une augmentation de la consommation de ferrailles pour la production d'acier.

Quant aux perspectives pour 1951, il est très probable que, pour ces raisons, l'activité de la sidérurgie française va se trouver freinée. Et cela au moment même où de nouvelles installations entrent en service (mise en route le 27 décembre 1950 du train continu à chaud de Denain-Anzin, d'une capacité annuelle de 800.000 tonnes de tôles fines et moyennes). Pour satisfaire le marché intérieur et faire face aux besoins du réarmement, il sera sans doute nécessaire de freiner les exportations. Sur le million de tonnes produites mensuellement par la France et la Sarre, 750.000 sont consommées par les besoins civils et 250.000 exportées. C'est sur ces exportations qu'il faudrait prélever les quantités d'acier nécessaires au réarmement. L'Allemagne occidentale au contraire, qui a déjà dépassé en 1950 la France et la Sarre avec une production de 11.860.000 tonnes (dépassant d'ailleurs de 800.000 tonnes le plafond prescrit), pourra en utilisant son coke développer sa production et ses exportations.

L'extraction de minerai de fer n'a atteint en 1950 que 30 millions de tonnes, soit 5 % de moins qu'en 1949 et 30 % du niveau de 1938. Cette régression est la conséquence de la diminution des commandes de la sidérurgie pendant le premier semestre. Les commandes ont repris au cours du second semestre et le rythme de la production est actuellement supérieur à celui de 1938.

En outre, la modernisation de l'équipement a permis d'augmenter le rendement moyen d'environ 10 %.

11.300.000 tonnes de minerai de fer ont été exportées en 1950 (7 millions en 1949 et 13.800.000 en 1938) et 3.800.000 tonnes livrées à l'industrie sarroise.

La question des métaux non ferreux risque fort de se poser à nouveau en 1951. La production d'aluminium, freinée en 1949 par la pénurie d'énergie hydro-électrique, est passée de 54.000 tonnes à 61.000 tonnes en 1950, soit 150% du niveau de 1938. Les arrivages de minerai de plomb de l'Union française ont doublé de 1949 à 1950. Mais une chute importante s'est produite dans les importations de cuivre et de zinc en provenance de l'étranger. Cette pénurie risquant de s'accroître en 1951, la répartition des métaux non-ferreux pour les industries mécaniques et électriques a été rétablie à dater du 13 janvier.

LES INDUSTRIES MECANIKES.

L'industrie automobile a poursuivi ses progrès en 1950. Malgré les grèves de février et mars qui réduisirent la production d'environ 20.000 unités, le nombre de véhicules fabriqués est passé de 285.643 unités en 1949 à 357.587 en 1950. L'indice général pondéré de la production automobile (base 100 en 1938) est passé de 119 en 1949 à 139 en 1950, soit un progrès de 17 %. La France se place ainsi au second rang des producteurs européens, loin derrière la Grande-Bretagne (700.000 véhicules en 1950) et devant l'Allemagne occidentale (306.000) et l'Italie (128.000). (Voir l'étude sur "le passé, le présent, l'avenir de l'industrie automobile française", dans Perspectives N° 36 du 21/10/50).

- La production automobile -

En unités	1938	1948	1949	1950
Voitures particulières	182.400	100.091	187.677	257.289
Camionnettes (- de 2 tonnes)	22.740	51.853	60.024	64.152
Camions (+ de 2 tonnes)	16.920	41.466	34.436	32.894
Cars		3.698	2.088	2.292
Tracteurs	5.640	757	899	732
Véhicules spéciaux		507	519	216
Total	227.400	198.372	285.643	357.587

C'est surtout la production de voitures de tourisme qui a été développée. En 1949, avec 187.677 unités, elle avait légèrement dépassé le niveau de 1938. En 1950, avec 257.289 unités, elle a largement dépassé le niveau record de 1929 (211.000 unités). Néanmoins, le parc automobile de tourisme n'est pas encore reconstitué et les délais de livraison sont encore de plusieurs mois.

La production de véhicules utilitaires s'est à peu près stabilisée: 100.298 en 1950 contre 97.966 en 1949. Ce ralentissement est dû à la reconstitution du parc de camions et camionnettes effectué par priorité après la Libération.

Bilan de la production
industrielle en 1950.

--:-

Le marché est saturé surtout pour les camions lourds. Dans ce domaine, la demande se trouve également freinée par l'aggravation des charges pesant sur les transporteurs routiers et par la concurrence des camions étrangers.

Les exportations ont atteint un chiffre record avec 112.356 unités en 1950 (dont 88.539 voitures de tourisme) contre 97.639 en 1949 (dont 77.621 voitures de tourisme). Les 2/3 des voitures exportées ont été achetées par l'étranger (la Belgique, la Suède, la Suisse, les Pays-Bas...). Les territoires français d'Outre-Mer ont reçu les 2/3 des véhicules utilitaires exportés.

Les perspectives de développement de l'industrie automobile française en 1951 sont assez incertaines. Les constructeurs prévoient une augmentation massive de leur production et envisageaient un total de 400.000 voitures de tourisme dans l'année. Il ne semble pas que ces prévisions doivent se réaliser dans la conjoncture actuelle. A la pénurie de métaux non ferreux s'ajoutera probablement celle d'acier. L'automobile a consommé en 1950 environ 160.000 tonnes de tôles fines. Au rythme envisagé pour 1951, il en faudrait 270.000 tonnes. C'est là la totalité de la production française dont l'automobile n'est pas la seule consommatrice. La production de tôles fines devrait être accrue par la mise en route du train de laminoirs d'Usinor, mais l'alimentation en acier de ce dernier se trouvera probablement réduite en raison des difficultés que la sidérurgie française rencontre dans son approvisionnement en coke.

Les autres branches de l'industrie mécanique se sont trouvées en 1950 dans une situation beaucoup moins favorable que l'automobile.

La production de tracteurs agricoles est tombée de 17.275 unités en 1949 à 13.920 en 1950 (1.740 en 1938), en raison du ralentissement des commandes dû aux difficultés de trésorerie des cultivateurs et de la concurrence étrangère (13.020 tracteurs étrangers importés en 1950) et malgré le développement des exportations (3.600 unités en 1950 contre 2.628 en 1949).

On constate un recul analogue dans la production de matériel ferroviaire: 150.000 tonnes en 1950 au lieu de 171.000 tonnes en 1949 (23.800 tonnes en 1938). Recul dû aux réductions de crédit de la S.N.C.F. malgré l'arrêt presque total des importations et le développement considérable des exportations (123.000 tonnes en 1950 contre 48.000 tonnes en 1949).

Le marasme de l'industrie aéronautique persiste, malgré quelques progrès. La production de cellules est passée de 348 tonnes en 1949 à 468 tonnes en 1950 (2.112 tonnes en 1938). Celle de moteurs s'est relevée de 540.000 chevaux en 1949 à 1.936.000 en 1950 (2.110.000 en 1938).

Il se peut que les commandes faites au titre du réarmement raniment l'activité des industries mécaniques et électriques.

LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET LE BATIMENT.-

L'industrie des matériaux de construction a développé sa production en 1950 en atteignant 126 % du niveau de 1938 contre 119 % en 1949.

La production de ciment est passée de 6.447.000 tonnes en 1949 à 7.208.000 tonnes, dépassant ainsi le niveau de 1929 et le double de celui de 1938. Les cimenteries en 1950 n'ont connu aucune difficulté d'approvisionnement en matière d'énergie, mais le problème de la sacherie s'est posé (pénurie de papier kraft). La presque totalité de la production a été utilisée sur le marché intérieur. 700.000 tonnes seulement ont été exportées, surtout vers les territoires d'outre-mer. Une augmentation de la production d'un million de tonnes serait encore nécessaire pour faire face aux besoins de l'équipement et de la reconstruction. La capacité de production actuelle est d'ailleurs de 8.500.000 tonnes.

L'industrie de la céramique n'a pas encore atteint son niveau d'avant-guerre. La production de briques et tuiles est passée de 3.924.000 tonnes en 1949 à 4.068.000 en 1950 (4.152.000 en 1938).

L'activité du bâtiment a légèrement fléchi, tombant de 125 % du niveau de 1938 en 1949 à 124 % en 1950. Elle est menacée d'être réduite encore en 1951 par la réduction des crédits.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE.-

L'industrie chimique a sensiblement progressé, passant de 126 % du niveau de 1938 en 1949 à 135 % en 1950.

Ce développement a été rendu possible par l'abondance de charbon et d'énergie hydroélectrique. Au ralentissement du premier semestre a succédé une vive reprise au cours de l'été, en particulier pour l'exportation (surtout vers les Etats-Unis).

Mais l'industrie chimique se trouve menacée de restrictions pour le caoutchouc, le soufre, les pyrites, les métaux non ferreux, le papier.

- La production chimique de base -

En 1.000 tonnes	1938	1948	1949	1950
Acide sulfurique	1.272	1.275	1.150	1.215
Carbure de calcium	156	181	186	176
Soude caustique	126	196	215	240
Carbonate de soude	483	715	581	720

L'industrie du caoutchouc a maintenu sa production à un niveau élevé passant de 155 % du niveau de 1938 en 1949 à 173 % en 1950. La production de pneumatiques est passée de 124.500 tonnes en 1949 à 126.000 tonnes en 1950 (158 % du niveau de 1938).

L'industrie du papier a également réalisé de gros progrès, son activité passant de 100 % du niveau de 1938 en 1949 à 114 % en 1950. La production

Bilan de la production
industrielle en 1950

-:-

de pâtes à papier est passée de 480.000 tonnes en 1949 à 530.000 en 1950, soit 50 % de plus qu'en 1938, tandis que les importations atteignaient 480.000 tonnes. La production de papiers et cartons est passée de 1.143.000 tonnes en 1949 à 1.304.000 en 1950 (1.172.000 en 1938) tandis que les importations étaient réduites de moitié et tombaient à 15.000 tonnes en 1950.

L'activité de l'édition et de la presse a légèrement fléchi: elle est tombée de 100 % du niveau de 1938 en 1949 à 96 % en 1950.

L'INDUSTRIE TEXTILE.-

L'industrie textile française a accompli en 1950 d'importants progrès. La production est passée de 101 % du niveau de 1938 en 1949 à 109 % en 1950.

Le marché intérieur étant saturé depuis 1949, ces progrès sont dus avant tout au développement des exportations. Le montant global des exportations s'est élevé en 1950 à 216.900 millions de francs (contre 163.700 en 1949) dont 141.000 millions vers l'étranger (contre 93.300) soit 64 % et 75.800 vers les territoires d'outre-mer (contre 70.400). Avec 22 % des exportations françaises (contre 21 % en 1949), l'industrie textile a conservé le premier rang parmi les industries exportatrices et a suivi le remarquable développement des exportations françaises en 1950. La hausse des prix n'explique qu'en partie cette progression. En tonnage, les exportations de filés sont passées de 29.707 tonnes en 1949 à 46.882 en 1950, et celles de tissus de 72.820 tonnes en 1949 à 81.818 en 1950. Et cela malgré la concurrence croissante sur les marchés extérieurs et les mesures protectionnistes adoptées par de nombreux pays. Les principaux pays acheteurs ont été la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, les Etats-Unis et les pays scandinaves.

L'industrie du coton a particulièrement progressé grâce à un approvisionnement satisfaisant en matières premières et à l'utilisation plus large de la fibranne. La production de filés de coton a augmenté de 10 % de 1949 à 1950 et celle de tissus de coton de 9 %. Le niveau de 1938 est ainsi atteint pour les filés et dépassés pour les tissus.

- L'industrie cotonnière -

En tonnes	1938	1948	1949	1950
Importations de <u>coton brut</u>	277.900	181.300	258.600	280.824
<u>Filés de coton:</u>				
- Production	250.000	224.000	227.700	251.000
- Exportations	9.200	4.329	5.200	7.980
<u>Tissus de coton:</u>				
- Production	159.000	150.900	155.300	169.000
- Exportations	44.600	31.100	53.000	56.640

L'industrie de la laine, dont l'activité était déjà supérieure au niveau de 1938, a progressé de 3 % pour les filés et s'est maintenue pour les tissus au niveau de 1949. Les exportations ont représenté en 1950 près du double du volume de 1938 pour les filés et près du triple pour les tissus.

- L'industrie lainière -

En tonnes	1938	1948	1949	1950
Importations de <u>laine brute</u>	125.700	114.000	110.200	105.840
<u>Laine peignée:</u>				
- Production	63.000	70.500	72.300	74.808
- Exportation	22.500	12.200	12.300	14.568
<u>Filés de laine:</u>				
- Production	118.000	132.000	122.200	126.000
- Exportation	11.000	11.500	14.750	21.480
<u>Tissus de laine:</u>				
- Production	79.800	84.800	80.900	80.000
- Exportation	4.200	7.700	9.900	11.628

L'industrie de la soie et des fibres artificielles a amélioré sa production grâce à l'accroissement des importations de soie grège et au développement de la production de fibres artificielles.

Alors que la production de rayonne est restée en 1950 au même niveau qu'en 1949 (60 % de plus qu'en 1938) celle de fibranne s'est développée de 37 % (six fois le niveau de 1938).

La production de tissus de soie et rayonne a pu progresser de 12 % en 1950 par rapport à 1949, sans toutefois atteindre le niveau d'avant-guerre. Les exportations se sont développées de 30 %, dépassant d'1/3 le niveau d'avant-guerre.

- La soie et les fibres artificielles -

En tonnes	1938	1948	1949	1950
Filés de rayonne	28.000	43.572	46.456	45.230
Filés de fibranne	5.600	32.924	28.046	36.437
Tissus de soie et rayonne	28.000	20.692	22.320	25.200
Exportation	6.390	4.960	7.177	9.312

Bilan de la production industrielle en 1950

:-:-

La situation de l'industrie du jute s'est sensiblement améliorée. Les difficultés d'approvisionnement de 1949 se sont atténuées grâce à l'accord signé entre la France et le Pakistan le 29 novembre 1949 qui assure à notre industrie une importation annuelle de 80.000 tonnes de jute. Aussi a-t-il été possible d'abandonner l'emploi de matières de remplacement et d'augmenter la production (75.720 tonnes de filés en 1950, au lieu de 46.440 en 1949), jusqu'à un niveau voisin de celui de 1938.

C'est un approvisionnement satisfaisant en matières premières qui a permis cet essor de la production. Les importations en provenance de l'étranger ont atteint en 1950 un volume à peu près égal à celui de 1949, mais elles ont augmenté en valeur (170 milliards de francs au lieu de 141 milliards). Les importations en provenance des territoires d'outre-mer se sont légèrement développées, en raison de l'accroissement de la production cotonnière de l'A.E.F. Elles n'ont cependant représenté que 8 % des besoins de la France. Aussi, l'approvisionnement français en matières premières textiles a-t-il été particulièrement sensible au renversement de la conjoncture internationale dû à la guerre de Corée.

Les arrivages de matières premières, élevés au premier semestre, se sont fortement ralentis au second. La cadence mensuelle des importations de coton, qui était de 27.000 tonnes pour les huit premiers mois de 1950 n'était plus que de 13.000 tonnes pour les quatre derniers mois. Les importations de laine brute ont également fléchi. Dans ces conditions, le haut niveau d'activité des usines s'est maintenu grâce à l'utilisation des stocks.

Les perspectives de l'industrie textile pour 1951 dépendent avant tout des possibilités d'importation de matières premières. Il n'est pas impossible que le problème soit résolu si on fait appel à tous les pays susceptibles de fournir des matières de qualité à des prix raisonnables. La pénurie de coton, qui apparaissait catastrophique à l'automne, s'atténuera sans doute en raison de l'augmentation récente des allocations de coton américain à la France. De toutes façons, il semble bien que les industries textiles, pour ménager leurs ressources en matières premières et pour limiter la hausse des prix de vente, seront conduites à développer l'emploi des fibres artificielles, produites en France, en mélange avec les fibres importées.

L'INDUSTRIE DU CUIR.-

L'industrie du cuir a légèrement développé son activité, sans retrouver toutefois le niveau d'avant-guerre. La production est passée de 67 % du niveau de 1938 en 1949 à 75 % en 1950.

- Les cuirs et peaux -

	1938	1948	1949	1950
Production de cuirs et peaux finis: (ent.)				
- de bovins	64.000	54.400	43.500	46.200
- de veaux	4.750	5.020	4.740	5.640
Production de chaussures (1.000 paires)				38.000

V

BILAN DE L'EMPLOI, DES PRIX & DES ECHANGES EN 1950

LE CHOMAGE RESTE PEU IMPORTANT.-

Dans le domaine de l'emploi, l'année 1950 a été caractérisée par une augmentation sensible du chômage au cours du premier trimestre et par la résorption de cet excédent à partir du deuxième trimestre.

Le nombre des chômeurs complets secourus était de 46,396 au 1er janvier 1950. Il atteignait le maximum au 1er avril avec 61,000 et le minimum au 1er octobre avec 43,000. Au 1er Janvier 1951, il était revenu à 49,271, soit un chiffre comparable à celui du début de l'année. Les demandes d'emploi non satisfaites sont passées de 153,545 au 1er janvier 1950 à 151,254 au 1er janvier 1951.

Quant au chômage partiel, il a diminué: 183,000 ouvriers travaillaient moins de 40 heures au 1er janvier 1950, 160,000 seulement au 1er juin.

Par rapport aux 11 ou 12 millions de travailleurs salariés en France, ces chiffres apparaissent très faibles.

L'indice des effectifs employés atteignait en octobre 1950 124 % du niveau de 1938 et la semaine de travail 45 heures 30 minutes à la même date.

Le plein emploi étant ainsi pratiquement réalisé, il est difficile d'envisager une nouvelle expansion économique sans que se pose le problème de la main d'oeuvre. Déjà, des besoins en travailleurs qualifiés se sont fait sentir dans le bâtiment et dans l'industrie des métaux. La solution doit être trouvée dans les progrès de la formation professionnelle, l'immigration de travailleurs étrangers (5,000 seulement sont entrés en France en 1950, alors que l'Allemagne et l'Italie totalisent 3 millions de chômeurs) et l'accroissement de la productivité individuelle.

REPRISE DE LA HAUSSE DES PRIX.-

L'évolution des prix en 1950 a été caractérisée par une tendance à la baisse au cours du premier semestre et par une montée rapide pendant le second semestre.

La hausse des prix de gros avait été de 85 % en 1946, 65 % en 1947, 35 % en 1948, 6 % en 1949. Elle a atteint 13 % en 1950.

Ainsi, après le palier de 1949, la montée des prix a-t-elle recommencé.

.....

- 2 -

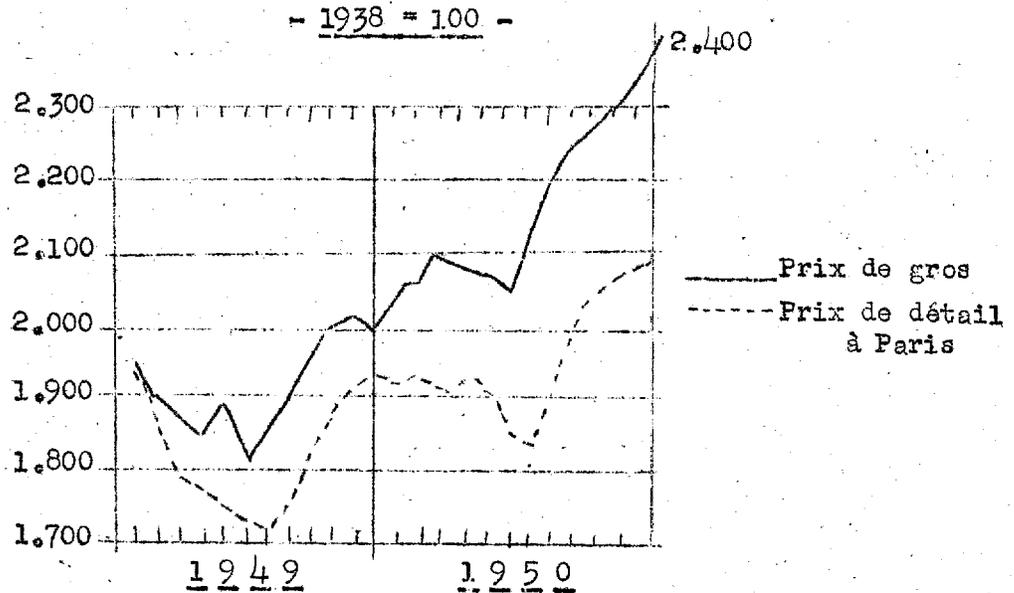
Bilan de l'emploi, des prix
et des échanges en 1950- Les indices de prix -

Base 100 en 1938	Prix de gros					Prix de détail à Paris		
	Produits aliment.	Produits industr.	Matières premières	Demi- finis	Ensemble	Alimen- tation	Chauffage éclairage	Ensemble (34 art.)
Moyenne 1945:	373	377	354	400	375	377	270	393
- 1946:	689	606	602	610	648	645	465	645
- 1947:	1.159	819	836	802	989	1.043	621	1.030
- 1948:	1.713	1.711	1.732	1.691	1.712	1.662	1.144	1.632
- 1949:	1.719	2.114	2.124	2.105	1.917	1.814	1.376	1.817
- 1950:	1.841	2.491	2.551		2.166	1.955	1.519	1.945
Janvier 1950:	1.920	2.205	2.241	2.169	2.063	1.921	1.407	1.910
Février -	1.895	2.219	2.242	2.197	2.057	1.929	1.431	1.920
Mars -	1.951	2.253	2.317	2.189	2.102	1.920	1.432	1.906
Avril -	1.934	2.262	2.321	2.204	2.098	1.942	1.431	1.922
Mai -	1.868	2.296	2.329	2.263	2.082	1.925	1.428	1.906
Juin -	1.705	2.365	2.449	2.281	2.035	1.858	1.514	1.845
Juillet -	1.782	2.465	2.520	2.410	2.123	1.839	1.514	1.825
Août -	1.819	2.596	2.714	2.478	2.207	1.938	1.514	1.925
Septembre -	1.781	2.695	2.802	2.538	2.238	2.009	1.640	2.007
Octobre -	1.759	2.782	2.861	2.702	2.270	2.043	1.640	2.043
Novembre -	1.805	2.803	2.882	2.725	2.304	2.055	1.640	2.055
Décembre -	1.871	2.950	3.086	2.814	2.410	2.078	1.640	2.075

La hausse de 1950 par rapport à 1949, qui est de 13 % pour l'ensemble des prix de gros, atteint 20 % pour les matières premières et 7 % seulement pour les produits alimentaires. Elle est de 7 % pour les prix de détail à Paris.

Il s'agit là de moyennes annuelles. La comparaison des moyennes mensuelles permet de constater qu'au cours de l'année 1950, les prix de gros agricoles ont baissé sous l'effet d'une récolte abondante, les prix industriels ont monté (essentiellement sous l'influence de la hausse des matières premières importées qui ont doublé en un an). De juin à décembre, la hausse des prix a été de 10 % pour les produits agricoles et de 26 % pour les produits industriels. L'écart entre prix agricoles et industriels s'est donc encore aggravé. Les prix de détail ont, comparativement, beaucoup moins monté. L'indice des prix à la consommation familiale à Paris, base 100 en 1949, atteignait 113,1% en septembre 1950.

Les produits alimentaires ont légèrement monté ainsi que les services (gaz, électricité, loyers), mais les produits manufacturés n'ont guère augmenté.



Les perspectives, en ce qui concerne les prix, sont assez peu encourageantes. La hausse inévitable du charbon aura des répercussions sur le prix de l'acier, de l'électricité, du gaz, du ciment, tandis que l'augmentation des matières premières importées (laine, coton, métaux non ferreux, pâtes à papier) se traduira dans les prix des produits finis. Il paraît difficile d'éviter une hausse généralisée des produits industriels et des services, hausse qui augmentera encore l'écart entre prix industriels et prix agricoles (écart qui explique en partie le ralentissement de l'équipement rural) et conduira sans doute à relever ces derniers.

LES SALAIRES LIBERES ONT SUIVI LES PRIX.

Les salaires ont suivi, dans l'ensemble, le mouvement des prix. La loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives a marqué le retour aux libres négociations sur les salaires, le gouvernement se réservant de fixer le salaire minimum garanti.

- L'indice des salaires à Paris -
(au mois d'octobre de chaque année)

Base 100 en 1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950
<u>Célibataire</u> (Ouvrier qualifié ..)	338	501	609	1.004	1.022	1.193
(Manoeuvre	299	469	619	1.013	1.043	1.321
<u>Marié avec</u> (Ouvrier qualifié ..)	490	739	901	1.623	1.654	1.784
<u>5 enfants</u> (Manoeuvre	482	744	974	1.756	1.800	1.994

- 4 -

Bilan de l'emploi, des prix
et des échanges en 1950

-:-

Deux hausses de salaires sont intervenues: la première, de l'ordre de 6 %, à l'issue des grèves du printemps; la seconde de 7 % environ, en septembre après la fixation par le gouvernement du salaire minimum interprofessionnel garanti à 78 francs de l'heure pour Paris. Au total, la hausse a été pour l'année de moins de 15 % et a correspondu à peu près à la hausse des prix. La libération des salaires s'est traduite par des augmentations moins importantes que les années précédentes et surtout moins uniformes et mieux adaptées à la situation des entreprises. Cependant, la hiérarchie reste écrasée et le retard par rapport au niveau général des prix subsiste.

LES ECHANGES INTERIEURS SE SONT RALENTIS.-

Le trafic de la S.N.C.F. a nettement fléchi, surtout pour les voyageurs, mais se maintient nettement au-dessus du niveau d'avant-guerre (15 % de plus qu'en 1938 pour les voyageurs, 50 % de plus pour les marchandises). Au fléchissement du premier semestre a succédé une nette reprise pour les marchandises à partir d'août, en liaison avec le développement de la production et des exportations.

	1938	1948	1949	1950
	(en millions)			
- Tonnes-kilomètres	26.520	41.244	41.062	39.000
- Voyageurs-kilomètres	22.044	30.648	29.441	26.000

Les recettes sont tombées de 261.600 millions en 1949 à 266.700 en 1950 soit une réduction de 1,9 %. Les recettes voyageurs ont augmenté de 11,2 % (relèvement de tarif) tandis que les recettes marchandises diminuaient de 7,1%.

La stagnation du commerce intérieur en 1950 est attestée par l'augmentation du nombre des faillites et liquidations judiciaires, qui tend à retrouver le niveau élevé de 1938.

	1938	1948	1949	1950
- Faillites	4.824	2.102	3.398	4.510
- Liquidations judiciaires	1.776	552	1.167	1.658

Parmi les faillites prononcées en 1950, on a relevé: 814 entreprises de commerces agricoles et alimentaires; - 600 entreprises de bâtiments et travaux publics; - 410 entreprises de transformation de métaux et fonderies; - 205 entreprises de transports routiers et autres.

L'ESSOR DU COMMERCE EXTERIEUR.-

Le commerce extérieur, au contraire, a réalisé de remarquables progrès. Les importations n'ont augmenté que faiblement en valeur, passant de 926.326 millions de frs en 1949 (dont 685.676 de l'étranger et 240.650 de l'Union française) à 1.072.730 millions en 1950 (dont 729.473 de l'étranger et 280.257 de l'Union française). L'augmentation en valeur n'est donc que de 6 %. Mais, en poids, les importations ont diminué de 16 %, passant de 46.200.000 tonnes en 1949 à 39.025.000 en 1950. Les exportations se sont beaucoup développées, progressant de 783.906 millions de francs

en 1949 (dont 457.200 vers l'étranger et 326.706 vers l'Union française) à 1.072.640 millions en 1950 (dont 685.714 vers l'étranger et 386.926 vers l'Union française), soit un progrès de 13 % en valeur. En poids, les exportations sont passées de 27.016.000 tonnes en 1949 à 34.303.000 en 1950, soit un progrès de 27 % de 1949 à 1950.

Cette évolution favorable est due à plusieurs raisons: le niveau élevé de la production a permis l'exportation de larges surplus agricoles, sidérurgiques, mécaniques, textiles, pétroliers et chimiques; les accords bilatéraux conclus par la France avec de nombreux pays comportaient un volume accru d'exportations françaises; la libération en 1950 de 50 %, puis de 60 % des contingentements dans les pays de l'O.F.C.E. a contribué à l'expansion du commerce français; enfin, les achats américains à la zone franc ont été stimulés par l'effort de réarmement dû à la guerre de Corée.

Les importations ont pu être réduites grâce à un meilleur équilibre de l'économie française (diminution des achats de charbon, de corps gras).

Nos importations, parmi lesquelles figurent encore des produits agricoles, notamment des fruits et légumes (+ 11,3 milliards se sont surtout développées en matière de produits industriels, dont la masse s'est accrue probablement de 96,5 milliards, contre 10,3 pour l'ensemble des produits de l'agriculture. Nous avons, par exemple, importé davantage de machines et appareils (+23 milliards), de produits pétroliers (+21), de produits textiles (+ 18,1), de coton brut (+ 14,5), de filés et tissus de coton (+ 9,3), de laines en masse, de cuirs (+ 9,1), de caoutchouc (+ 9,4). Les diminutions les plus importantes concernant le charbon (- 40,1 milliards) et les corps gras (- 9,7).

Quant à nos exportations, elles ont augmenté de 48,7 milliards pour les produits de l'agriculture et de 179,8 milliards pour les produits de l'industrie. Dans le secteur agricole, les accroissements les plus sensibles portent sur les céréales (+ 15,7), les viandes (+ 10,8) et les boissons (+ 6,9). Dans le secteur industriel, nos ventes se sont surtout développées sur les postes suivants: produits métallurgiques (+ 28,4 milliards), produits chimiques (16,7), laines (+ 14), fils et tissus de laine (+ 13,6), le bois (+ 11,3), produits pétroliers (+ 9,5), cuirs (+ 7,4), textiles artificiels (+ 6,8), machines et appareils (+ 7), automobiles (+ 5,2). Aucune diminution n'a été constatée, au cours de 1950, dans les diverses rubriques de nos exportations à l'étranger, par rapport à 1949; seules, les ventes de filés et tissus de coton sont restées stationnaires (à 10,9 milliards).

Voici quels ont été les principaux clients et fournisseurs de la France en 1950:

- Pays étrangers -

	Importations	%
- Etats-Unis	132,0	16,7
- Allemagne Occidentale	70,1	8,8
- U.B. belgo-lux	49,1	6,2
- Australie	41,6	5,2
- Grande-Bretagne	39,8	5
	

Bilan de l'Approved For Release 2002/01/18 : CIA-RDP83-00415R007700220003-9
 et des échanges en 1950

	Importations	%
- Italie	37,4	4,7
- Argentine	31,0	3,9
- Suisse	28,7	3,6
- Irak	26,1	3,3
- Union sud-africaine	25,1	3,2
- Arabie séoudite	24,5	3,1
- Pays-Bas	24,0	3
- Kowett	22,7	2,9
- Brésil	18,6	2,3
- Suède	17,3	2,2
- Egypte	16,7	2,1
Total étranger	792,5	

	Exportations	%
- Grande-Bretagne	98,7	14,4
- Allemagne occidentale	84,2	12,3
- U.E.B.L.	68,8	10
- Suisse	54,4	7,9
- Etats-Unis	43,6	6,4
- Pays-Bas	37,4	5,5
- Argentine	33,1	4,8
- Italie	28,0	4,1
- Suède	24,7	3,6
- Egypte	19,3	2,8
- Danemark	18,6	2,7
- Brésil	17,2	2,5
- Norvège	14,6	2,1
Total étranger	685,7	

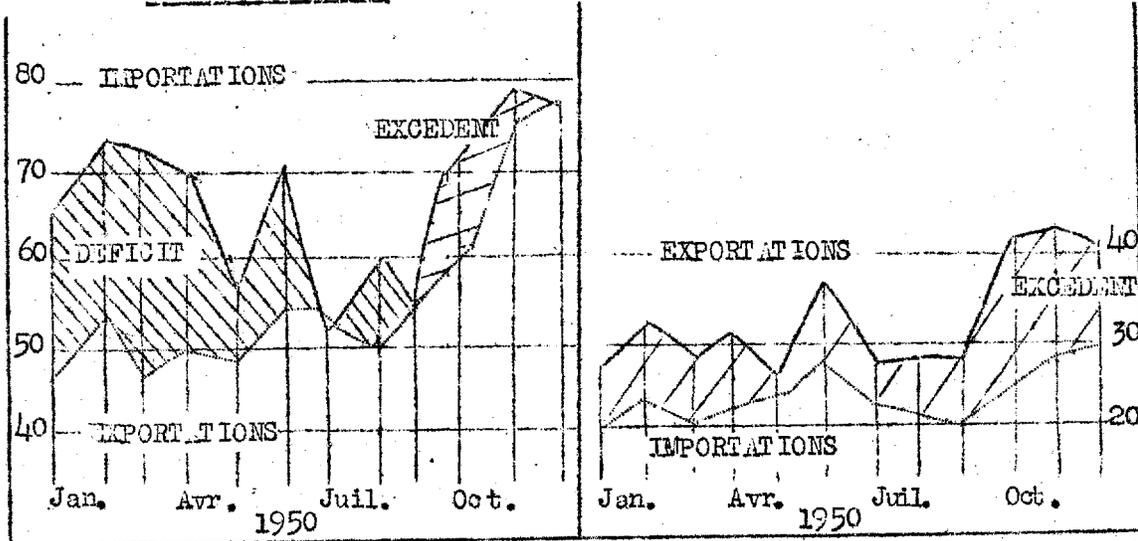
- France d'Outre-Mer -

	Importations	Exportations
(en millions de frs)		
- A.E.F.	10,9	12,5
- A.O.F.	60,5	49,0
- Algérie	92,3	121,7
- Cameroun	12,5	13,1
- Nouvelle-Calédonie	2,6	1,3
- Océanie	1,3	3,9
- Guadeloupe	8	5,4
- Indochine	10,4	52,4
- Madagascar	16,5	18,4
- Maroc	28,8	62,2
- Martinique	6,3	5,5
- Réunion	4,9	4,8
- Nouvelles-Hébrides	1,9	0,6
- Togo	2,1	1,4
- Tunisie		
Total France d'Outre Mer	280,2	386,9

- Le commerce extérieur de la France -
(en milliards de francs)

- Avec l'étranger -

- Avec l'Union Française -



La balance commerciale s'est considérablement améliorée et, pour la première fois depuis 1927, l'équilibre a été atteint (à 230 millions près) entre les importations et les exportations prises dans leur ensemble.

En fait, cet équilibre n'est pas réel. Le commerce avec les territoires d'Outre-mer présente un excédent de 106.600 millions de francs, qui ne peut être utilisé pour couvrir le déficit de 106.800 millions avec l'étranger.

Aussi faut-il envisager la situation pour chacune des zones monétaires:

1°) L'excédent des opérations avec les pays européens participant à l'OECE a fortement augmenté:

	1949	1950
	(en milliards de frs)	
- Importations	203,5	261,3
- Exportations	219,9	352,4
Excédent	+ 16,4	+ 91,1

2°) Le déficit avec la zone dollar a sensiblement diminué:

	1949	1950
	(en milliards de frs)	
- Importations	198,3	165,0
- Exportations	27,0	60,8
Déficit	- 171,3	- 104,2

Bilan de l'emploi, des prix
et des échanges en 1950

- 8 -

-: -

3°) Par contre, le déficit avec les pays de la zone sterling a légèrement augmenté;

	1949	1950
	(en milliards de frs)	
- Importations	195,3	246,9
- Exportations	94,9	141,0
Déficit	- 100,4	- 105,9

4°) Enfin, notre commerce avec tous les autres pays non inclus dans les trois zones précédentes s'est encore soldé par un excédent inférieur cependant à celui de l'année précédente;

	1949	1950
	(en milliards de frs)	
- Importations	88,5	119,2
- Exportations	115,3	131,3
Excédent	+ 26,8	+ 12,1

La diminution du déficit France-étranger résulte essentiellement de la forte augmentation de nos ventes dans les autres pays européens, et, dans une moindre proportion, des premiers progrès réalisés dans la voie d'un rétablissement de l'équilibre des échanges avec la zone dollar. (Avec les Etats-Unis, nos importations ayant diminué de 20 % environ, et nos exportations presque triplé d'une année à l'autre, le déficit est revenu de 146 milliards en 1949 à 88,5 milliards, c'est-à-dire qu'il a été réduit de près de 40 %).

Les perspectives du commerce extérieur français en 1951 ne sont cependant pas aussi brillantes que les résultats de 1950 pourraient le laisser présager. Les importations de matières premières indispensables vont se gonfler à nouveau en valeur en raison de la hausse des prix mondiaux. Les exportations de produits finis risquent d'être freinées par le manque de matières premières. D'autre part, le gouvernement entend limiter les sorties massives de matières premières et de produits demi-finis vers l'étranger (45 % d'augmentation de ces exportations au cours du 2ème semestre 1950) qui risquent de créer la pénurie sur le marché français.

Pour ces raisons, il semble probable qu'un déficit se produira à nouveau dans la balance commerciale française en 1951.

L'APPORT DU TOURISME EN DEVICES.-

Le tourisme étranger a donné en 1950 des résultats qui dépassent largement ceux de 1929, considérée comme la meilleure année de l'avant-guerre.

Trois millions vingt mille touristes étrangers en France, correspondant à une recette de quelque 350 millions de dollars, dont approximativement

210 pour l'office des changes, tels sont les chiffres de l'année 1950 (Voir à ce sujet l'étude "Où en est l'industrie touristique en France?" dans Perspectives N° 42 du 2/12/50).

En 1950, le solde passif de notre balance commerciale sera couvert, semble-t-il, à concurrence de 80 % et peut-être davantage, grâce au seul apport du tourisme.

Ces résultats impressionnants du tourisme français ont été obtenus malgré la dévaluation de la livre sterling, en septembre 1949, la concurrence espagnole et autrichienne, la propagande italienne intensive à l'occasion de l'année sainte, la tension politique internationale et le niveau des prix français relativement élevé.

L'AMELIORATION DE LA BALANCE DES COMPTES.

La diminution du déficit commercial et l'accroissement des recettes provenant des exportations invisibles, notamment le tourisme, ont eu pour conséquence une amélioration très nette de notre balance des paiements (dont les résultats du premier semestre sont encore seuls connus).

- Balance des paiements de la zone franc (millions de dollars) -

	1 9 4 9	1er semestr. 1950
- Solde total	- 706,4	- 167,7
- Avec la zone dollar	- 857,6	- 257,9
- Avec la zone sterling	+ 19,1	+ 36

Nous sommes devenus créditeurs vis-à-vis de nombreux pays. Le déficit par rapport à la zone dollar a diminué: 257 millions de dollars dans le premier semestre de 1950 contre 857 millions en 1949. Mais il n'a encore pu être comblé que grâce à l'aide Marshall: 291 millions de dollars pendant le premier semestre.

La pénurie de dollars s'est encore atténuée depuis le mois de juin, mais en raison d'achats américains qui sont sans doute exceptionnels. Il en était de même pour l'excédent considérable que nous avons acquis à l'automne vis-à-vis de l'Allemagne. Inversement, il est probable que la montée des prix des matières premières a affaibli ou va affaiblir notre position à l'égard de la zone sterling. L'équilibre reste donc précaire et subordonné aux crédits américains ainsi qu'à l'extension des échanges multilatéraux et de la convertibilité des monnaies.

P.G.

o o o

Bilan de l'emploi, des prix
et des échanges en 1950

-:-

- Le commerce extérieur français -

	1948	1949	1950
<u>IMPORTATIONS.-</u>			
Etranger	482,2	682,6	792,5
T.O.M.	190,4	240,6	280,2
Total	672,6	926,3	1.072,7
<u>EXPORTATIONS.-</u>			
Etranger	241,4	457,2	685,7
T.O.M.	192,6	326,7	386,9
Total	434,0	783,9	1.072,6
<u>BALANCE.-</u>			
France-Etranger	- 240,8	- 226,5	- 106,8
France-T.O.M.	+ 2,2	+ 86,8	+ 106,6
Total	- 238,6	- 139,7	- 0,2

- Le pourcentage de couverture des importations par les exportations -

	1948	1949	1950
<u>Avec l'étranger:</u>			
- Zone dollar	16 %	14 %	37 %
- Zone sterling	35 -	49 -	57 -
- Autres pays	86 -	115 -	127 -
Total	50 %	67 %	86 %
<u>Avec les T.O.M.</u>	102 %	136 %	138 %
<u>Ensemble</u>	65 %	85 %	100 %

VI

BILAN DE LA BOURSE EN 1950

- Recul constant des valeurs pendant l'année 1950.
- Les cours de décembre 1950 sont inférieurs à ceux de 1946.

Si l'on considère l'évolution de la Bourse pendant l'année 1950, les constatations que l'on peut faire n'ont rien de réconfortant. En effet, si l'on excepte une reprise fugace en juin, les titres n'ont cessé de s'effriter, et, dans bien des cas, les cours de fin décembre sont les plus bas de l'année. La cote est retombée au-dessous des niveaux de 1946. L'indice des cours est à 946 (base 100 en 1938) c'est-à-dire qu'alors que les prix ont largement dépassé le coefficient 20, le coefficient de hausse de la Bourse par rapport à 1938 n'atteint pas 10 !

On mesure ainsi l'appauvrissement du portefeuille français. Si l'on regarde le compartiment des rentes et des valeurs à revenu fixe, la situation n'est pas meilleure. Si l'on estime enfin que les investissements en or se sont généralement effectués à des cours nettement plus élevés et avec des francs dont la valeur était sensiblement supérieure, on ne pourra que constater et s'expliquer la ruine de ce qu'on était convenu d'appeler la classe moyenne. Car c'est dans ses rangs que se recrutait principalement la clientèle des marchés boursiers.

Les principaux bénéficiaires de la hausse des prix, c'est-à-dire les commerçants étaient bien plus enclins, quant à eux, à constituer des stocks de marchandises qu'à acheter des valeurs mobilières. Il faut reconnaître que la tournure des événements jusqu'à présent leur donne raison.

Il ne sert à rien d'épiloguer sur le passé. On a assez souvent parlé des causes du marasme boursier pour qu'il soit inutile d'insister. Elles ne sont hélas ! que trop nombreuses et trop criantes. Et, jusqu'à présent, on n'a apporté à la solution de ce problème qui est pourtant d'intérêt général, que des projets d'ordre trop particulariste.

Si l'on analyse d'un peu plus près le comportement de la Bourse au cours de l'année, on est amené à faire les observations suivantes.

Après un repli régulier pendant les cinq premiers mois de 1950, la cote se relevait assez sensiblement au début de juin, les affaires s'étoffaient, la clientèle semblait vouloir reprendre le chemin de la Bourse, quand, brusquement, éclatait l'affaire de Corée.

Relativement solide, de prime abord, le marché ne résistait pas aux premiers revers. Il ne s'en est jamais relevé. Même au moment de l'euphorie qui a suivi le succès de la première offensive des troupes des Nations-Unies, les cours ont monté très modérément, et à aucun moment les transactions n'ont pris de l'ampleur. Bien vite d'ailleurs, les résultats de l'offensive "chez soi pour le Noël" se chargeaient de retourner la tendance qui devait rester inchangée jusqu'à fin décembre.

Bilan de la Bourse en 1950

-:-

Comme on le voit, l'influence des événements extérieurs a été prépondérante. C'était normal et prévisible. Paix ou guerre, l'enjeu est trop important. La situation économique et financière eût-elle été excellente (et ce n'est pas le cas) que son influence sur les cours serait nulle, si un conflit doit éclater qui risque de mettre le territoire national à feu et à sang, et de changer ainsi toutes les données du problème.

Si le comportement des valeurs internationales a été assez différent de celui des valeurs françaises et, si, en particulier, après une baisse très profonde au cours du 1er semestre, elles ont réagi avec vigueur par la suite, c'est également la conséquence des événements.

En effet, dans la plupart des cas, l'objet de l'activité de ces affaires est en rapport direct avec la guerre, qu'il s'agisse de pétrole, de cuivre, d'étain, d'uranium, la liste est longue ... D'autre part, le lieu d'exploitation joue un rôle considérable, la tenue des cours étant directement influencée par l'éloignement de ce lieu des champs de bataille probables d'un conflit est-ouest, s'il devait éclater. Il est évident, à ce propos, que le centre et le sud de l'Afrique paraissent offrir plus de garanties que l'Est de la France, par exemple.

Il faut ajouter enfin que ces titres sont généralement soumis directement à l'influence des marchés de Londres et de New-York. Or, depuis l'intense effort de réarmement déclenché aux U.S.A. par les vicissitudes de la guerre de Corée, l'immense activité industrielle qui en découle, le bond gigantesque de la production, la poussée inflationniste qui en résulte, la bourse de New-York n'a cessé de monter. A peine si de rares, brefs, mais chaque fois sensibles replis ont coupé de temps à autre l'élan ascensionnel des valeurs. Toujours est-il que les résultats des entreprises sont tous en progrès et qu'à la fin de décembre, le marché atteignait les plus hauts niveaux cotés depuis 20 ans. En Angleterre, en dépit d'une fiscalité redoutable, l'intense effort soutenu depuis la guerre a commencé à porter ses fruits, et la hausse des matières premières a favorisé justement celle des valeurs anglaises qui sont cotées à Paris.

Seul, le groupe des caoutchoutières, en dépit de la formidable hausse de la matière, est resté réticent. C'est une nouvelle illustration de l'importance du facteur "situation". En effet, c'est en raison du lieu d'exploitation (Indochine, Malaisie) de ces affaires, dans une partie très vulnérable du continent asiatique, que la spéculation s'est abstenue de travailler ce compartiment. Après avoir été à l'avant-garde de la baisse, ce groupe de valeurs s'est un peu redressé, tout à fait à la fin de l'année.

Etant données les constatations qui viennent d'être faites, on pourrait s'étonner de voir que, dans l'ensemble, les valeurs métallurgiques françaises ont peu progressé, alors que la conjoncture aurait dû les favoriser. Il semble qu'elles aient très peu participé à l'effort de réarmement. Presque tout le matériel est venu des U.S.A. et la volonté maintes fois affirmée des Etats-Unis de devenir l'arsenal des démocraties donne à penser qu'une bonne partie des armements nécessaires à la France sera importée, et que la participation de notre industrie sera assez faible. C'est, en tout cas, ce qui s'est produit jusqu'ici, contrairement à certains espoirs.

L'état du marché pose de graves problèmes. Le placement d'emprunts d'Etat devient tous les jours plus difficile, dès que leur montant dépasse dix milliards. Le sort qui est réservé aux augmentations de capital fait que les sociétés ne s'y résolvent qu'à la dernière extrémité, ou, s'il ne s'agit pas d'affaires de premier plan, les oblige à y renoncer. Ces appels de fonds sont pourtant nécessaires afin de mettre en harmonie le capital social avec les prix. Le placement d'obligations n'est guère plus facile, et l'Etat n'aime guère la concurrence. De plus en plus, la Bourse a cessé d'être le lieu de rencontre des affaires en quête de capitaux et des capitaux en quête d'emplois. L'Etat porte la plus grande responsabilité de cet état de choses, dont il est finalement la victime.

Ceux mêmes qui ont toujours professé l'opinion que la Bourse n'avait guère d'utilité sociale, commencent à réviser leur jugement. Il faut absolument redonner au marché des valeurs les possibilités techniques et pratiques de se développer et de prospérer, a fortiori si, même sans amélioration, la situation extérieure ne s'aggrave pas.

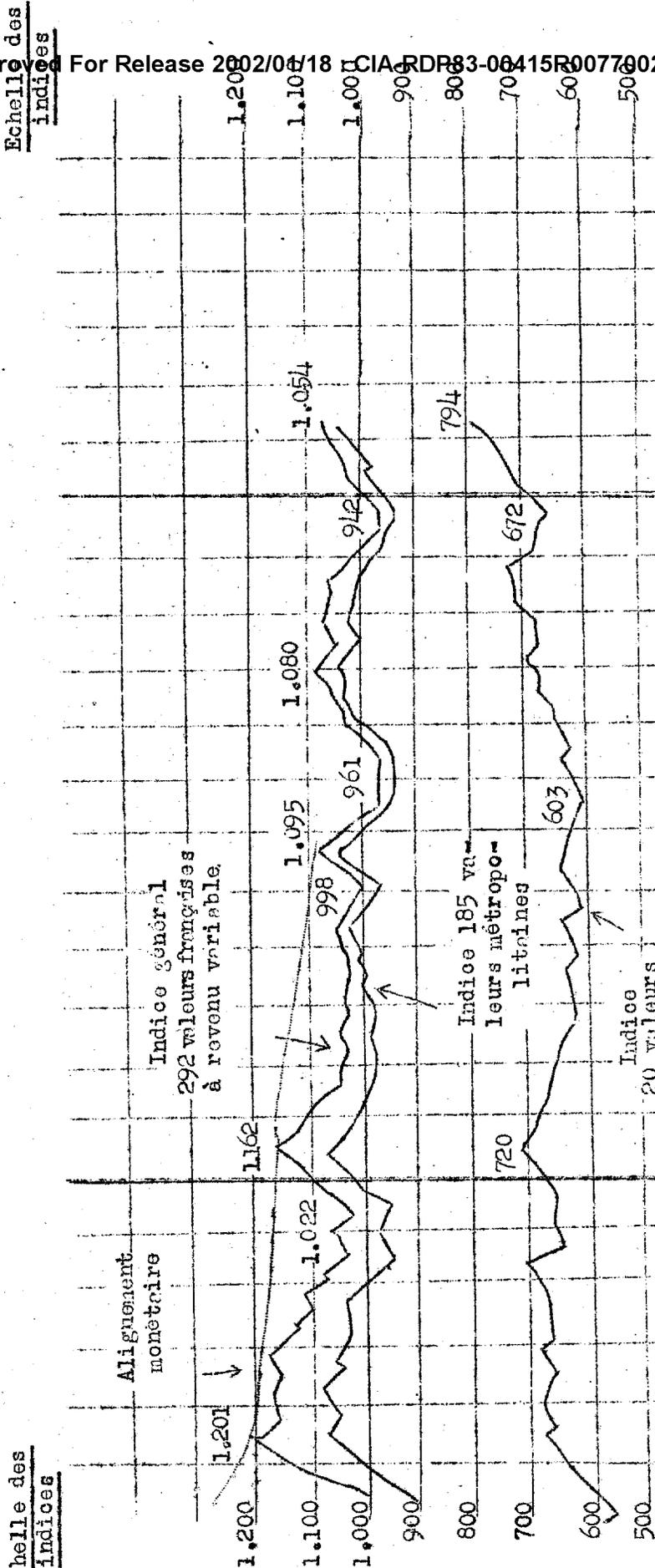
Si jamais, ce que chacun d'entre nous souhaite ardemment, 1951 pouvait voir s'éloigner le spectre de la guerre, on n'aura pas l'an prochain à pareille époque, à brosser un tableau aussi désolant que celui de l'année boursière 1950.

o o o

BOURSE DE PARIS

INDICES DE LA STATISTIQUE GENERALE DE LA FRANCE

(Base 100 en 1938)



Bilan de la Bourse en 1950

- 4 -

-:-

	Septembre 1939	Maximum depuis 1943	Cours extrêmes de 1950		30 décembre 1949	29 décembre 1950
			Plus haut	Plus bas		
FONDS D'ETAT.-						
3 % perpétuel	67,50	104,15	63,90	55,50	60	56,80
5 % 1920	96,20	154,50	116,60	111,80	112,50	115,30
3 1/2 % 1942	-	106,50	66	61,50	65,80	64
5 % 1949	-	84	83,50	75,90	83,50	81,40
Obl. d. Tr. 4 1/2 33	770	1.525	1.025	925	981	942
Cais. aut. 4 % 41 ..	-	2.140	1.550	1.410	1.500	1.541
Crédit Nat. 4 % 41..	-	2.310	1.605	1.490	1.570	1.540
- Valeurs françaises -						
TITRES NATIONALISES.-						
Bque de France	5.805	39.900	23.600	21.600	22.840(1)	23.600(1)
- de l'Algérie ...	4.900	30.000	16.400	15.360	15.800(2)	16.250(2)
Crédit Lyonnais	1.150	10.100	1.697	1.516	1.560	1.697
Obl. Caisse En. 3 %.	-	7.925	7.925	6.500	-	6.710
Obl. Charb. de France	-	6.200	6.185	5.215	5.770	5.505
BANQUES.-						
Bque de l'Indochine.	3.400	31.400	11.400(3)	5.250	10.375	5.700(3)
B. de P. & Pays-Bas.	680	3.525	7.600(4)	5.865	1.420	6.075(4)
Union parisienne....	250	2.300	1.270(3)	861	1.070	890
Crédit Foncier Fr...	2.145	9.560	1.960(3)	1.260	1.315	1.650
Santo Pô	380	16.800	5.550	3.270	4.700	3.270
TRANSFORMES.-						
Lyon act. de jce ...	660	2.140	830	660	668	705
Nord	625	4.640	12.600(4)	7.200	2.250	10.825(4)
Shanghai	710	3.645	560(3)	252	471	252
Suez capital	13.000	115.600	110.700	75.000	111.600	78.500
Suez 1/5 p. civile..	3.395	32.480	32.480	23.625	31.500	24.300
Chargeurs réunis ...	406	12.500	3.090	2.401	2.475	2.750
<p>(1) 4 fois le cours de l'obligation de 7.000. (2) - 2 fois le cours de l'obligation de 10.000. (3) - Modification dans le capital. (4) - Titres regroupés.</p>						

	Septembre 1939	Maximum depuis 1943	Cours extrêmes de 1950		30 décembre 1949	29 décembre 1950
			Plus haut	Plus bas		
EAU-GAZ-ELECTRICITE.-						
Générale des Eaux.	1.060	4.570	1.790(1)	1.040	1.045	1.737
Lyon. des Eaux ...	450	4.675	2.210	1.755	1.920	1.900
Gaz Lebon	1.800	6.375	28.500(2)	23.305	5.450	23.750 (2)
Gén. Electricité..	1.355	7.500	9.600(2)	8.400	4.100	8.620(2)
Alsthom	250	2.360	11.495(2)	8.700(1)	2.190	10.145(1)(2)
T.S.F.	570	2.885	5.125(2)	4.350(1)	810	4.870(2)
METALLURGIE.-						
Forges Nord-Est ..	400	2.000	899(1)	740	790	797
Denain-Anzin	1.060	5.300	1.520(1)	1.152	1.345	1.201
Louvroil-Montbard.	346	1.760	1.348(1)	950	1.260	1.065
Schneider	1.220	7.450	6.690(1)	5.300	6.250	5.450
Tréfileries Havre.	149	3.095	1.600(1)	1.140	1.520	1.194
Fives Lille	510	2.975	2.790(1)(2)	2.550	730	2.640(2)
Chant. St-Nazaire..	980	7.000	5.900(1)(2)	4.375	930	4.700(2)
Citroën B	373	3.300	2.215(1)(2)	1.300	1.310	1.675
Châtillon-Commentry	1.495	8.000	4.750(1)(2)	3.850	760	4.140(2)
Marine	342	1.940	3.335(1)(2)	3.275	715	3.300(2)
Fse des Métaux ...	2.460	7.500	1.880(1)	1.530	1.763	1.595
Hotchkiss	550	3.365	4.050(1)(2)	2.960	1.225	3.005(1)(2)
MINES METALLIQUES.-						
Huaron	700	17.450	6.325(1)	4.260	6.100	5.525
Mokta el Hadid ...	4.050	28.200	8.550(1)	5.120	8.200	5.300
Nickel	727	4.400	1.560(1)	1.215	1.500	1.325
Ouenza	1.575	18.250	10.320(1)	7.700	9.825	10.150
Pennarroya	210	3.400	1.480(1)	1.051	1.405	1.100
PRODUITS CHIMIQUES.-						
Péchiney	1.530	7.800	1.250(1)	941	1.195	945
Kühlman	575	3.500	1.633(1)	1.200	1.515	1.230
Rhône Poulenc	702	5.340	1.374(1)	839	1.242	892(1)
St-Gobain	1.850	10.100	2.195(1)	1.290	2.050	1.370
Gafsa	660	8.500	1.155(1)	646	1.020	665
Air Liquide	1.011	4.300	12.200(1)(2)	7.800	1.189	7.800(2)
Franç. des Pétroles	715	5.450	1.685(1)	1.010	1.590	1.130
Pechelbrom	335	2.120	3.775(1)(2)	2.310	1.330	2.330(1)(2)
(1) - Modification dans le capital.						
(2) - Titres regroupés.						

Bilan de la Bourse en 1950

- 3 -

	Septembre 1939	Maximum depuis 1943	Cours extrêmes de 1950		30 décembre 1949	29 décembre 1950
			Plus haut	Plus bas		
DIVERSES.						
Rente foncière	270	3.090	2.370	1.800	1.885	1.820
Dollfuss-Mieg	2.250	55.900	13.300(1)	6.700	13.400	7.400
Quilmès	7.200	48.500	28.800	18.725	27.325	19.000
Olida	2.220	39.500	2.550(1)	2.000	2.000	2.320
Say	552	4.300	4.325(1)(2)	3.470	3.995	3.600
Terres Rouges	525	1.885	1.190	815	1.050	825
Poliet	278	8.450	990(1)	683	830	700
Paris-France	485	4.490	1.410(1)	1.120	1.200	1.280
Franq. Afr. Occ.	715	7.750	2.700(1)	2.020	2.529	2.230
Sté Gle Ouest-Afric.	322	5.200	12.850(1)	10.200	1.237	11.502(2)
Gds Tr. de Marseille	617	3.850	2.625(1)	1.850	2.090	1.850
Pont à Mousson	1.575	12.790	9.100	7.300	8.250	8.200
Michelin B	1.085	11.600	3.380(1)	2.370	2.295	2.440
- Valeurs étrangères -						
Créd. Fonc. égypt ..	2.500	24.500	19.425	13.500	17.530	13.500
Royal Dutch	6.050	31.000	20.495(1)	14.600	20.950	18.400
Rio Tinto	1.765	22.500	19.200	12.150	14.750	18.200
Central Mining	2.500	27.000	2.300(1)	1.720	22.350	1.730(1)
S.K.F.	2.480	18.900	17.300(1)	13.300	16.400	14.200(1)
Amsterdam Rubber ...	4.125	106.000	102.800	58.500	82.500	79.000
Shell	730	4.770	2.905(1)	2.110	2.830	2.730
De Beers ord	1.075	35.650	2.500(1)	1.580	1.875	2.530
Rand Mines	1.400	9.000	8.450	5.850	8.350	6.625
Tharsis	250	2.975	1.940	1.150	1.750	1.785
Part Kantaga	3.625	135.300	135.300	100.000	94.550	133.300
(1) - Modification dans le capital.						
(2) - Titres regroupés.						

VII

BILAN DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE EN 1950

- Les facteurs de la conjoncture ont continué à évoluer en 1950 en économie de paix: progression lente et parallèle des prix et de la masse monétaire, stabilité de la production.
- Les premiers signes d'une modification de tendance ont commencé à apparaître partiellement dans les deux derniers mois de l'année: augmentation de la production et, peut-être, de la vitesse de circulation.

Le graphique que nous présentons périodiquement à nos lecteurs, traduit, d'une façon d'ailleurs très sommaire, l'équation classique de la masse monétaire de sa vitesse de circulation d'une part, des prix et de la production d'autre part. Nous y ajoutons l'indice du cours de l'or au marché libre (Napoleon) et celui de la Bourse des Valeurs (indice S.G.F.).

Quelques grossiers que soient les éléments que nous utilisons, ils nous fournissent, sinon dans leur valeur absolue, du moins dans leurs variations réciproques, des indications particulièrement significatives sur l'évolution de la conjoncture.

Nous constatons ainsi que pendant l'année 1950, la masse monétaire a continué de se développer, quoique peut-être, notamment, pendant le second semestre, à une cadence un peu ralentie. Nous ne disposons pas encore de chiffres définitifs pour la fin de l'année dont l'échéance aura peut-être déterminé un redressement de la courbe plus accentué. Dans l'ensemble, la courbe se développe, sur notre graphique semi-logarithmique, selon une ligne droite ascendante.

Notre indice de la vitesse de circulation des moyens de règlement par écritures (calculé en rapportant la moyenne journalière des compensations à Paris au total des dépôts des six grandes banques) malgré des dents de scie imputables à l'imperfection de sa construction semble s'être redressé en fin d'année après le fléchissement très léger qui s'était institué depuis les maxima de 1949.

Les prix de gros, après plusieurs mois d'hésitations pendant le premier semestre 1950 ont repris leur mouvement ascensionnel et dépassé en fin d'année l'indice 2.400. Enfin, la production a abandonné le niveau 120 à 125 pour dépasser le niveau 130 (1938 = 100).

Tous ces phénomènes s'accordent fort bien entre eux. Remarquons en effet que si l'on ne s'attache qu'aux mouvements de tendance, en faisant abstraction des variations mensuelles épisodiques, les prix de gros et la masse monétaire évoluent parallèlement et régulièrement depuis maintenant plus de dix-huit mois. Cette progression a été accompagnée pendant la même période, sauf les derniers mois de 1950, d'une stabilité de la production (en dehors des mouvements saisonniers) qui, par suite de la reconstitution des stocks aux divers stades de la répartition, s'est traduite par une stabilité encore plus affirmée

-:-

des quantités de produits disponibles pour la consommation. Ce n'est que dans les derniers mois de 1950 qu'une augmentation de la production peut être décelée. Or, on constate justement à cette époque une accélération de la vitesse de circulation de la monnaie. Notre équation a pu ainsi rester en équilibre.

Cet équilibre montre que la nouvelle orientation de la conjoncture internationale n'avait pas eu encore d'effet sérieux sur notre propre économie à la fin de l'année 1950. Aucune tendance fondamentale nouvelle n'apparaissait sur l'une quelconque de nos 4 courbes, sinon dans l'augmentation modérée de la production, qui demande d'ailleurs à être confirmée.

Par contre, nos facteurs qualitatifs - or et Bourse - avaient déjà réagi, et même très violemment en ce qui concerne le marché de l'or. Celui-ci avait fléchi considérablement, pour les raisons techniques que nous avons maintes fois exposées, pendant l'année 1949 et surtout le premier semestre 1950. La guerre de Corée l'a fait rebondir, mais moins haut cependant qu'on aurait pu le craindre puisque même les cours de fin 1949 n'ont pas été retrouvés, mais simplement approchés.

La Bourse des Valeurs qui suivait depuis la fin 1948 un processus de baisse comparable à celui du marché de l'or, quoique moins accentué, n'a, par contre pratiquement pas réagi aux événements militaires. Ce n'est qu'au début de 1951 qu'un redressement s'est esquissé dont on ne sait encore quel sera l'avenir.

Nos indices qualitatifs nous montrent donc bien que les milieux spéculatifs envisagent un développement de l'activité économique (Bourse) à tendance inflationniste (Or). Certes chacun prévoit bien ce processus futur et l'on assiste dès maintenant aux efforts du gouvernement pour en atténuer toutes les manifestations possibles. Les premières batailles vont se livrer sur les prix et la masse monétaire. Or, il faut bien reconnaître que ces deux positions sont, en France, particulièrement vulnérables, justement parce que nos deux courbes sont parallèles et ascendantes depuis dix-huit mois.

La stabilisation des prix n'ayant pu être réalisée, ni la masse monétaire adaptée à un niveau suffisant, l'équilibre économique actuel est instable parce qu'il s'est établi sur des facteurs encore en évolution. Or, il est plus facile d'accélérer le mouvement d'un corps que de vaincre son inertie.

Le remède serait évidemment dans un accroissement de la production des biens consommables, ou tout au moins dans le maintien de l'offre au niveau actuel, si nous pouvions en avoir les moyens. Ceci postule que l'effort d'armement s'opère, par le développement de la productivité, du niveau d'emploi, voire de la durée légale du travail, si le problème de l'approvisionnement en matières premières peut être résolu pour tous les secteurs.

Autant de conditions, autant de points d'interrogation. Il est toujours vain d'exprimer sa déception quant au futur qui nous échappe. Toutefois, nous devons constater que dans le domaine monétaire, l'oeuvre de redressement avait été extrêmement rapide. Depuis la dévaluation générale des monnaies européennes de septembre 1949 qui avait ramené le franc à 2 1/2 milligrammes (moins d'1

centime de 1914, 4 centimes de 1928) la position de notre monnaie s'est considérablement améliorée. Nous n'en prendrons comme signe que l'évolution de l'encaisse de la Banque de France et des devises fortes qui figurent à son bilan.

De la fin de la guerre à 1949, l'encaisse-or de la Banque avait fléchi, en poids, de 1.312 tonnes, passant de 1.777 à 465 tonnes. Encore sur ces 465 tonnes, 69 se trouvaient-elles à New-York, à titre de garantie de l'emprunt en dollars.

L'amélioration de la balance des paiements qui a commencé à s'instituer en 1949 a permis non seulement la libération en août 1950 de l'or en garantie et sa réintégration dans l'encaisse, mais également l'accumulation de devises étrangères à l'actif du bilan de la Banque. Le poste "Disponibilités à l'étranger et avoirs à l'U.E.P." atteignait à la fin janvier un chiffre presque égal à celui de l'encaisse-or. Comme il ne comprend que des devises fortes et des créances sur l'Union Européenne de Paiements, qu'on peut assimiler à de l'or ou des dollars, les réserves de changes de la Banque ont ainsi pratiquement doublé en moins de 18 mois, atteignant au total l'équivalent de 903 tonnes d'or fin.

L'ensemble de ces avoirs est, depuis la réévaluation de l'encaisse en août dernier, évalué sur la base de 350 frs pour 1 \$ U.S.A., de telle sorte que le bilan de l'Institut d'Emission a retrouvé l'homogénéité qu'il avait perdue en 1948 lorsque la dévaluation de la monnaie n'avait pas été accompagnée d'une réévaluation de l'encaisse.

Ainsi, le terrain monétaire se trouvait préparé pour que l'évolution économique puisse s'accomplir dans les meilleures conditions. Du fait de la tension internationale et des mesures de sécurité, à la fois financières et économiques, qui s'avèrent inéluctables, de nouveaux développements sont à prévoir au cours de l'année 1951. Nous en apercevons les principales caractéristiques d'après les modifications qui affecteront l'une ou l'autre des courbes de notre graphique habituel.

- Principaux éléments de la situation économique et monétaire -

	Déc. 1938	Déc. 1945	Déc. 1948	Déc. 1949	1950					
					Mars	Juin	Sept.	Nov.	Déc.	
<u>Dette de l'Etat:</u>										
(milliards frs)										
Dette (Intérieure..	(1)432	1.623	2.451	2.724	2.781	2.869	2.805	2.814	..	
totale (Extérieure..	13	9	935	1.182	1.236	1.236	1.272	1.289	..	
Intérieure à et t.	99	746	942	990	1.024	1.099	1.106	1.110	..	
Avances d. banques..										
d'émission	36	476	745	772	768	759	630	670	..	
dont avances pr.										
B. de F.	21	-	151	158	166	167	134	156	159	
Encaisse-or de la										
B. de F. (4) (3).	2.160	1.369	394	395	395	395	465	465	465	
<u>Classe monétaire:</u>										
Circulation des										
bil. (milliards										
de frs)	111	570	988	1.278	1.322	1.383	1.467	1.503	1.561	
Dépôts dans les										
banques (milliards										
frs (5)	66	434	1.182	1.350	1.332	1.402	1.490	1.465	1.477	
Cts-cts postaux										
(d°)	4	49	165	209	201	214	227	223	225	
Total (milliards										
de frs)	181	1.053	2.354	2.837	2.854	2.999	3.184	3.191	3.263	
Volume journalier										
d. compt. à Paris										
(milliards de frs)	15	3,4	26,2	37,0	35,7	45,1	44,2	47,4	43,9	
Dépôts dans les										
Caisse d'épar-										
gne (milliards										
de frs)	64	265	397	487	533	564	595	607	620	
<u>Marché de l'or. -</u>										
Cours du Napoléon	275	1.450	5.900	4.280	3.410	3.370	3.680	3.875	3.960	
<u>Taux de l'argent. -</u>										
Taux d'esc. à la										
B. de France:										
(4)	2,50	1,625	3	3	3	2,50	2,50	2,50	2,50	
(3)	-	-	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	

- 5 -

La situation économique
et monétaire en 1950

	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	1950				
	1938	1945	1948	1949	Mars	Juin	Sept.	Nov.	Déc.
Taux de capitali- sation des val. à revenu fixe (2)	6,10	3,37	7,13	7,54	6,50	6,65	6,63	6,66	6,70
Taux des oblig. émises (2)	6,93	3,63	6,19	7,04	6,92	7,26	7,01	6,94	6,98
Taux des valeurs à rev. var.(2).	4,29	0,83	1,76	4,48	4,51	4,54	5,39	5,53	6,01
<u>Indice base 100 en 1933:</u>									
Masse monétaire, Vitesse de cir- culation des ré- gl.p. écriture	100	585	1.297	1.576	1.586	1.666	1.768	1.773	1.813
Prod. industr.	100	37	108	133	130	133	117	157	145
Prix de gros (7)	100	63	121	126	112	123	125	134	133
Cours du Napcén (8)	100	469	2.971	2.002	2.102	2.035	2.286	2.304	2.409
Bourse de Paris (valeurs à re- venu var.)(9) ..	100	1.507	2.145	1.556	1.240	1.225	1.336	1.409	1.440
	100	699	1.366	1.085	1.045	1.056	1.080	991	944

(°) -- Chiffres provisoires ou estimations.

(-) -- Chiffres non encore publiés.

(1) -- Août 1939 au lieu de 1938.

(2) -- 1938 Moyenne annuelle. Nouvelle série à partir de 1950.

(3) -- Non compris l'or en gage, réintégré dans l'encaisse en août 1950.

(4) -- Taux d'escompte commercial. Taux ramené à 2,50 % le 7 Juin 1950.

(5) -- Taux de l'achat par la Banque de France des effets publics à 3 mois d'échéance au plus.

(6) -- A partir d'octobre 1947, estimation de la masse totale des dépôts par application d'un coefficient de 1,66 au montant des dépôts dans les six grandes banques, la situation de l'ensemble des banques n'étant plus comparable aux précédents (élimination des agences d'outre-mer).

(7) -- Prix de gros: Nouvel indice: base 1949 = 100 - Déc 50: 120,4
Janv. 51: 122,6

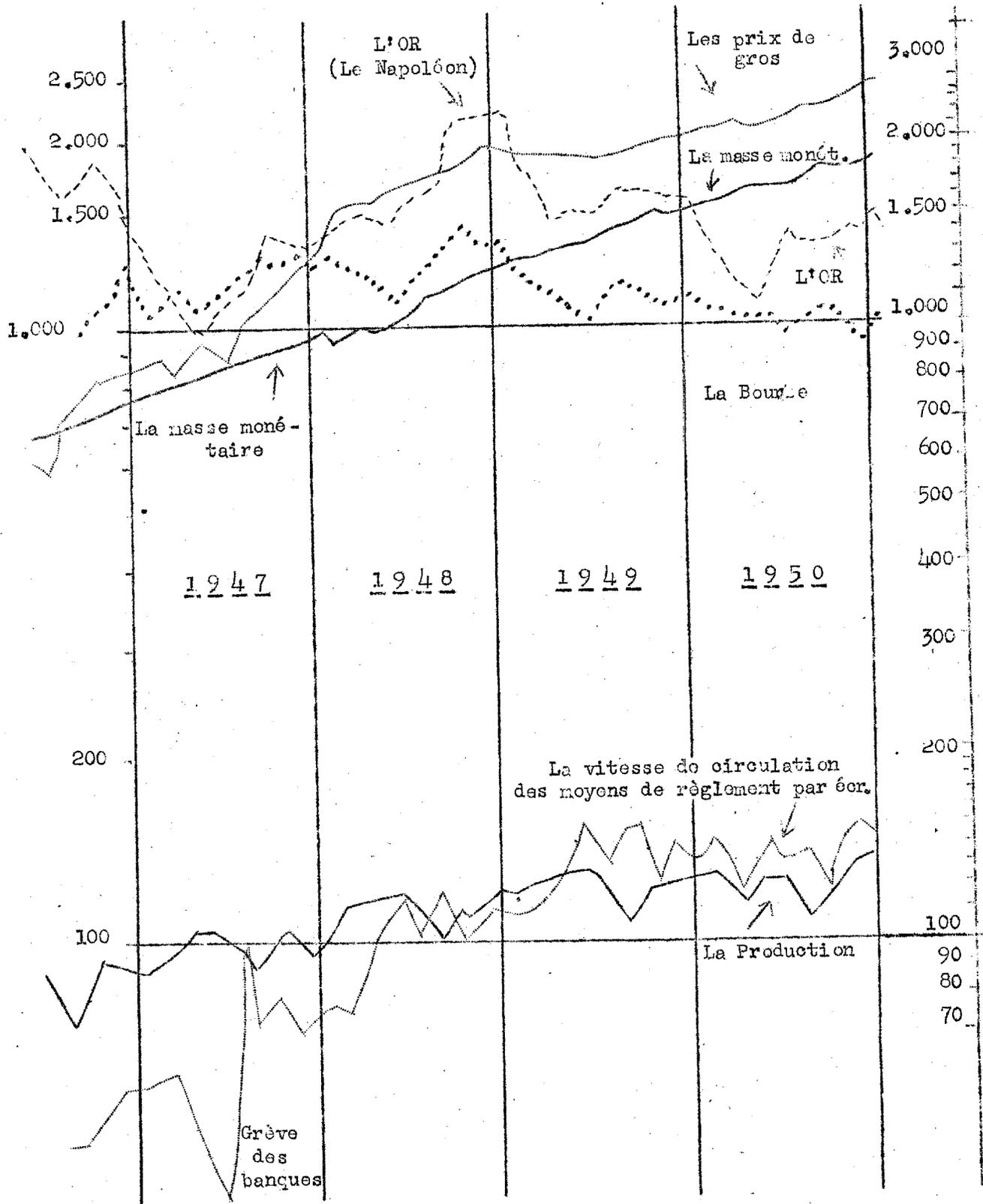
(8) -- Indice de l'or: 1.490 à fin janvier 1951.

(9) -- Indice de la Bourse: 1.054 à fin janvier 1951.

- LES INDICES PRINCIPAUX DE LA CONJONCTURE DE 1947 A 1950 -

Indices base 1938 = 100

Echelle des indices



RESTRICTED

- Evolution de l'encaisse-or de la Banque de France -

	Valeur au bilan (en millions de frs de l'époque)	Taux d'éva- luation (en mgr d'or p. fr.)	Poids en tonnes de fin	O b s e r v a t i o n s
Fin Juillet 1914	4.141,3	290,32	1.202,3	+ 2.000 tonnes au moins de pié- ces d'or en circulation.
Fin décembre 1919 ...	5.578,5	-	1.619,6	Après les cessions du public.
25 juin 1928	28.987,5	58,95	1.708,8	Au moment de la stabilisation Poincaré.
2 décembre 1932	83.359,0	-	4.914,0	Maximum de l'encaisse.
2 octobre 1936	67.200,3	44,1	2.963,5	Au moment de la dévaluation 1936
Fin décembre 1939 ...	97.266,0	24,75	2.407,3	Au début de la guerre.
21 décembre 1944	84.597,6	21,006	1.777,0	A la fin de la guerre.
26 décembre 1945	183.427,0	7,46	1.368,7	Au moment de la dévaluation 1945.
Fin déc. 1946	94.816,6	-	707,4	
Fin décembre 1947 ...	(55.172,7 10.052,1	-	411,6)	Or libre.
		-	75,0)	Or en gage à New-York.
Fin décembre 1948 ...	(52.816,6 12.408,2	-	394,1)	Or libre.
		-	92,5)	Or en gage à New-York.
Fin décembre 1949 ...	(52.980,6 9.293,2	-	395,3)	Or libre.
		-	69,3)	Or en gage à New-York.
16 août 1950	182.784,8	2,54	464,6	Or entièrement libéré et rééva- lué sur la base de 1 \$ = 350 frs
- Disponibilités en devises: \$ USA et Avoirs à l'Union Européenne de Paiement -				
Au 25/1/1951	172.620,6	2,54	438,3	Equivalence en or.
- Total de l'encaisse et des disponibilités à vue -				
Au 25 Janvier 1951...	355.405,4	2,54	902,9	Equivalence en or.

~ VALEURS RECIPROQUES DU FRANC A DIVERSES EPOQUES ~

	1914	25 Juin 1928	1 ^o Oct. 1936	21 Jui. 1937	12 Nov. 1938	Sept. 1939	2 Nov. 1944	26 Dec. 1945	26 Jan. 1948	17 Oct. 1948	27 Av. 1949	20 Sep. 1949
	Lci mon. mgr.	Loi mon. mgr.	Encasse évaluée s/44,1	Encasse évaluée s/38,7	Encasse évaluée s/24,75	1 \$ = 43,80f	1 \$ = 50 f.	Encasse évaluée s/7,461	1 \$ = 214,39	1 \$ = 263,50	1 \$ = 272,10	1 \$ = 250frs
	290,322	58,95	44,1	38,7	24,75	20,289	17,77	7,461	4,145	3,372	3,266	2,539
1 \$ U.S.A.	5,18 fr.	25,32	20,15	22,96	35,90	43,80	50	119,10	214,39	263,50	272,10	350 frs
Base d'évaluation de poids de fin du franc	1	4,92	6,58	7,502	11,730	14,452	16,338	38,910	70,040	86,09	88,69	114,342
En mgr d'or fin	0,203	1	1,336	1,523	2,362	2,905	3,317	7,901	14,22	17,48	18,05	23,218
1 ^{er} Octobre 1936	0,151	0,748	1	1,740	1,782	2,174	2,481	5,911	10,639	13,06	13,50	17,369
21 Juillet 1937	0,133	0,636	0,878	1	1,564	1,907	2,178	5,187	9,336	11,48	11,85	15,242
12 Novembre 1938	0,085	0,420	0,561	0,640	1	1,220	1,393	3,317	5,971	7,34	7,578	9,748
Septembre 1939	0,070	0,344	0,460	0,524	0,8198	1	1,142	2,719	4,895	6,01	6,212	7,991
2 Novembre 1944	0,061	0,301	0,403	0,459	0,718	0,876	1	2,382	4,287	5,27	5,441	7,000
26 Décembre 1945	0,0257	0,1265	0,1692	0,1928	0,3015	0,3677	0,4199	1	1,80	2,21	2,284	2,939
26 Janvier 1948	0,0143	0,0703	0,0940	0,1071	0,1675	0,2043	0,2332	0,555	1	1,23	1,269	1,633
17 Octobre 1948	0,0116	0,0572	0,0764	0,0871	0,1362	0,1661	0,1897	0,4520	0,813	1	1,032	1,328
27 Avril 1949	0,0125	0,0554	0,07411	0,0844	0,1320	0,1610	0,1838	0,4377	0,7879	0,9686	1	1,286
20 Septembre 1949	0,0087	0,0431	0,0576	0,0656	0,1026	0,1251	0,1429	0,3403	0,6125	0,7530	0,777	1